

سورة الاحقاف

Londres s'inquiète de la dégradation des paiements extérieurs

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F
Algérie, 1,30 D.F.; Maroc, 1,60 D.F.; Tunisie, 1,30 D.F.; Allemagne, 1 D.M.; Belgique, 1,20 D.B.; Espagne, 1,20 Ptas.; France, 1,60 F.; Italie, 1,20 Lit.; Japon, 1,20 Yen.; Liban, 1,20 L.L.; Luxembourg, 1,20 F.; Pays-Bas, 1,20 G.; Portugal, 1,20 Esc.; Suède, 1,20 Kr.; Suisse, 1,20 S.F.; Thaïlande, 1,20 Baht.; Turquie, 1,20 Liras.; Vietnam, 1,20 D.V.

Le premier ministre rhodésien et les nationalistes modérés concluent un accord sur la création d'un Parlement à majorité noire

Les absents

En annonçant au cours d'une conférence de presse donnée ce samedi avec les dirigeants de trois mouvements nationalistes africains, les principaux points de l'accord de principe conclu mercredi 15 février à Salisbury, M. Smith pouvait parler légèrement, si l'on s'en tient aux apparences, de « victoire de la négociation ».

Lors de la dernière constitution électorale dans l'ancienne colonie britannique, le Front rhodésien, parti du premier ministre, avait enlevé la totalité des cinquante sièges réservés aux Européens au sein du Parlement, qui au total comptait cinquante-neuf sièges. Moins de dix mille électeurs noirs avaient représenté une population africaine de près de sept millions d'habitants. Les élus des deux cent cinquante mille Européens de Rhodesie étaient prêts à voter toutes les mesures proposées par un premier ministre qui avait défendu la « sévinité » contre les rebelles nationalistes. Moins de six mois après cette « victoire » électorale, M. Smith a surpris tout le monde en signant un accord qui prévoit pour les Noirs une représentation largement majoritaire au Parlement.

Des négociations se poursuivaient jeudi 16 février entre M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, et des dirigeants nationalistes modérés pour la mise en place d'un gouvernement dans lequel serait représentée la majorité noire, et pour la création d'une nouvelle armée ouverte à des officiers africains.

Ces pourparlers font suite à l'annonce, mercredi, d'un accord dont la disposition la plus importante est l'élection, à une date non précisée, d'un Parlement de cent membres où les élus blancs ne disposeront plus que de vingt-huit sièges. Ce compromis a été accepté par l'évêque Muzorewa, chef du Conseil national africain unifié (UANCI), principal leader de l'opposition africaine s'exprimant à l'intérieur même de la Rhodesie.

M. Joshua Nkomo, président du « Front du refus », qui anime la lutte armée contre le « pouvoir blanc » a aussitôt déclaré à Lusaka, capitale de la Zambie, où il se trouve actuellement, que cet accord serait sans effet et que les combats continueraient.

Se son côté, M. Andrew Young, représentant des Etats-Unis à l'O.N.U., a estimé que les mesures annoncées par M. Smith ne constituaient « en aucune façon » un règlement susceptible de mettre fin à la guérilla. De source américaine autorisée, on met en garde contre la tentation d'attacher une importance exagérée à l'accord annoncé par M. Smith, indique l'agence Reuter.

A Londres, un porte-parole du Foreign Office, prié de commenter les nouvelles en provenance de Salisbury, s'est contenté de rappeler que M. David Owen tenait pour nécessaire l'indépendance de la Rhodesie gouvernée par la majorité africaine avant la fin de l'année.

La seule réaction ostensiblement favorable est celle de M. John Vorster, premier ministre sud-africain, qui a déclaré : « L'Afrique du Sud se réjouit de tout effort qui peut conduire à une solution pacifique des problèmes de l'Afrique australe, et tous ceux qui y contribuent ont notre bénédiction ».

MM. Mitterrand et Marchais se rejettent la responsabilité d'un éventuel échec de la gauche

Faiguë, nerveux ? Le ton de la campagne pour les élections législatives s'élève. Les formules injurieuses tiennent lieu d'arguments : on parle de bougnoules, de pyromanes, on se soupçonne de sédition ! Certains tribuns se retournent contre les journalistes qui les interrogent ou contre les moyens de communication dont ils se servent. Jeudi, M. Marchais a considéré que M. Mitterrand avait été interrogé par deux « complices » à Antenne 2 et a refusé une interview à Europe 1, station à laquelle il reproche d'avoir mis en cause l'honnêteté du P.C. dans les élections cantonales parisiennes du Val-de-Marne.

Au-delà de ces signes de dégradation d'une campagne qui dure depuis des mois et dont l'enjeu est toujours aussi incertain, il faut noter que, tout en affirmant leur volonté de prendre tout leur dû après une éventuelle victoire, de la gauche, les dirigeants du P.C. et du P.S. se rejettent d'avance, les uns sur les autres, la responsabilité d'un échec et se préparent, psychologiquement du moins, à des lendemains de déception. M. Marchais devait s'exprimer jeudi soir, à Paris, au « rassemblement populaire » organisé par le parti communiste, à la porte de Versailles.

Dans le débat griaçant qui s'instaura, M. Mitterrand s'efforça de conserver un ton « présidentiel » : ainsi a-t-il lancé, mercredi soir, à l'émission « Cartes sur table », un appel à ses partisans comme à ses adversaires pour qu'ils acceptent de traiter calmement et sereinement les sujets qui intéressent les Français. Cela ne l'a point empêché d'avoir la dent dure pour M. Barre et M. Chirac, qui le lui rendent bien, et de répliquer à M. Marchais sans lui céder en rien.

Les explications du premier secrétaire du parti socialiste, mercredi, et celles du secrétaire général du P.C. jeudi matin à France-Inter, éclairèrent les positions des deux partis, dans leur dernier état : elles ne devraient plus guère changer jusqu'au premier tour de scrutin, enjeu essentiel de leur épreuve de force.

Le P.S. proclame sa fidélité à la stratégie de l'union de la gauche et à son programme commun non actualisé, c'est-à-dire à l'essentiel de ce document. Il refuse toute négociation « bâclée » sur l'actualisation, entre les deux camps, de ce programme commun. Pour le P.C., écrit comme le demande le P.C.

Quelques jours de la gauche se querellent sur les moyens de changer la société, cela n'est pas vraiment nouveau, encore que le programme commun avait paru régler provisoirement ce différend historique. Mais que l'un des deux donne l'impression de refuser une pratique électorale, celle de la discipline républicaine devenue une règle depuis 1962, n'est-ce pas accorder à l'autre des électeurs des deux courants que la victoire de la gauche est refusée ? La victoire, c'est-à-dire, comme le souligne M. Mitterrand, la réalisation dans deux mois de la plus grande des aspirations concrètes de l'électorat de gauche, les dirigeants du P.C. reprochent, il est vrai, au P.S. de ménager le capital, de gérer l'actualité, de demander un chèque en blanc. M. Marchais a été particulièrement sévère jeudi matin pour ses partisans. Son principal argument est que l'emploi de la victoire ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme. Faut-il en avoir un, la gauche perd ses chances de l'emporter et la responsabilité de l'échec est alors imputée aux socialistes.

Dans cet affrontement jusqu'au-boutiste, les protagonistes envisagent le meilleur et le pire. Le meilleur, pour eux — s'ils en sont vraiment convaincus — serait d'obtenir la majorité et de gouverner. M. Mitterrand estime que M. Giscard d'Estaing n'aura pas à intervenir dans la composition interne d'un tel gouvernement. Ce sera l'affaire des partis concernés, sans exclusive, mais sur la base des résultats électoraux, qu'il s'agisse du nombre et de l'importance des ministres ou du contenu du programme. M. Mitterrand pense que ce sont les électeurs qui trancheront entre les deux propositions d'actualisation du programme commun. Pour le reste, il faudra tenir compte des opportunités et des réalités du moment, des fluctuations de style qui réservent l'avenir.

M. Marchais estime que les communistes peuvent occuper n'importe quel poste ministériel, même ceux des affaires étrangères ou de la défense, auxquels il avait donné l'impression de ne pas s'intéresser particulièrement lors de l'élection présidentielle de 1974. Dans la perspective d'une victoire de la gauche, il y a tout lieu de penser que l'épreuve de force se prolongerait à ce niveau.

Le pire, ce serait la défaite. « Nous pourrions connaître une « période de lune rosée », reconnaît M. Mitterrand, tandis que M. Marchais accepte pour son parti le risque d'une attitude de contre-courant. Dans cette perspective — la « preuve de force » plus dure, puisqu'il s'agit de régler au « finish » le problème que pose la rivalité historique des deux grands courants de la gauche française.

ANDRÉ LAURENS.
(Lire nos informations page 7.)

Quand les négociations avaient commencé, à la fin janvier, entre le premier ministre et les nationalistes modérés, les chances de succès paraissaient bien faibles. Le parti de M. Smith traitait de « meilleur » le principal interlocuteur du gouvernement, l'évêque Abel Muzorewa, chef du Conseil national africain uni (UANCI). Ces querelles tapageuses masquaient la réalité : un premier ministre alarmé par les pressions combinées de Londres et de Washington que la dégradation constante de la situation économique ne lui permettait plus d'ignorer ; un chef nationaliste jouissant d'une incontestable popularité parmi ses compatriotes de couleur, mais conscient du prestige croissant de ses rivaux installés dans la lutte armée.

Est-ce à cause du caractère inattendu de l'accord ? Les premières réactions qu'il a suscitées à l'étranger paraissent bien réservées. Il n'est point étonnant que les dirigeants du Front patriotique engagé dans un combat de libération à partir de l'étranger, estiment « insupportable » un compromis signé par des opposants de l'intérieur. Plus surprenant est la prudence de Londres et de Washington après l'acceptation par M. Smith du principe « un homme une voix », qui peut permettre une évolution en douceur, mais fondamentale, de la Rhodesie.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas tant déploré le contenu même de l'accord que le fait qu'il était conclu en l'absence des mouvements nationalistes. MM. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et Andrew Young, représentant américain aux Nations unies, avaient quant à eux rencontré leurs chefs le 28 janvier, à La Valette, pour discuter du plan anglo-américain de règlement en Rhodesie, présenté en septembre 1977. Ces mouvements trouveront sans doute un argument dans le fait que l'accord accepté par les formations rivales prévoit la mise en place d'une administration « apolitique » et une protection contre les nationalisations et les expropriations, stipulations visant manifestement à sauvegarder les privilèges économiques des Blancs. Une analyse complète du compromis annexé à Salisbury n'était pas encore possible jeudi, car certains points sont encore en discussion. Il reste notamment à définir les conditions dans lesquelles sera créé un gouvernement intérimaire. Quelle que soit l'étendue des concessions qu'il a été amené à faire, M. Smith paraît trop marqué par son passé pour conduire la transition vers une ère nouvelle en Rhodesie.

LA CONTRE-OFFENSIVE ETHIOPIENNE EN OGADEN MARQUE UN TEMPS D'ARRÊT
(Lire nos informations page 3.)

Chère administration...

Améliorer les relations entre administrés et administratio est une préoccupation constante, toujours nécessaire et souvent insuffisante. Un poste de médiateur national a été créé en janvier 1973. D'autres médiateurs ont été nommés depuis, à la Ville de Paris notamment. Les comités d'usagers, les bureaux d'information se sont multipliés aux divers échelons administratifs. En septembre 1977, le gouvernement a approuvé cent une mesures pour simplifier quelques procédures et éliminer la « paperasserie » inutile (« le Monde » daté 25-26 septembre).

Dans le même but, le conseil des ministres vient d'adopter, le 15 février, quarante et une nouvelles mesures (voir page 6).

Malgré ces efforts, les défauts, absus ou carences continuent d'apparaître dans les services administratifs, d'autant plus que le domaine de l'administration se développe d'année en année, au fur et à mesure que le rôle de l'Etat s'étend. Voici quelques cas de « blocages », de contradictions ou de décisions absurdes qui illustrent aussi les éternelles lenteurs administratives.

I. — LES FRICHES DU JEANSINE

Il n'y a qu'un pas pour franchir le vabre (le ruban) de Jeansine. On le salue à pieds joints ce mince ruban qui court parmi les vignobles des côtes d'Alsace. Mais, après de longs et sinistres détours à travers divers services administratifs, ce minuscule filet d'eau semble être transformé en un fleuve infranchissable.

Une sardine aurait-elle vraiment bouché le port de Marseille ?

par FRANCIS CORNU

Non, dans cette affaire, il ne s'agit pas de l'une de ces galéjades chères à Pagnol. Il existe, ce ruban de Provence, comme il est vrai que pour atteindre les limites du ridicule, il n'y a aussi qu'un pas. L'affaire était dérisoire, elle est devenue significative et le médiateur national, M. Aimé Faquet, s'en est aujourd'hui saisi, sur la requête de

Mme Luelle Plano, soixante-dix ans, une habitante de Péllissanne (Bouches-du-Rhône) qui, depuis neuf ans, demande en vain au gouvernement de lui faire acheter le chemin qui lui permettrait de rejoindre son habitation.

A la sortie de Péllissanne, l'ancienne route de Salon-de-Provence à Lambesc serpente entre des murailles de pierres sèches, les oliviers et les châtaignes. Brusquement, à un carrefour, l'asphalte s'interrompt. Quelque trois cent mètres plus loin le chemin est de nouveau goudronné, mais entre ces deux portions ce n'est que ronces et broussailles, par lesquelles on distingue à peine l'étroit fossé creusé par le vabre de Jeansine. C'est juste au-delà du vabre que se situe le seul bien de Mme Plano, une vigne d'une soixantaine d'ares.

Le chemin aujourd'hui inutilisable en était la seule voie d'accès. Désormais, il faut faire un détour de 3 ou 4 kilomètres pour contourner l'obstacle, ou bien demander le passage sur les terres d'un fermier voisin, ce que Mme Plano n'ose plus faire en raison du dérangements que cela occasionne.

« Une vigne réclame beaucoup d'entretien », explique Mme Plano. Et cela suppose des allées et venues continuelles avec un tracteur et des engins encombrants, qu'il s'agisse du labour, du sarclage, de la taille ou des vendanges. Tout ou long de l'année, mon vabre qui cultive cette vigne doit s'y rendre et y travailler au moins une fois par semaine ». Mme Plano précise qu'elle n'est pas la seule usagère du chemin inutilisable, et elle rapporte que l'un de ses voisins a dû récemment renoncer à vendre un terrain dont il est propriétaire à cet endroit, les acheteurs éventuels s'étant récusés après avoir constaté qu'il n'existe plus aucun accès.

(Lire la suite page 12.)

Claude Mauriac

AIMER DE GAULLE

Le temps immobile 5

« L'un des grands memorialistes d'aujourd'hui »

Le Nouvel Observateur



Sur une illusion d'acoustique

« MAXIMILIEN ROBESPIERRE »

REPRIS AU THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS

Une fragilité de la critique dramatique tient à ce qu'elle n'assiste à chaque pièce qu'une seule fois. Or, une même pièce, d'un soir à l'autre, peut changer. Et même beaucoup. Les acteurs le savent fort bien. Dans les cas extrêmes, cette composante de hasard peut conduire à l'injustice. Un exemple très frappant vient d'en être donné par l'accueil qu'a connu la pièce de Jean Jourdheuil et Bernard Chartreux : « Maximilien Robespierre ».

A l'unanimité, les critiques dramatiques, y compris celui du « Monde », auteur du présent article, ont écrit, lorsque cette pièce a été jouée au Centre Beaubourg, du 11 au 26 janvier, que le spectacle n'était pas bon. Qu'il ne

« fonctionnait pas ». Npus avions tous été rebutés, notamment par l'emploi d'un langage « à l'antique », d'une solennité qui frisait le grotesque.

« Maximilien Robespierre » est, depuis le 11 février, repris dans un autre théâtre : celui de Gennevilliers. Ni le texte, ni la mise en scène, ni les acteurs, n'ont changé. Or la pièce est méconnaissable : elle est excellente, aucune tirade « à l'antique » ne gêne en quoi que ce soit et il est évident que si les critiques avaient vu « cette pièce-là », c'est-à-dire la même, leur accueil eût été tout autre.

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 22.)

idées

FEMMES

Ne pas se tromper d'adversaire

par MAURICE T. MASCHINO

Il est de mode, aujourd'hui, d'afficher ses différences. C'est la façon qu'a tout le monde de ne pas se croire comme tout le monde. Et chacun arbore à la boutonnière un insigne distinctif : homosexuel, fou, ancien détenu, ex-analyste, marginal, ex-prostitué. Ce serait très sympathique si chacun, fort de son droit à la différence, ne se faisait fort, très souvent, d'engranger celle d'autrui. Et de s'enfermer dans un nouveau ghetto. En ne voyant pas qu'ainsi, loin de se libérer, il reproduit l'aliénation qu'il dénonce. C'est le cas, entre autres, de certaines femmes. Ou plutôt — car il y a, justement, une différence — d'un certain nombre de féministes.

A les entendre, la femme serait moins un être concret — historiquement situé, socialement déterminé — qu'une essence, ou une nature; chacune — quelle que soit sa position dans la cité — y participerait. Mieux (si l'on en juge par le fervor de quelques-unes) : y communierait. Chef d'entreprise ou marionnettiste, maître cadre à 500 francs par mois ou préposé à l'entretien des toilettes publiques, ouvrière ou professeur agrégé, les unes et les autres, femmes d'abord, seraient victimes, comme telles, de toutes les oppressions : leurs intérêts seraient donc identiques; elles formeraient une « classe » (1). Face à une autre, celle des hommes (celle des P.D.G. et des députés, des éboueurs et des militants), elles ébaucheraient des stratégies, tous également oppresseurs, tous phalocentriques (avoués ou honneux), prompts à paterner ou à dominer.

Pareille vision de la société nous paraît une aberration. D'abord, parce qu'elle fonde une situation particulière sur

une caractéristique physiologique. Parce qu'elle réduit le social au biologique, l'histoire au morphologique; et toute femme, en effet — bourgeoise ou prolétaire, française ou immigrée — appartient à la « classe des femmes », ce ne peut être qu'en vertu de son sexe. Et non de sa condition (d'exploitée-dominée) qu'elle partage avec bien des hommes. Or faire du sexe tout de la couleur de la peau, ou de la forme du nez) un principe de sélection, c'est le propre du racisme — que le féminisme, dans son radicalisme, n'évite pas toujours.

Raisonnant à la façon de ceux-là mêmes qu'elle dénonce — ceux pour qui une femme est une femme, comme un juif est un juif, — bien des féministes reçoivent à leur compte leurs arguments. Elles sont toujours en termes de sexe (sans survaloriser qu'il était déprécié) qu'elles analysent une condition qui a pourtant bien d'autres dimensions. Ces dimensions, les féministes, qui schématisent à l'excès, les négligent volontiers. Obsédées par la féminité comme d'autres par la masculinité, elles l'extrait du contexte dans lequel elle s'inscrit — et qui la spécifie. Qui en détermine la signification. Qui en compose la figure, souvent tragique ou pathétique, quelquefois pitoyable, voire odieuse (à la limite : les « chiennes » de Buchenwald ou du Goulag). Figure multiple, de toute façon, que la féminité, que d'un peu d'ailleurs dans les rapports de force qu'un trait — défigure.

Si l'est vrai, par exemple, que « la femme ouvrière est plus opprimée que l'ouvrier » (2), il n'est pas sérieux de prétendre que toute femme, parce que femme, est opprimée; il en est qui oppriment, dominent, exploitent, et férocement.

Une donnée parmi d'autres

Question de caractère? Pas seulement: question de position sociale d'abord, et de rapport de forces. Si la femme du bas de l'échelle est bien « une femme », cet effet de différence que l'ouvrier est un ouvrier, — celle des sommets de la hiérarchie l'est beaucoup moins. Et peut-être pas du tout. Ou, en tout cas, pas d'abord. Pas d'abord, pas principalement. Ce n'est pas sa féminité en tant que telle, c'est sa féminité revue et corrigée par son appartenance sociale qui détermine son statut et règle sa conduite.

Femmes-juges, femmes-flics, femmes-soldats, femmes-patrons, femmes des usines et des barricades, femmes militantes et marseillaises, même complot, vraiment? Même « classées »? La féminité est-elle le tout de leur condition, son alpha et son oméga? Ou n'est-elle pas plutôt une donnée parmi d'autres, intégrée à des réalités différentes que celle de la vie, celle de la lutte, celle de la classe? Sans doute, et cela se voit tous les jours, dans la rue, au bureau, à l'université, dans les mille et une situations de la vie où s'affrontent celles qui ont un pouvoir et celles qui n'ont que des devoirs, celles qui commandent et celles qui obéissent (ou se révoltent), celles qui appartiennent à la classe des maîtres et celles qui sont de la classe des opprimés.

Une classe où l'on trouve — aussi — des hommes. Qui peuvent être juifs, noirs, arabes, français et qui ont moins en commun le fait d'être hommes que celui d'être exploités. Que l'un d'eux change de camp (ou soit plus précis, l'un des niveaux de production) et d'être homme pesera moins dans son comportement que ses nouveaux privilèges.

Hommes contre hommes? Bien sûr. Mais pas parce qu'ils sont des hommes. Hommes contre femmes? Certainement. Mais pas parce qu'elles sont des femmes. Pas systématiquement, et surtout : pas fondamentalement. Fatima, mon élève, qui un employé de préfecture a raboué grossièrement, a-t-elle été injuriée parce que femme ou en tant qu'Algérienne?

Hommes, femme : qui raisonne en ces termes, qui ordonne le champ social en fonction de ces catégories — éminemment sexistes — se condamne à prendre l'accessoire pour l'essentiel. L'apparence pour la réalité. Or, pour être plus précis, l'un des niveaux de la réalité pour son ensemble. Essentiellement comme le racisme : on sait que la « race » n'est pour lui qu'une méchante rumeur que les conditions de son attitude et à moins une particularité physique, souvent indiscernable, qu'une opposition d'intérêts (qui qu'elle soit, mais il faut faire attention, car il ne faut pas en rien) : en un mot, ce qui est, en dernière instance, le rapport (ou la peur) d'une classe.

Ah! ou cause seconde

Il en est de même de la « guerre des sexes ». La féminité n'est souvent qu'un alibi. Ou une cause seconde. Ou le mythe qui exprime — et dissimule en même temps — une autre réalité. Tel le discours religieux qui, dans les siècles passés, traduisait en les déformant des conflits d'ordre économique et politique, le discours féministe renvoyé à une pratique sociale où les femmes ne sont pas seules à être ce qu'elles disent.

Mais cela, précisément, leur discours ne le dit pas : prenant la parole pour le tout, et restant en termes d'opposition hommes/femmes l'antagonisme dominant/dominé, demeure ambigu. Positif dans la mesure où il dévoile une situation (la surexploitation de bien des femmes), il devient idéologique — et faux dans la mesure où il la simplifie. Loin d'être globale — et encore moins radicale — l'idée qu'il inspire reste partielle et ne peut guère contribuer à changer la société.

Ce qui ne signifie pas qu'elle soit inutile. Tant il est vrai que les femmes ne se libèrent qu'en menant elles-mêmes leur propre combat. Mais à le poursuivre séparément, à refuser de s'insérer dans une entreprise, plus vaste, de transformation de l'ensemble des rapports sociaux, elles le (et se) condamnent à une moindre efficacité. Quand ce

n'est pas à une totale gratuité. Telles ces féministes qui appellent à voter nul. C'est-à-dire, dans le combat incertain que mène la gauche, à laisser à la droite davantage de chances. Sans doute, les partis de gauche ne sont pas à l'avant-garde de la lutte féministe (ni de bien d'autres), sans doute, ils sont ce qu'ils sont. Mais il faut faire attention. Si refuse-t-on, on laisse faire les autres — et l'on sait que, de ceux-là, les femmes (comme les hommes) ne recevront jamais que des miettes.

Si les féministes veulent vraiment que les femmes ne soient plus des « boviches » ni des « putiches » (3), c'est en lutant — et les hommes qu'elles ont quelque chance d'y parvenir. Et non pas, gauche et droite renvoyés dos à dos (ce qui est le propre d'une attitude de droite), en se crispant sur des positions narcissiques et infantiles. A un mois des élections, il est temps de ne pas se tromper d'adversaire.

(1) Les féministes radicales face aux élections (Le Monde du 25 décembre 1977).
(2) Ibid.
(3) Cf. l'excellent ouvrage de Claude Auzan, Les Femmes putiches et les femmes boviches, Maspéro, Paris, 1973, 115 pages.

REVUE DES REVUES

Devant la porte

par YVES FLORENNE

Le cahier de *Change* traite de la folie, donc de toute répression (1). La question du viol y est posée par Michel Foucault : la sexualité ne pouvant être objet de répression, ce serait donc la même chose de violer ou de donner un coup de poing? Il s'adresse aux femmes présentes (c'est un entretien, dont le résumé s'exprime dans le « non » énergique de Marina Zecca : le viol, c'est une violence physique, plus quelque chose sans commune mesure avec elle. Foucault dit qu'il en a discuté avec un magistrat du Syndicat de la magistrature qui est catégorique : « Il n'y a pas de raison de pénaliser le viol », acte sexuel. Admirable caustique. Entre autres conséquences, elle accole Marina Zecca, pour sauver la répression, à sa déesse : non, décidément, le viol, ce n'est plus de la sexualité, c'est de la violence physique. Hélas! c'est, tout au contraire, le point extrême où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la violence comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle troublait soudain les convictions entérinées. Quelle femme trouverait bon qu'on prétende que le viol par la douceur? Au reste, pourquoi l'aurait-on posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le petit doigt, c'est la même chose? »

Dans mon dernier feuillet, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), je m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonstance, d'être homme devant une porte où une femme se présente. Les auteurs de cet article, Mmes Judith Coppel et Dominique Fontaine, nous demandent de publier leur protestation : « Au lieu de nous injurier (que nous a-t-il fait pour que vous nous interprétiez...) » il va sans dire que personne ne savait apercevoir l'ombre d'un injure où il y avait tout au plus un soupçon d'agacement. Reste que, accroché par ce passage borbely, je n'aurais pas souligné l'intérêt de l'article lui-même : réflexions et témoignages sur certains comportements féminins et sur l'angoisse née d'un « interdit de passage » qui serait chez les femmes un des « fondaments de leur oppression ».

De toute façon, la question est importante puisqu'il ne s'agit de rien de moins que du contenu profond de la relation « civilisée » entre les femmes et les hommes. Etait donc visé

l'interprétation exco-socio-psycho-analytique de l'attitude qui consiste pour quelques hommes encore à s'effacer devant une femme, en particulier au passage d'une porte. Les auteurs désignant ce « gestuel masculin », symptôme évident de paternalisme-dominateur-protectionnisme-jalousie-aliénatoire. Bien entendu, si l'homme passe le premier, on bousculant, toisant la femme ou, pis encore, en l'ignorant, on le dénoncera, à juste titre, comme une brute phalocrate. Cette porte étroite ne comporte donc, pour le mâle humain, aucune issue.

La solution, on l'aperçoit bien tout de même : c'est qu'un homme et une femme ne doivent pas se trouver ensemble devant une porte. Ou plus radicalement et simplement : ne doivent pas se trouver ensemble, du tout. Ce qui les de soi dans le monde sans hommes — que des femmes nous déclarent — préparer. Somme toute : la solution finale.

Hâtons-nous de dire que rien ne permet de ranger nos correspondantes dans cette avant-garde d'anges exterminateurs qui combattent au nom de l'anti-sexisme. Nous n'avions vu que leur interprétation qui, à force d'être excessive, exclusive, absolue, devenait — insignifiante ». Or, dans leur lettre, elles analysent très raisonnablement le vieux geste de céder le pas et ce qui devrait être cette attitude dans l'esprit des hommes qui le manifestent à l'égard des femmes. Mais, cela, elles ne l'avaient pas dit. On devait même comprendre qu'elles déniaient à l'homme d'autres mobiles et intentions que ceux qu'elles désiraient qu'il ait. (Sur ce point encore, leur lettre apporte plus qu'une rumeur : il ne s'agit plus de « l'homme », ni même « des hommes », mais de « certains hommes ».)

Alors! écrivent-elles, non sans nous mettre personnellement en cause et au défi, comme si vous ne saviez pas que « les femmes son loin d'être considérées comme supérieures aux hommes »! Sous cette forme, c'est même une flûte pour exprimer le scandale criant, permanent et croissant de la longue histoire des femmes, c'est-à-dire de celle que les hommes leur ont faite, et dont elles commencent à peine à sortir. Et pourtant, que les hommes, tous, toujours et partout, soient considérés et traités les femmes comme « inférieures », est-ce si sûr, au fond? L'effort consiste peut-être à faire au sorte que ce fond-là remonte

à la conscience. Les hommes sont eux-mêmes les victimes (avantagées) de leur propre histoire. Ne seraient-ils pas plus prêts qu'on ne le croit à se dévouer à un comportement et d'un mode de relation pour lesquels ils sont depuis si longtemps conditionnés?

La-dessus, il y aurait beaucoup trop à dire. Disons seulement, après l'avoir tant dit (à propos des *Cahiers du GRIF*, par exemple), et laissent tomber le mot « supérieur » avec tout l'idée de hiérarchie, redisons donc ce qu'on ne dira jamais assez : oui, les femmes valent mieux que les hommes. Elles sont capables d'autre chose. C'est la raison pour quoi on doit attendre d'elles, et peut-être d'elles seules, qu'elles réinventent un monde que les hommes ont si bien réussi à rater.

Ce n'est d'ailleurs pas une idée moderne. Nos correspondantes ne craignent pas de prononcer — il y a fait presque du courage — les mots si rétro de courtoisie et de galanterie. Alors, rapplions-nous qu'ils viennent du latin, le premier surtout : d'un cercle très étroit, dans une époque, très brève (résurgences, d'ailleurs, de ce qui avait été extrêmement large et durable dans le monde antique), où la femme fut mise au-dessus des hommes par les hommes eux-mêmes.

De cette situation, de cette relation inversée, très particulière à notre Occident le plus occidental, on n'a jamais le droit de se refuser à admettre qu'il en reste dans l'inconscient quelque chose d'autrement profond qu'un signe de possession et de protection imposée par le maître à l'esclave ou à l'objet.

C'est même probablement de ces hautes sources, où aveuglés, de civilisation véritable que procède une autre tradition, une autre façon, celle-là angéliquement grave, de céder le pas à devant la mort. Si dans les naufrages on faisait passer d'abord les femmes avec les enfants, c'était, bien sûr, pour protéger les plus faibles physiquement dans une circonstance qui exigeait grandement cette « préséance », mais c'était surtout par la conscience qu'étaient les hommes de sauver ce qui est le plus précieux. Les enfants ne sont que l'avenir d'une génération. La femme, ce qui est encore le reprocher à l'homme, elle est l'avenir, simplement.

(1) Numéro 33-35, Seghers-Laffont édit.
(2) Rue du Musée 14 - 1000 Bruxelles.
A Paris, 34, rue des Bourdonnais (1^{er}).

TÉMOIGNAGE

Mère de famille au foyer

D'une lectrice dont nous respectons l'anonymat :

Je suis une mère au foyer et j'en suis très fière. J'ai un mari et quatre enfants. J'ai travaillé jusqu'à ce que j'aie mon premier enfant.

Pourquoi faisons-nous des enfants, si, dès leur naissance nous les considérons comme des paquets que nous pleurons chez une nourrice, dans une crèche ou qui se gardent tout seuls?

Une famille pour moi, c'est quelque chose d'un, l'homme et la femme se complètent.

Pourquoi? La femme travaillant d'un côté, l'homme de l'autre, et les enfants ballottés de tous les côtés?

Mon mari ne gagne pas un gros salaire, nous avons juste pour vivre. Quand je travaillais, je gagnais plus que mon mari, j'ai arrêté mon travail, en accord avec mon mari, car il nous e semblé qu'élever

nos enfants avec le plus d'amour et de désintéressement possible valait mieux que tout l'argent du monde si les cotisations de Sécurité sociale réunies. Nos enfants sont heureux, car nous prenons le temps de vivre, le temps de se parler, le temps de s'écouter, le temps de se faire plaisir.

Je vais vous donner un petit exemple, qui se situe sur le plan sexuel. A mon avis, c'est quelque chose de très important dans le vie d'un couple. Mon mari travaillait la nuit et dort le jour (jusqu'à 2 heures de l'après-midi environ). Etant à la maison, nous pouvons avoir des rapports, parler pendant que les enfants sont à l'école. Si je travaillais jusqu'à 6 heures, par exemple, comment ferions-nous?

J'ai une voiture personnelle (assez vieille), mon mari n'en a pas, il n'a pas son permis de conduire (c'est son droit). Quand se Mobyette est en panne ou qu'il pleut, je l'accom-

pagne à son travail, qui est à 8 kilomètres de chez nous. Une femme qui travaille au dehors ne pourrait pas le faire.

Des talents cachés? Pour me par, j'ai une jolie voix, je chante dans une chorale, en soliste. Quand on o des talents, il y a toujours moyen de les employer. De plus, je rends, bénévolement bien sûr, d'innombrables services, par exemple, à ma grand-mère qui a quatre-vingt-deux ans; mes sœurs qui travaillent (et qui emploient leurs talents : la première pour notre des jardines en bois, la seconde pour mettre des yaourts en pots, la troisième pour taper sur une machine à écrire et compiler des morceaux de bois toute la journée)

ne peuvent pas s'occuper de sa grand-mère.

Quand mon mari, mes enfants, ma famille et bien des gens encore ont besoin de moi, je suis là, je fais tout ce que je peux pour faire plaisir et pour rendre service.

Je ne considère pas cela comme du travail, et il ne me viendrait pas à l'idée de me faire payer. Je rends bien des services à la collectivité si un jour elle me verserait un salaire, l'estime que je n'aurais rien vu.

Entre mon mari et moi, il n'a jamais été question d'abandon ni de divorce.

Ah! j'oubliais! Il n'a jamais été question de « vision » ni de « services » chez nous...

PRÉCISIONS

La retraite des veufs de cadres féminins

M. Jacques Doublat, directeur de l'Association générale des institutions de retraites de cadres (AGIRC), nous fournit, à la suite de l'article de Françoise Geroud « La femme d'Harpoon » (Le Monde du 10 février), les précisions suivantes :

Le régime de retraite et de prévoyance des cadres institué par la convention nationale du 14 mars 1947, qui est complémentaire de celui de la Sécurité sociale, accorde au veuf de cadre féminin une allocation de retraite égale à 60 % de celle que sa conjointe avait eu aurait eu.

Cette pension lui est normalement versée à l'âge de soixante-cinq ans ou dès le décès de son épouse s'il a deux enfants à charge âgés de moins de vingt et un ans ou s'il est lui-même invalide ou incapable au travail au sens de la législation des assurances sociales. Le service de cette allocation est interrompu si l'état d'invalidité cesse, le veuf pouvant toutefois, à partir de soixante-cinq ans, faire valoir à nouveau ses droits (article 13 quater de l'annexe I à la convention pré-

Par ailleurs, le régime des cadres a prévu, depuis l'origine, pour la veuve de cadre une pension de réversion (article 12 de l'annexe I).

Les indications données pour la pension de veuf sont applicables mutatis mutandis à la pension de veuve, la seule différence résidant dans la condition d'âge, la veuve bénéficiant de la pension de réversion dès l'âge de cinquante ans, alors que le veuf ne peut l'obtenir normalement qu'à soixante-cinq ans.

Les pensions de veufs ou de veuves ne sont pas versées si les conjoints ont divorcé. En cas de remariage ultérieur, elles sont supprimées et ne sont pas rétablies dans l'éventualité d'un second veuvage.

Enfin, contrairement au régime de base de la Sécurité sociale, il n'existe dans le régime complémentaire de retraite des cadres aucune condition de ressources personnelles ni de durée de mariage pour l'attribution des allocations aux conjoints survivants.

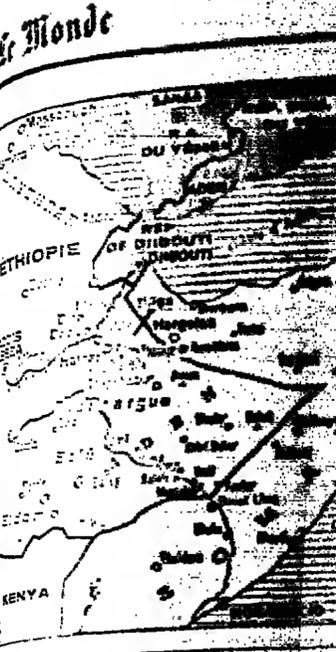
“Une rupture théorique, un coup de pistolet dans le ron-ron”.

Régis Debray

Nicos Poulantzas.
L'Etat, le pouvoir, le socialisme.
49 F



Les livres des Puf questionnent le monde. **PUF**



La Mau

Entre les intérêts... (The text is very faint and partially obscured by a large, illegible stamp or graphic on the right side of the page.)

كذا من الأصل

étranger

LA GUERRE DE L'OGADEN

La contre-offensive éthiopienne marque un temps d'arrêt



Tandis que la contre-offensive éthiopienne dans l'Ogaden marque une pause, le conflit provoque un sérieux incident entre l'Égypte, qui soutient la Somalie, et la Kenya, lié à Addis-Abeba par un pacte de défense. Un Boeing 707 de la compagnie Égyptair a, en effet, été intercepté, mercredi, par la chasse kenyane, et contraint à se poser à Nairobi. Il transportait, selon les Kenyans, une cargaison de bombes et d'explosifs destinés à la Somalie. Trois appareils égyptiens avaient déjà, lundi et mardi, traversé l'espace aérien kenyan sans, en avoir, selon les autorités de Nairobi, reçu l'autorisation. Le Caire a pris, jeudi 16 février, des mesures de représailles. Deux avions de ligne Kenyans ont été saisis à leur escale dans la capitale égyptienne, et un troisième contraint à atterrir.

Mogadiscio. — Les combats dans le nord de l'Ogaden semblent avoir diminué d'intensité ces derniers jours, et les forces somaliennes affirment, mercredi 15 février, se battre encore « avec acharnement » dans les environs de Dire Dawa et de Harar, contrairement aux estimations d'Addis-Abeba.

De notre envoyé spécial

Les combats dans le nord de l'Ogaden semblent avoir diminué d'intensité ces derniers jours, et les forces somaliennes affirment, mercredi 15 février, se battre encore « avec acharnement » dans les environs de Dire Dawa et de Harar, contrairement aux estimations d'Addis-Abeba.

Moscou a démenti, mercredi, que des étudiants somaliens soient retenus en U.R.S.S. contre leur volonté, assurant que certains des jeunes gens rappelés par Mogadiscio « auraient préféré poursuivre leurs études chez nous ». Un premier contingent de trente étudiants a pu quitter mercredi l'Union soviétique. Pour sa part, l'Espagne a démenti avoir livré des armes à la Somalie.

La Mauritanie prise au piège

Ecartelée entre les intérêts opposés de l'Algérie et du Maroc, la Mauritanie est la grande perdante du conflit du Sahara occidental. Nombreux sont ceux qui, à Nouakchott, estiment que l'heure est au réalisme et qu'il faut tenter de se dégager d'une guerre qui menace le pays dans sa existence même (- la Monda - les 15 et 16 février).

Rosso. — Ville frontalière avec le Sénégal, Rosso, seize mille habitants, siège du gouvernement de la V^e région, a perdu beaucoup de son importance depuis la construction à Nouakchott d'un wharf qui permet aux cargos de ravitailler directement la capitale. Grâce à la coopération de la Chine populaire, Rosso s'est maintenant découvert une vocation agricole.

Situé en bordure du fleuve, dont il est isolé par une digue, le casier rizicole de Rosso s'étend sur un millier d'hectares. Le voyageur arrivant de Nouakchott par la route passe sans transition d'une steppe aride parsemée de quelques épaves à un milieu tropical à l'humidité des pluies qui irriguent le réseau des diguettes d'irrigation, amoncellement de bottes de paille et de sacs de grains, et les hautes pentes des glacis, où les récoltes de riz sont abondantes. M. Saïd Ould Teiss, diplômé de l'école d'agriculture de Késdi, responsable d'un secteur de production, comprend une ferme d'Etat de 634 hectares et des lots individuels attribués à des familles qui les exploitent elles-mêmes; 335 hectares ont été déjà ainsi distribués et aménagés. Chaque année, les techniciens chinois réalisent une extension de 100 hectares; 4 000 hectares au total doivent être mis en culture dans le cadre de ce projet.

Tandis que les terres malsourieuses-batteuses ruissellent sur les terres de la ferme, les familles négligent des procédés plus traditionnels : le riz est coupé à la faucille, haché au couteau, vanné avec l'aide du vent, mis en sacs enfin, le nombre et l'ardeur au travail compensant l'absence de mécanisation.

En 1977, trois cent vingt-neuf familles ont commercialisé pour 6 millions d'ounguiyas de riz après prélèvement des quantités nécessaires à l'autoconsommation et paiement de la terre. Des redevances pour les services rendus, nous dit le directeur administratif de l'exploitation, M. Kane Abdou Cissé, un ancien instituteur âgé de cinquante ans. Au total, cette année, notre région va couvrir 10 % des besoins du pays en riz. La S.A. n. s. z. (1) prévoit d'en importer 50 000 tonnes. Nous pourrions faire beaucoup mieux lorsque sera réalisé, sur le fleuve Sénégal, dans le cadre de l'O.M.V.S., le barrage de Diama qui empêchera les remontées de sel et permettra deux récoltes par an.

lages, des ouvriers agricoles formés par les Chinois ont encadré la création de nouveaux périmètres. A fait significatif, nous signale le gouverneur de la province, M. Dan Ould Sidi Alba, des centaines de mètres commencent à investir dans l'agriculture. L'un d'eux a récolté cette année quelque 700 tonnes de riz.

Nous osons dans nos cartons de nombreux projets, nous a dit le ministre du plan, M. Sidi Ould Cheikh Abdallah. La construction de deux barrages sur le Gorgol, affluant au Sénégal, permettrait la mise en valeur de 30 000 hectares. Dans l'immédiat, nous avons entrepris, avec l'aide du Fonds africain de développement et de la R.F.A., l'aménagement de la plaine de Rosso, 200 hectares ont déjà été mis en valeur l'on dernier, et les phases suivantes portent sur 800 hectares.

Peut-on en douter? L'avenir de la Mauritanie est au Sud, ce Sud peuplé en majorité de populations

notres sédentaires non arabophones, Toucouleurs, Saracolis, Ouolofs, qui pourraient bien devenir majoritaires dans le pays, si elles ne le sont déjà. L'auto-suffisance alimentaire n'est plus, pour le pays, un rêve inaccessible. L'eau est là, dans le fleuve ou dans le sous-sol. Il suffit de la pomper.

De profondes mutations

La Mauritanie subit depuis quelques années, de profondes mutations. La sécheresse, en décimant les troupeaux, a également condamné à mort une civilisation. Chassés par la misère, les éleveurs nomades se sont rendus vers les villes, où ils se sédentarisent. Nouakchott n'était encore, en 1968, qu'une étape sur la « piste impériale n° 1 » reliant Dakar à Casablanca. Quelques dizaines de familles vivaient dans leurs maisons de banco à l'ombre du fortin abritant la garnison. Aujourd'hui, la capitale surgit des sables par la volonté du président Ould Daddah abrita près de deux cent mille habitants. Des extractions monstrueuses se sont greffées sur les quartiers modernes et abritent, vaille que vaille, dans des baraques en planches ou sous la tente, quelque cent mille réfugiés, qui

III. — La difficulté d'exister

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

sations viennent s'ajouter deux programmes de logements d'une société nationale, la Socogim, la construction de deux ou trois immeubles, et surtout l'érection de deux grandes mosquées, l'une financée par Ryad et l'autre par Rabat. Les quelques 15 millions de dollars ainsi investis à l'Arabie Saoudite auraient permis de moderniser et de stabiliser

Aussi paradoxal que cela puisse paraître dans un pays aux trois quarts désertiques, les seules perspectives sérieuses de développement sont agricoles. Tout le monde en convient et le projet de construction d'un complexe sidérurgique d'un million de tonnes d'acier n'est plus évoqué

Priorité au monde rural

pourront encore verser annuellement à l'Etat, comme la loi nous l'impose, 10 % de notre chiffre d'affaires. (2)

Dire que la guerre a aggravé ces difficultés économiques et sociales constitue un euphémisme. Sans l'aide financière des Etats arabes, il y a longtemps que le pays aurait en fait failli. Le gouverneur de la Banque centrale reconnaît lui-même que cette assistance, sous toutes ses formes, a été d'environ 200 millions de dollars ces deux dernières années, soit plus de deux fois le budget annuel de la Mauritanie. Récemment encore, c'est un don de la République arabe d'Algérie de payer l'échéance de 10 millions de dollars due aux actionnaires de l'ex-Mifera.

Dans ces conditions, les chiffres, les statistiques, n'ont plus grand sens. La Mauritanie vit sous perfusion permanente de pétro-dollars saoudiens. Ryad paie cash toutes les dépenses d'équipements militaires, directement aux fournisseurs. C'est ainsi que vient d'être financé récemment encore l'achat à l'Argentine d'une dizaine d'avions de ligne amphibies et Fuccara, 4 équipes de moteurs français. Pour les dépenses de fonctionnement, la Mauritanie doit se débrouiller elle-même. C'est plus ou moins difficile, tous les fonds de trésors ayant été ravisés. Le budget de l'Etat a été élaboré par le ministère des finances, mais il a subi de nombreux retards, et l'Assemblée ne l'a adopté que le 24 janvier, après des débats de pure forme. Les dépenses, comprimées au maximum, s'élevaient à 200 millions de francs, dont 100 millions de francs et à des emprunts divers.

La guerre pourrait en outre réveiller des dangers qui s'étaient déjà manifestés en 1966, lorsque les populations du fleuve étaient rebelles contre le pouvoir des « Beldans » (Blancs). Ce sont les Noirs en effet qui fournissent le gros des troupes mauritanien-nes. Les Saracolis, Wolofs ou Toucouleurs ne se sentent pas concernés par ce qui leur paraît être une querelle entre « Blancs ». La propagande malthosiste du

régime, prétendant que les prisonniers noirs du Polisario sont massacrés alors que les « Beldans » sont emmenés à Tindouf, n'a pas motivé davantage les populations du fleuve, mais a conduit le président Bendjedid à proclamer de traitement discriminatoire.

La disparition de la Mauritanie mettrait fin à une expérience de cohabitation entre populations blanches et noires au sein d'un Etat du Sahel africain. Elle serait insupportable par l'Algérie et « déstabiliserait » pour longtemps non seulement l'Ouest africain mais aussi tout le Sahel. C'est sans doute pourquoi il ne se trouve presque pas de Mauritanien pour condamner une intervention française qui s'exerce en faveur d'un facteur d'équilibre dans la région. Mais celle-ci aurait-elle été nécessaire si Paris, au lieu d'apporter un soutien quasi inconditionnel à Rabat et à Nouakchott, avait suivi de son influence, dès 1975, pour faire aboutir une solution conforme au droit et à la morale respectant l'autodétermination du peuple sahraoui?

(1) Société nationale d'importation et d'exportation.

(2) Le plan quinquennal extérieur du projet Guelbs a été acquis au cours d'une réunion des bailleurs de fonds les 22 et 23 janvier à Paris.

Des manœuvres interarmées franco-toucouloises ont lieu du 11 au 13 février 1978, au Cote-d'Ivoire, pour mettre à l'épreuve le système d'assistance militaire et technique entre les deux pays. Ces opérations ont lieu tous les deux ans. Sous les ordres du général de corps d'armée Duval, les forces françaises sont représentées par des détachements de l'armée de terre, deux escouades de la marine nationale et, du côté de l'armée de l'air, trois avions de transport Transall, quatre avions d'appui tactique Jaguar, un avion-ravitailleur KC-135 et huit hélicoptères.

J.-C. POMONTI.



Pourquoi les écologistes font-ils de la politique?

Entretiens de Jean-Paul Ribes avec Brice Lalonde, Serge Moscovici, René Dumont

Collection Combats dirigés par O. Duval. Un volume 192 pages 25 F

SEUIL

porte

le au foyer

EUROPE

Chypre

Les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'« État fédéré turc »

Ankara. — En proposant avec insistance à M. Caramanlis une rencontre en mars, M. Ecevit ne s'attendait pas à un développement spectaculaire des négociations gréco-turques, mais il entendait préparer un accord sur des principes essentiels. Il a donné deux signes de ses dispositions conciliantes : en rappelant cinq cents soldats anatoliens stationnés à Chypre, puis en désignant comme enquêteur pour préparer les propositions de règlement le professeur Muntas Soyosal, vice-président d'Amnesty International, spécialiste du droit international. Cette nomination devait fournir la preuve qu'Ankara n'entendait nullement imposer ses thèses.

Les propositions turques se fonderaient sur le principe d'une « fédération par évolution » d'un « État bicommunautaire et bilingue » sur la base de l'égalité des droits. Sinon « la communauté la moins nombreuse serait en situation de minorité opprimée ».

Les Turcs veulent à la fois l'égalité des droits et aussi une fédération où les pouvoirs de l'autorité centrale ne seraient pas trop étendus. Ils proposeraient par exemple que les fonctions de chef de l'État chypriote soient assurées à tour de rôle par les deux communautés, pour deux ans. Au gouvernement fédéral le nombre des ministres turcs devrait être égal à celui des grecs.

Pendant le temps nécessaire à l'instauration d'une confiance mutuelle, l'autorité fédérale se bornerait à la gestion des relations diplomatiques, à la création d'une banque centrale, éventuellement à l'organisation d'une armée, mais des sujets considérés comme « défensifs », tels que l'obtention et l'utilisation de l'aide étrangère, les relations commerciales extérieures, la maîtrise d'un budget propre distinct du budget fédéral, demeureraient réservés à

De notre correspondant

chacun des deux États de la fédération. Cette approche seule évincerait le spectre de la communauté la moins nombreuse et la moins prospère ne se sentira écrasée par l'autre.

La peur des Chypriotes turcs
En ce qui concerne les droits de l'homme, le professeur Muntas Soyosal estime que « la Constitution fédérale pourvu fournir toutes les garanties de l'ordre interne ». Mais la longue les libertés de circulation et de propriété sont rétablies.

Il n'en demeure pas moins que la peur risque de subsister chez les Chypriotes turcs. La plupart d'entre eux pâtissent du très fragile état de l'économie de leur zone. Pour l'immediat, ils invoquent non seulement le fait que les Grecs chypriotes sont « de bons commerçants », mais aussi que les pays européens menacent l'ensemble de la communauté hellénique et par conséquent les Chypriotes grecs, dont les autorités imposent un blocus. Les capitaines des navires étrangers qui ont utilisé les ports de Kyrenia et de Famagouste, sous contrôle turc, ou les pilotes d'avions qui se sont posés à Erzurum, en zone turque, sont, dit-on, placés sur une liste noire. Enfin, les compagnies européennes de tourisme sont menacées de représailles si elles prétendent envoyer des clients dans les hôtels de la partie du nord de l'île, qui ont cependant un équipement de première classe.

Un blocus économique de fait s'oppose à Erzurum, en zone turque, sont, dit-on, placés sur une liste noire. Enfin, les compagnies européennes de tourisme sont menacées de représailles si elles prétendent envoyer des clients dans les hôtels de la partie du nord de l'île, qui ont cependant un équipement de première classe.

Un blocus économique de fait s'oppose à Erzurum, en zone turque, sont, dit-on, placés sur une liste noire. Enfin, les compagnies européennes de tourisme sont menacées de représailles si elles prétendent envoyer des clients dans les hôtels de la partie du nord de l'île, qui ont cependant un équipement de première classe.

Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE SUBIT DEUX ÉCHECS AUX COMMUNES SUR LA DÉVOLUCTION DE POUVOIRS EN ÉCOSSE.

(De notre correspondant.)
Londres. — Le gouvernement a subi deux échecs sévères mercredi soir 15 février aux Communes dans la discussion du projet de loi sur la dévolution de pouvoirs en Écosse. Par 298 voix contre 243, les conservateurs ont obtenu un certain nombre de députés travaillistes ont refusé d'annuler l'amendement Coningham, établissant un « seuil » de 40 % des inscrits pour le référendum consultatif prévu à l'automne sur l'établissement d'une Assemblée écossoise (le Monde du 15 février). Le gouvernement aurait souhaité qu'il suffise de prendre en compte au référendum la simple majorité des votants. Il a alors proposé un « seuil » plus accessible de 33,5 % des inscrits. Mais il a été battu une seconde fois par 285 voix contre 240.

La législation écossoise, déjà sérieusement compromise, risque maintenant d'échouer une seconde fois, si les nationalistes écossois décident de voter également contre le projet, pour montrer qu'ils sont mécontents de l'attitude du gouvernement, qui à leur avis, n'a pas défendu la législation envisagée avec assez d'énergie. Même si le texte était définitivement voté, il y a une semaine prochaine, il faudra ensuite surmonter l'épreuve de la Chambre des lords, où les adversaires de la dévolution sont encore plus déterminés qu'aux Communes.

H. P.

Espagne

La ratification par le parlement de l'accord de pêche avec le Maroc risque d'envenimer les relations avec l'Algérie

De notre correspondant

Madrid. — Après un débat souvent houleux, la Chambre des députés espagnole a ratifié, le mercredi 15 février, le traité de pêche signé avec le Maroc jeudi un an presque jour pour jour (le Monde du 19 février 1977). Comme le traité intéresse les eaux territoriales de l'ancien Sahara espagnol, l'opposition de gauche a eu beau jeu de démentir qu'il consacre l'abandon du territoire sahraoui au royaume d'Hassan II, en dépit des déclarations du gouvernement madrilène. Mais les 142 voix écartées par les socialistes et les communistes n'ont rien pu contre les 174 suffrages du centre et de la droite.

La tension a été grande dans l'hémicycle. Le Psoas, à son effet, annoncé que, si le traité était ratifié, il déclarerait la guerre aux bateaux espagnols qui pêcheraient dans les eaux riveraines du Sahara. En outre, la décision des Cortes risquait d'envenimer les relations avec l'Algérie à un moment où les efforts tentés de part et d'autre ont conduit à une impasse : absent de son poste depuis près de deux mois, l'ambassadeur espagnol à Alger est revenu bredouille, la semaine dernière, d'une mission de conciliation auprès du gouvernement algérien.

Les socialistes ont critiqué vivement le contenu et la signification de l'accord. Ils ont affirmé que celui-ci favorisait

davantage les intérêts des grands armateurs que ceux du pays, et s'en sont pris notamment à M. Calvo Sotelo, ministre chargé des relations avec les Communautés européennes, qui était ministre du commerce quand Madrid a commencé à négocier avec Rabat un traité de pêche.

Une opération chirurgicale
Les milieux gouvernementaux reconnaissent qu'il s'agit là d'une opération chirurgicale douloureuse, mais inévitable. Sans accord avec le Maroc, disent-ils, une partie de la flotte risque d'être paralysée. Depuis que la plupart des pays ont étendu leurs eaux territoriales à 200 milles marins, l'Espagne a perdu de nombreuses zones de pêche traditionnelle.

Les deux tiers de ses prises sont faites hors de ses eaux. Sa flotte, la troisième du monde avec plus de seize mille embarcations, capture, chaque année, 1 million et demi de tonnes de poissons (1 % du produit national brut).

Gouvernement et opposition se sont affrontés sur le bénéfice que l'accord pouvait apporter, ou non, aux entreprises espagnoles, et à quelque quinze mille salariés de la pêche. La gauche affirme que pour moderniser leurs infrastructures portuaires et leurs conserveries leur permettraient de concurrencer dangereusement l'industrie algérienne de la pêche.

D'autres questions ont été posées au cours du débat. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il jamais publié les annexes à la déclaration tripartite de Madrid du 14 novembre 1975 qui a partagé le Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie ? L'une de ces annexes ne prévoyait-elle pas des conditions de pêche bien plus avantageuses pour l'Espagne que le traité signé un an plus tard ? Et comment le gouvernement de Madrid peut-il affirmer qu'il n'a pas cédé au Maroc la souveraineté sur l'ex-Sahara espagnol, et qu'il lui en a confié seulement l'administration à titre temporaire, alors que le traité de pêche signé le 17 février 1977 implique le contraire ? Sur ce point, le ministre des Affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a indiqué que le Maroc pouvait exercer une juridiction sur le Sahara, et les eaux limitrophes sans qu'il s'agisse de souveraineté. Mais cette distinction n'a évidemment pas convaincu la gauche, qui continue de parler d'indignité, à propos de l'abandon du Sahara, lequel n'a pas fini d'empoisonner la politique étrangère espagnole.

CHARLES VANHECKE

Italie

Un historien communiste affirme que dès 1953 Molotov avait informé le P.C.I. des fautes de Staline

De notre correspondant

Rome. — Dans son numéro daté du 19 février, l'hebdomadaire *L'Espresso* publie une interview d'un professeur Ambrogio Donini, spécialiste d'histoire de l'Église et communiste. Celui-ci fait « deux révélations ».

D'abord, affirme-t-il, Pietro Secchia, ancien secrétaire général adjoint du P.C.I. mort il y a cinq ans, fit un discret voyage à Moscou, en décembre 1947, pour exprimer ses « graves préoccupations » aux dirigeants du Kremlin. Il s'agit de Togliatti d'être exagérément enclin au compromis avec la démocratie chrétienne et de « se faire trop d'illusions sur la possibilité d'une collaboration de longue durée » avec ce parti.

Lors d'un autre voyage dans la capitale soviétique en 1953, le même Secchia se serait vu prier par Molotov, « d'informer les camarades italiens (...) de la découverte de grandes illégalités commises pendant les dernières années de la vie de Staline ».

C'est-à-dire que, trois ans avant le XXV^e Congrès de Togliatti d'être exagérément enclin au compromis avec la démocratie chrétienne et de « se faire trop d'illusions sur la possibilité d'une collaboration de longue durée » avec ce parti.

Lors d'un autre voyage dans la capitale soviétique en 1953, le même Secchia se serait vu prier par Molotov, « d'informer les camarades italiens (...) de la découverte de grandes illégalités commises pendant les dernières années de la vie de Staline ».

C'est-à-dire que, trois ans avant le XXV^e Congrès de Togliatti d'être exagérément enclin au compromis avec la démocratie chrétienne et de « se faire trop d'illusions sur la possibilité d'une collaboration de longue durée » avec ce parti.

par ailleurs, du reste, l'année prochaine, sur ce sujet.

Les démentis ne se sont pas fait attendre. M. Gian Carlo Pajetta, membre de la direction du P.C.I., a publié une longue déclaration dans laquelle il affirme que ces informations « ne répondent pas, même de loin, à la vérité ». Le voyage de Secchia à Moscou, en décembre 1947, aurait été fait « sur mandat du secrétariat du P.C.I. » et, à son retour, le vice-secrétaire n'aurait fait état « d'un seul motif de désaccord ». De même, en 1953, Molotov ne lui donna « aucune information concernant les procès » ni aucune autre permettant de soupçonner « ce qui fut connu par la suite ».

R. S.

Pietro Secchia fut un homme très jeune et très ambitieux, mais où il présentait une ligne politique totalement opposée à celle de Togliatti. Devenu secrétaire général adjoint du P.C.I. en janvier 1948, il fut responsable de l'Église et du contrôle des finances du parti et organisateur des formations combattantes clandestines. Sa mise à l'écart en 1953 permit à Togliatti d'entamer la « ligne officielle » de désalinisation du P.C.I. La relance de la politique autour de cette figure fut évidemment interprétée comme un débat autour de la ligne Berlinguer.

LES RELATIONS ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE

Bucarest contre-attaque dans la polémique sur la minorité magyare de Transylvanie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Les relations entre la Hongrie et la Roumanie ne paraissent pas actuellement être au beau fixe. Les critiques hongroises au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue sur journaux de Budapest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politique *Littéraire Contemporain* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest sur la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue

سكينة من الالام

ASIE

Chine

Le journal de l'armée estime qu'une épuration reste nécessaire

Succédant à M. Saikodin, M. Wang Feng vient d'être confirmé dans les fonctions de premier secrétaire du comité de parti du Sinkiang (« le Monde » du 1^{er} février). Les nouvelles autorités de cette région stratégique, sur la frontière avec l'U.R.S.S., ont appelé, récemment, à la « vigilance » et à une purge des partisans de l'ancien direction. Le journal de l'armée demande lui aussi une purge nationale parmi les militaires.

Pékin. — Des « partisans fanatiques de la bande des quatre » refusent de « s'amender » subsistent actuellement dans les forces armées chinoises, affirme le quotidien de l'A.P.L. dans un commentaire daté du 12 février et publié le lundi 13 par le Quotidien du peuple. L'auteur de l'article estime vouloir mettre l'accent sur le travail de rectification idéologique et politique, mais insiste avec beaucoup plus de vigueur en fait sur les questions de personnes.

« L'impureté des cadres de notre armée », écrit-il, constitue un grave danger, et nous ne pouvons y être indifférents. « Cela d'autant plus que l'armée est un instrument important aussi bien dans la lutte de classes internationale que dans la lutte de classes à l'intérieur du pays. Dans cette optique, mener à bien les enquêtes sur les faits et les gens impliqués dans l'affaire de la « bande des quatre » constitue une tâche importante et présente qui ne doit pas s'achever n'importe comment. Pas question, en d'autres termes, de laisser ces enquêtes se terminer plus ou moins en queue de poisson. Il faut donc « isoler et concentrer nos attaques contre les partisans fanatiques de la bande des quatre qui refusent de s'amender ». Jamais, depuis des mois, l'existence de ces derniers n'avait été dénoncée aussi clairement.

« Tirer au clair les problèmes », poursuit le journal de l'A.P.L., doit permettre de distinguer « qui doit être attaqué et qui doit être rééduqué », « qui prend une position ferme dans la lutte contre la bande des quatre et qui a des problèmes ».

Le journal des militaires décrit avec mordant et précisions les personnages qu'il veut dénoncer. « Il existe, dit-il, des gens de ce genre : ils ont déjà commis des erreurs dans la dixième lutte de ligne

De notre correspondant — Certains thèmes actuellement à l'honneur, sur la « consolidation de l'armée », le modernisation des équipements, le renforcement du « professionnalisme » militaire, la fabrication d'armement hautement sophistiqué (« le Monde » du 1^{er} février) sont inégalement acceptés et compris à travers une armée formée depuis des années selon les principes de la guerre populaire, de la priorité à la lutte de classes et de la critique des influences bourgeoises.

Des membres du bureau politique visés ? L'essentiel demeure que le journal de l'armée se fait le porte-parole d'une fraction réclamant une épuration approfondie, sans indulgence ni tolérance, des cadres du pays. Cela veut pour les forces armées, mais le Quotidien du peuple — dont on peut s'étonner qu'en sa qualité d'organe du parti il se borne à reproduire les articles d'autres publications — indique dans une note de sa rédaction que les problèmes soulevés en ce qui concerne l'A.P.L. peuvent intéresser d'autres secteurs.

Les personnages visés peuvent se situer à n'importe quel niveau, et les descriptions qui en sont faites s'appliquent sans difficultés à certains membres du bureau politique — dont on sait d'ailleurs qu'ils ont déjà été priés de faire leur autocritique. Doit-on en conclure que les pressions dont ils sont l'objet ne font que s'accroître, et cela à quelques semaines de la session de l'Assemblée nationale populaire ? Il est, en tout cas, certain qu'à travers l'appareil de commandement tout entier de l'armée se dessine une purge d'autant plus sévère qu'elle ne va pas sans rencontrer des résistances.

ALAIN JACOB.

après inventaire prix exceptionnels sur tous nos tapis 20% ORIENTS d'origine 15% CHINOIS ROUMAINS d'origine Les Lisses de France 98 bd haussmann Paris 8^e tél. 522 88 25 / 88 68 VELIZY 2. tél. 946 28 36 Ouvert lundi après-midi

derniers jours FERRIN luminaires de france 39 Boulevard Raspail, Paris 7^e AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT met en LIQUIDATION LA TOTALITE DE SON STOCK LUMINAIRES tous styles PETITS MEUBLES, VERRERIES ABAT-JOURS etc. ENORME REMISE OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h. à 19 h. Métro : Sèvres-Babylone - Tous les bus AUTORISATION PREFECTORALE

LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE SONT EN TÊTE DES PAYS DONNANT ASILE AUX RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

(De notre correspondant.)

Genève. — Les porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) ont confirmé récemment au cours d'une conférence de presse sur la situation des réfugiés indochinois que la France arrive, juste derrière les Etats-Unis, en tête des pays d'Asie. Elle en a recueilli, depuis avril 1975, 30 000, à raison d'environ 1 000 par mois. Le C.I.M.E., qui se charge du transport vers les pays de réinstallation des réfugiés qui avaient trouvé un asile provisoire en Asie du Sud-Est, compte poursuivre au même rythme en 1978 leur acheminement vers la France.

En outre, 500 de ces réfugiés sont en cours d'installation en Guyane française. Les Etats-Unis, qui ont recueilli depuis avril 1975 34 120 Indochinois, accordent une attention particulière aux « naufragés volontaires » ayant fui leur pays aux embarcations de fortune. Le Congrès a autorisé en janvier dernier l'accueil d'un nouveau contingent de 7 000 de ceux-ci. Un groupe de la même importance est arrivé aux Etats-Unis l'an passé.

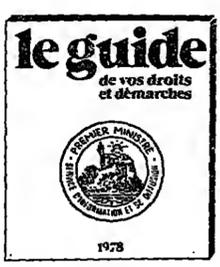
L'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et la Suisse accueillent régulièrement des petits groupes de réfugiés. L'Australie en a reçu 1 500 environ et met actuellement au point un programme concernant un million de « naufragés volontaires ». Enfin, le Canada s'est engagé à recevoir chaque mois à partir de janvier 1978, cinquante familles indochinoises ayant fui par mer.

Les réfugiés transportés par le C.I.M.E. dans les pays d'accueil permanent, ont bénéficié auparavant d'un asile provisoire — et le plus souvent précaire en dépit de l'aide du H.C.R. — en Malaisie, Thaïlande, au Japon, aux Philippines, à Hongkong, en Indonésie et à Singapour. Selon les dernières statistiques, en octobre dernier, 2 707 « naufragés volontaires » sont arrivés dans les pays d'Asie du Sud-Est, en novembre 1977, en décembre 926 et 1 358 en janvier 1978. Certains pays de la région offrent aux réfugiés d'Indochine la possibilité de s'installer sur leur territoire. Hongkong en a recueilli 28, Singapour 109 et la Malaisie a donné asile à 1 400 Cambodgiens musulmans.

ISABELLE VICHNIAC.

200.000 ex. vendus en 2 mois

Connaissez vos droits gagnez du temps dans vos formalités administratives



le livre qui vous simplifie la vie 181 réponses, 320 pages 20 F

VENTE EN LIBRAIRIE ET A LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS Cedex 07 Tél : 261.50.10 - Téléc : 204826 Docfran Paris 165, rue Garibaldi - 69401 LYON Cedex 03 Tél : 63.23.02

des larges rands 38 au 50

COLLECTION DE POCHE POINTS Les vivants et la mort Jean Ziegler Jean Ziegler Les vivants et la mort David Cooper Psychiatrie et anti-psychiatrie Edward T. Hall La dimension cachée SEUIL

POINTS HISTOIRE Le gaullisme 1940-1969 Jean Touchard Jean Touchard Le gaullisme 1940-1969 La gauche en France depuis 1900 Philippe Ariès Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Age à nos jours SEUIL

POINTS POLITIQUE Ecologie et politique André Gorz/Michel Bosquet André Gorz/Michel Bosquet Ecologie et politique François Feito Chine URSS de l'Afrique au conflit Pierre-François Moreau Les racines du libéralisme ANTHOLOGIE SEUIL

POINTS SAGESSES L'enseignement du Bouddha Walpola Rahula Walpola Rahula L'enseignement du Bouddha d'après les textes les plus anciens SEUIL

POINTS SCIENCES L'oreille et le langage Alfred Tomatis Alfred Tomatis L'oreille et le langage Volume simple (s) 9,50 F double (d) 10,50 F triple (t) 13 F quadruple (q) 16 F quintuple (qu) 19 F SEUIL

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Election partielle à la Chambre des représentants

Un républicain l'emporte dans un fief démocrate de New York

M. William Green, ancien membre du Parlement de l'Etat de New-York (républicain), a été élu, mardi 14 février, pour représenter au Congrès Manhattan, un des cinq «quartiers» de la ville de New-York. Il a obtenu 30 240 voix contre 28 970 à Mme Bella Abzug, candidate démocrate, qui était pourtant la favorite de cette élection partielle. La dix-septième circonscription électorale de la Chambre des représentants (celle de Manhattan), était traditionnellement acquise aux démocrates.

La victoire de M. Green, un protégé de M. Nelson Rockefeller, ancien gouverneur de l'Etat de New-York et ancien vice-président des Etats-Unis, peut inquiéter certains candidats démocrates, même dans les circonscriptions jugées «sûres», dans la perspective des élections de novembre prochain, où un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants doivent être renouvelés. Ces scrutins «intermédiaires» entre deux élections présidentielles valent souvent une remontée du parti qui a perdu la présidence.

Une voix de plus que son adversaire

Bizine mardi, Mme Bella Abzug est une forte personnalité, parfois même un peu extravagante, de l'alle gauche du parti démocrate. Elle avait, en septembre 1977, remporté à son siège à la Chambre des représentants pour se présenter aux primaires démocrates pour le siège de sénateur

de l'Etat de New-York. Elle fut alors battue par M. Patrick Moynihan, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et porte-parole d'un courant plus conservateur au sein du parti démocrate.

Elle essaya un nouvel échec à la fin de 1977 dans les primaires démocrates pour la mairie de New-York, face à M. Edward Koch. Sa désignation par son parti pour défendre les couleurs démocrates contre M. Green ne fut elle-même acquise, le 20 janvier, qu'après une épuisante vérification des suffrages. Elle n'avait obtenu qu'une voix de plus que son concurrent, celle d'un homme de soixante ans, qui n'était plus, après coup, très sûr de son vote.

L'élection de mardi indique également qu'une frange de l'électorat démocrate new-yorkais a préféré voter pour un républicain plutôt que pour une candidate démocrate connue surtout pour ses généreuses prises de position sociales et féministes que par la taille de ses chapeaux.

D. Dh.

Canada

CONSCRÉE AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES La conférence des premiers ministres s'est achevée sans résultats

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, et les dix premiers ministres des provinces du Canada, se sont séparés le mercredi 15 février après un «sommet économique» de trois jours à Ottawa. Le premier ministre de la province de Québec, M. René Lévesque, avait quitté la conférence quelques heures avant la fin de la réunion pour protester contre l'absence de résultat concret. Préparée de longue date par le gouvernement d'Ottawa, cette conférence n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait suscités.

M. Trudeau cherche le plus souvent une synthèse des différentes opinions émise par les premiers ministres provinciaux, mais les points à l'ordre du jour de la réunion — intégralement télévisés — ont été abordés en termes et généraux qu'aucun progrès précis n'a pu être accompli. Dans son discours d'ouverture, M. Trudeau a présenté de façon optimiste l'état de l'économie canadienne, en reconnaissant pourtant la gravité du chômage (plus de 8 %) et de l'inflation (près de 8 % également).

Les experts fédéraux étaient venus, semble-t-il, avec quelques suggestions techniques pour lutter contre la crise. La seule dont on ait entendu parler consistait à demander aux provinces un effort particulier — en augmentant par exemple leur déficit budgétaire — pour soutenir la croissance. Devant les réticences des premiers ministres provinciaux, cette option a été laissée dans l'ombre.

Les dix premiers ministres provinciaux ont dû se contenter d'énumérer une fois de plus pour les caméras de la télévision, la liste de leurs préoccupations respectives. On a vu ainsi les représentants des provinces maritimes de l'Est se plaindre des coûts de transport à l'intérieur du pays et mettre leurs espoirs dans l'augmentation des exportations. Le Québec a protesté contre ce qu'il tient pour des carences fédérales en matière de construction de logements sociaux. L'Ontario et l'Alberta se sont exprimés avec ce détachement confiant que donne la richesse commerciale ou pétrolière.

La Colombie britannique est restée, contrairement à sa tradition, la province «originale» de la confédération, régulièrement en désaccord avec le pouvoir fédéral et les prétentions de cette conférence. Les jalousies entre les provinces et leurs velléités d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central étaient sensibles. On n'a eu à aucun moment l'impression d'un dialogue constructif.

La plupart des observateurs canadiens ont mis l'accent sur le caractère pré-électoral de cette réunion et tiennent pour acquis que le gouvernement fédéral annoncera prochainement la tenue d'élections fédérales, au printemps ou pendant l'été.

ALAIN-MARIE CARRON.

«Les Journées» du Venezuela, organisées par l'UNESCO et la délégation permanente de ce pays auprès de l'Organisation internationale, auront lieu du 20 février au 3 mars au siège de cette agence des Nations unies, 125, avenue de Suffren, à Paris. Figurent notamment au programme : des expositions d'arts plastiques, de livres et d'artisans vénézuéliens ; des manifestations musicales ; la projection de films culturels ; des conférences et des danses contemporaines.

DIPLOMATIE

REUNIE A CARACAS

L'Union mondiale de la démocratie chrétienne se préoccupe de la question des droits de l'homme

Correspondance

Caracas. — Le comité politique de l'Union mondiale de la démocratie chrétienne (U.M.D.C.), vient de se réunir à Caracas. M. Rafael Caldera, ancien président du Venezuela, dirigeant du COPEI (démocrate chrétien), accompagné de M. Mariano Rumor et Farfán (Italie), M. Von Hassel et Geissler (C.D.U. R.F.A.), Vandekerckhove (président du Sénat belge), André Colin (France) et une quarantaine d'autres personnalités.

Vingt-deux ans après la première rencontre inter-continentale de cette famille politique, les participants ont dressé un bilan qui n'est pas négatif : cinquante partis d'inspiration démocratique chrétienne représentent aujourd'hui plus de 100 millions de militants à travers le monde. L'expérience gouvernementale européenne de l'après-guerre a eu son pendant en Amérique latine (au Chili et au Venezuela), tandis que des coups d'Etat ont empêché d'autres expériences de se développer (comme ce fut le cas au Guatemala et au Salvador). Le récent succès du Costa Rica de M. Rodrigo Carazo sous l'étiquette social-chrétienne est encourageant. Les perspectives électorales de l'année ne sont pas non plus défavorables à la D.C. au Venezuela et au Guatemala.

Pour le développement démocratique de l'Amérique latine, tel était la préoccupation majeure des observateurs. La démocratie chrétienne, comme les autres forces politiques, ne peut, en effet, demeurer insensible au fait que

des élections doivent avoir lieu, cette année, dans onze pays d'Amérique latine. Le choix de Caracas comme siège de la réunion était donc significatif.

Parmi les sujets à l'ordre du jour figurait la question des droits de l'homme. M. Mariano Rumor, président de l'U.M.D.C., a lancé un appel « pour une action mondiale en faveur des droits de l'homme ». Un commencement de réponse y a rapidement été donné. Quelques jours plus tard, à Washington, se rencontraient les secrétaires exécutifs des trois internationales démocratiques — socialistes, libéraux et D.C. — ainsi que des parlementaires américains. Ils ont décidé, en principe, d'envoyer des groupes « pluralistes » d'observateurs dans les pays d'Amérique latine où des élections sont annoncées.

Le cas chilien a fait l'objet, à Caracas, d'une attention particulière. Le secrétaire général du point de l'U.M.D.C., M. Angelo Bernasola, a été chargé de se rendre à Santiago. Il y a protesté auprès des autorités militaires contre la déportation d'Arica, de douze personnes démocratiques-chrétiennes. M. Bernasola, après une intervention de l'ambassade d'Italie au Chili, pu s'entretenir avec les détenus.

MILOS ALCALAY.

LE DÉPART DE L'AMBASSADEUR D'IRAN

Au terme d'une mission de plus de quatre ans, qui a été marquée par un échange de visites officielles entre les chefs d'Etat des deux pays et par une importante internationalisation des échanges franco-iraniens, M. Amir Chahly, ambassadeur d'Iran, a quitté Paris mercredi 15 février. Il avait été reçu avant son départ par le président de la République et par le premier ministre, et le ministre des Affaires étrangères avait offert en son honneur un déjeuner d'adieu.

Les relations franco-anglaises. — Le groupe communiste à l'Assemblée nationale ayant fait un démenti auprès du Quai d'Orsay pour « critiquer » l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola, le porte-parole du ministère a déclaré mercredi 15 février que ces relations existent depuis le 31 janvier 1977 et qu'un chargé d'affaires français (M. J.-J. Peyronnet) réside à Luanda. L'Angola n'ayant pas répondu à une demande d'agrément pour la nomination d'un ambassadeur, présentée le 23 mars 1977, la France n'a pas donné suite à la demande angolaise d'accréditer à Paris son ambassadeur à Bruxelles.

Le prix Robert-Schuman 1978 de la Fondation hambourgeoise Friedrich von Steig a été décerné mercredi 15 février, au président de la section française du Mouvement européen, le professeur Louis Leprieux-Ringuet. C'est la récompense, dotée de 30 000 marks (environ 62 000 F) est attribuée chaque année à une personnalité ayant particulièrement contribué à l'unification de l'Europe (A.F.P.).

La conférence de Belgrade

L'U.R.S.S. SE RETIRE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DROITS DE L'HOMME

Belgrade (A.F.P.). — La délégation soviétique à la conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) a annoncé mercredi 15 février son refus de continuer à participer au « groupe de rédaction informel » chargé des questions humanitaires. Le chef de la délégation soviétique, M. Voronov, appuyé par les représentants de plusieurs pays de l'Est, a invoqué l'impossibilité, selon lui, de parvenir à un consensus des pays neutres et non alignés sur les propositions relatives aux questions humanitaires.

Apparemment, le délégué soviétique n'a pas fait état d'un document de travail (proposition non officielle) distribué lundi à Belgrade par la délégation française et qui diffère peu sur le point le plus controversé (les droits de l'homme), de la proposition des neutres et des non-alignés. En se retirant du « groupe informel », l'U.R.S.S. entend manifester sa fermeté et sa hâte de provoquer la clôture de la conférence. De telles manœuvres ne sont pas rares dans les discussions diplomatiques. Le geste soviétique ne permet pas de conclure que l'échec de Belgrade est consommé mais il renforcera le pessimisme manifesté notamment par la presse yougoslave.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE CARDINAL MARTY, archevêque de Paris, vient de s'opposer à la célébration religieuse du bicentenaire de la naissance, à Paris, du général José de San-Martin, libérateur de l'Argentine. Sa décision a été nulifiée au gouvernement de Buenos-Aires. La disparition, en décembre dernier, de deux religieuses françaises, enlevées dans la capitale argentine, a influencé la décision du cardinal Marty, admet-on à son secrétariat. L'ambassade d'Argentine à Paris avait fait une démarche auprès du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois pour la célébration d'une messe commémorative. Sur le refus du prêtre, elle s'était adressée directement à l'archevêché.

Etats-Unis

LA VENUE DE L'ÉQUIPE SUD-AFRICAINNE DE COUPE DAVIS, en mars prochain à Nashville (Tennessee) provoque des protestations anti-apartheid aux Etats-Unis. En réaction de mouvement de protestations, le président du « comité américain pour l'égalité dans les sports et la société », a été attaqué dans son bureau de Virginia Beach, mardi 14 février, par deux hommes masqués, à la manière des membres du Ku-Klux-Klan.

Finlande

M. UREKO KEKKONEN a été réélu président de la République de Finlande pour un

Portugal

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A DEMISSIONNÉ pour raison de santé, a annoncé le mercredi 15 février, M. Mario Soares, chef du gouvernement. M. Alberto de Oliveira Silva, socialiste, avait été hospitalisé peu après la formation du nouveau cabinet. En attendant la nomination d'un successeur, la semaine prochaine, l'intérieur sera assuré par M. António Almeida Santos, vice-premier ministre. (Reuter.)

Sao-Tomé et Principe

DES MARCHANDISES au service de l'étranger préparent une invasion de la République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe affirme, dans un télégramme adressé mardi au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le président de cet Etat, M. Manuel Pinto da Costa. Il ajoute que des « navires et avions de reconnaissance non identifiés violent systématiquement depuis quelques temps les cœurs territoriaux et l'espace aérien » de son pays. — (A.F.P.)

A deux pas du bois de Boulogne et de la porte d'Auteuil

Les jardins Victor Hugo

11/13 avenue Robert Schuman 92 Boulogne

A cette prestigieuse adresse, 3 luxueux petits immeubles dans un parc; quelques appartements de 2 à 6 pièces, livrables en été 1978; tous disposeront de vastes balcons-loggias, terrasses ou jardins d'agrément.

Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Documentation sur demande.

☎ 755 8210

PROMEX

45 RUE RENNEQUIN PARIS 17^e

Chaque jour, un vol pour Montréal.



Air Canada, en collaboration avec Air France, vous offre chaque jour un vol pour Montréal. Chaque vol part à 11 h et vous fait atterrir à Montréal à 12 h 30.

Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 spacieux et confortables. A bord, les Air Canadiens, qui parlent français, vous font profiter d'un service de haute qualité, en première classe comme en classe économique. Ils sont à votre disposition pour vous donner tous les renseignements dont vous avez besoin.

Un seul appel aux Air Canadiens suffit pour réserver votre billet, votre chambre à l'hôtel ou pour louer une voiture. Appelez-nous maintenant au 273.84.00. Ou contactez votre agent de voyages.

Une compagnie de bonne compagnie.

AIR CANADA



مكتبة من الأصل

Mitterrand : pour

PS: 100

WEEKEND A LONDRES 470F.

politique

LE DÉSACCORD AU SEIN DE LA GAUCHE

Le Monde

M. Mitterrand : pour le parti communiste l'heure de vérité viendra

M. François Mitterrand, qui était mercredi 15 février l'invité d'honneur de l'émission « Charles aux tables », est revenu sur le chiffre du programme commun actualisé par le P.S. Il a indiqué que l'indemnisation des actionnaires des sociétés qui seront nationalisées coûtera à peu près 3 milliards de F si l'on s'en réfère à la procédure qui consistait à racheter les actions sur le marché. Il a précisé que cette dépense ne sera pas connue en 1978 et ne se traduira en éléments budgétaires que l'année suivante. En ce qui concerne la Sécurité sociale, M. Mitterrand a rappelé que le P.S. est hostile à tout « maintien du ticket modérateur » mais que les décisions qui seront prises dans ce domaine « ne peuvent pas être chiffrées sur l'année 1978 ». Il a également noté que les mesures concernant les retraites ne pourront être prises dès 1978 et que « le cas des handicapés adultes et leur financement sont toujours associés, dans nos comptes, au total des crédits prévus pour l'allocation vieillesse ».

Le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « Je suis très inquiet de ce que la gauche du P.S. fait, par exemple, M. Chirac, d'autres encore, méprisent les Français car ils croient que les Français pensent tout savoir. Nous faisons une proposition de programme commun selon les vœux socialistes. Cette proposition est critiquée des deux côtés. Les partis de gauche trouvent que ça coûte trop cher. Le parti communiste estime sans doute que cela ne coûte pas assez cher. Quand on se trouve ainsi pris comme en sandwich, c'est peut-être parce que l'on a assez raison étant donné que les uns et les autres veulent à tout prix démontrer que nous avons tort et cherchent à imposer leur argument dans l'arsenal de la mauvaise foi ».

Répondant à M. Barre, qui a estimé que les propositions du P.S. nécessitent le doublement des

impôts, M. Mitterrand a expliqué : « Si l'on double l'ensemble des impôts français, cela veut dire 400 milliards (...). Si l'on double l'impôt sur le revenu ce serait de 70 à 80 milliards d'impôts nouveaux. M. Barre dit : 227 milliards (...). Ou bien il s'agit de 400 milliards de francs d'impôts généraux, ou bien de 70 milliards de francs d'impôts sur le revenu, mais 227 milliards cela ne veut rien dire. Ou bien M. Barre ne connaît pas son budget, ou bien, tout simplement, il a inventé, comme il a tendance à le faire depuis quelque temps, ».

M. Mitterrand a également répondu à l'argument — utilisé notamment par M. Boulin et par le P.C.F. — selon lequel les projets du P.S. porteraient le prix du litre d'essence à 2,80 F. Il a déclaré : « Notre proposition se limite — cela a été dit et écrit, les critiques ne sont donc pas accusables s'ils ne disent pas la vérité — à l'utilisation judicieuse de l'énergie. Il ne s'agit donc pas de l'essence. ».

En ce qui concerne l'impasse budgétaire de 40 milliards prévue par le P.S., M. Mitterrand a déclaré : « Nous demandons un effort moindre, une impasse ou un déficit moindre que le tiers — entre le tiers et la moitié — de ce que font les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest et à peu près autant que le Japon. Et cette politique est recommandée par l'O.C.D.E., l'organisme officiel des économies occidentales ».

Le premier secrétaire du P.S. a également évoqué les critiques contre la politique économique du P.S. qui figurent dans la revue du P.C.F. « Économie et Politique » et à peu près autant que le Japon. Et cette politique est recommandée par l'O.C.D.E., l'organisme officiel des économies occidentales ».

En ce qui concerne l'impasse budgétaire de 40 milliards prévue par le P.S., M. Mitterrand a déclaré : « Nous demandons un effort moindre, une impasse ou un déficit moindre que le tiers — entre le tiers et la moitié — de ce que font les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest et à peu près autant que le Japon. Et cette politique est recommandée par l'O.C.D.E., l'organisme officiel des économies occidentales ».

je pense que le moment viendra où l'heure de vérité se produira. » Il appartient maintenant aux Français et aux Français de gauche de choisir entre la proposition communiste et la proposition socialiste. Bien entendu, à compter du moment où ils se seront prononcés, la discipline, la fameuse discipline républicaine, la discipline de gauche, il faudra la sortir du grenier où le parti communiste voudrait la rejeter. »

Si le P.C.F. refuse de se désister en faveur des candidats socialistes, M. Mitterrand a estimé que la gauche ne pourrait l'emporter, et il a ajouté : « Georges Marchais dans ce cas-là prendra la responsabilité de la défaite de la gauche. (...) L'électeur communiste, dans une très forte majorité, opposera la discipline. Mais bien entendu, il ne faut pas qu'il y ait une hémorragie de suffrages. Or je dis que refuser l'union, refuser la discipline, c'est mettre en cause pour le mois d'avril l'ensemble des mesures sociales. (...) Je ne doute pas que le parti communiste, conscient de son devoir, ne se range finalement à ces arguments qui sont ceux du bon sens et de l'intérêt des Français. »

M. Marchais : le programme commun n'a été pour le P.S. qu'un moyen de retrouver des forces

Le comité central du parti communiste, qui a séjourné mercredi 15 février, à Madrid, à l'occasion d'une réunion concernant les décisions prises lors de la conférence nationale du P.C.F. qui a eu lieu en janvier, a également répondu à l'appel de M. Georges Marchais à Gentilly, invitant le P.S. et le M.R.C. à reprendre les négociations sur l'actualisation du programme commun.

M. Georges Marchais, qui était jeudi 16 février l'invité du petit déjeuner de France-Inter, a répondu à M. Mitterrand, qui s'était exprimé la veille sur Antenne 2. Il a estimé que le premier secrétaire du P.S. s'est livré à « un renversement des responsabilités » en expliquant que le P.C.F. pouvait provoquer l'échec de la gauche en refusant de se désister lors du second tour de scrutin. « M. Mitterrand, a-t-il ajouté, a tenté l'impression d'avoir peur de son ombre. (...) Ce que Mitterrand veut c'est un « chèque en blanc », il veut rester libre de ses mouvements. Il a peur de son ombre, car il sait qu'il ne peut pas abuser les Français plus longtemps (...). Le chiffre du programme commun n'a plus rien à voir avec le programme commun. Il n'en prévoit ni les objectifs ni les moyens (...). »

« Si je suis en mesure, Mitterrand, de faire quelque chose de mieux, immédiatement la démonstration. Résumons-nous et on verra bien de quel côté sont ceux qui veulent un accord (...). Le programme commun n'a été pour Mitterrand que le moyen de redonner à son parti la force qu'il n'avait plus. Au moment d'aller au pouvoir il veut se décharger de toute obligation aux affaires étrangères, à la défense nationale qu'à l'intérieur. »

Le président de la République ne pourra pas peser sur la composition du gouvernement

Dans l'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche, M. Mitterrand a précisé : « Le président de la République ne pourra pas peser sur la composition interne du gouvernement de la gauche, il ne pourra pas faire que tel parti, qui devrait s'y trouver représenté, s'il l'accepte lui-même n'y soit pas. (...) J'ai simplement admis depuis 1973, officiellement, en signant le programme commun, qu'il y aurait un four au gouvernement où serait représentée toute la gauche, donc les communistes. À quel point ? Je n'en sais rien. Je ne considère pas les communistes comme des citoyens de deuxième zone. Je ne considère pas qu'il y a des principes à émettre — je considère qu'il y a des opportunités à respecter. »



(Dessin de KONK.)

M. BOULIN : le P.S. fait la démonstration de son incompetence.

M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a parlé, mardi 14 février, le communiqué suivant :

« Le parti socialiste vient de faire une nouvelle démonstration, chiffres à l'appui, de son incompetence en matière économique et financière. »

« Le parti socialiste nous revient à nous même qu'il ait pu gérer notre pays pendant un an, le déficit du budget attendait les milliards de francs alors que la loi de finances pour 1978 ne prévoit qu'un déficit de 8 milliards de francs. Cette multiplication par plus de quatre en quelques mois de gestion socialiste des déficits de l'État, à l'occasion de toute politique de redressement. »

« L'élément le plus révélateur de ce programme est sa volonté d'augmenter à l'extrême limite de nos entreprises. »

« Il prévoit ainsi une augmentation de l'impôt de l'actif des sociétés de 5 milliards de francs et une augmentation des salaires et des charges sociales totale à 12 milliards. Malgré les 27 milliards d'allègements prévus, cela représente une surcharge nette de 110 milliards de francs. »

M. CHIRAC : des Trissolins de l'économie.

M. Jacques Chirac a demandé mercredi 15 février à Reims la suppression des permis aux délinquants emprisonnés pour cause de violence.

Le président du R.P.R., venu soutenir les candidats de son mouvement en Champagne-Ardenne, a réclamé devant cinq mille personnes « le rétablissement des règles de la sécurité des biens et des personnes », en disant : « Rendre la justice au nom du peuple français, c'est appliquer les lois que ce peuple a choisies et non se jeter à l'interprétation qu'en donne le seul quel syndicat de la magistrature. »

M. Chirac a ensuite indiqué que, selon lui, « le chiffre du programme socialiste ne correspondait à aucune réalité : il n'est pas sérieux, il montre une rare virtuosité au mensonge et à l'omission ». Jacques Chirac a conclu : « Voilà ce que nous proposons tous ces Trissolins de l'économie. »

WEEK-END A LONDRES 470F.

Renseignements : République Tours, 2 bis rue de la République, 37000 Tours, Tél. 288.39.30

ou 101, 103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 2893, 2895, 2897, 2899, 2901, 2903, 2905, 2907, 2909, 2911, 2913, 2915, 2917, 2919, 2921, 2923, 2925, 2927, 2929, 2931, 2933, 2935, 2937, 2939, 2941, 2943, 2945, 2947, 2949, 2951, 2953, 2955, 2957, 2959, 2961, 2963, 2965, 2967, 2969, 2971, 2973, 2975, 2977, 2979, 2981, 2983, 2985, 2987, 2989, 2991, 2993, 2995, 2997, 2999, 3001, 3003, 3005, 3007, 3009, 3011, 3013, 3015, 3017, 3019, 3021, 3023, 3025, 3027, 3029, 3031, 3033, 3035, 3037, 3039, 3041, 3043, 3045, 3047, 3049, 3051, 3053, 3055, 3057, 3059, 3061, 3063, 3065, 3067, 3069, 3071, 3073, 3075, 3077, 3079, 3081, 3083, 3085, 3087, 3089, 3091, 3093, 3095, 3097, 3099, 3101, 3103, 3105, 3107, 3109, 3111, 3113, 3115, 3117, 3119, 3121, 3123, 3125, 3127, 3129, 3131, 3133, 3135, 3137, 3139, 3141, 3143, 3145, 3147, 3149, 3151, 3153, 3155, 3157, 3159, 3161, 3163, 3165, 3167, 3169, 3171, 3173, 3175, 3177, 3179, 3181, 3183, 3185, 3187, 3189, 3191, 3193, 3195, 3197, 3199, 3201, 3203, 3205, 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217, 3219, 3221, 3223, 3225, 3227, 3229, 3231, 3233, 3235, 3237, 3239, 3241, 3243, 3245, 3247, 3249, 3251, 3253, 3255, 3257, 3259, 3261, 3263, 3265, 3267, 3269, 3271, 3273, 3275, 3277, 3279, 328

POLITIQUE

LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

M. Barre : les Français sont habitués à ne pas être gouvernés par des irresponsables

De notre envoyé spécial

Vannes. — Tout au long du voyage qu'il a fait mercredi après-midi 15 février dans le Morbihan pour y soutenir les candidats de la majorité, M. Raymond Barre s'est employé à convaincre ses auditeurs que sa tournée électorale en province ne répond à aucun souci électoraliste. Usant à cet effet de toutes les subtilités de la dialectique, le premier ministre a assuré qu'il s'exprimait autant à titre personnel — « comme Français parlant à d'autres Français » — qu'à titre de chef du gouvernement. Il n'en a pas moins exposé longuement les raisons qui, selon lui, doivent faire prendre conscience aux électeurs de la nécessité d'opérer le bon choix pour la France.

Le premier ministre s'est successivement rendu à Plouay, dont le maire, M. Yves Le Cabeclec (C.D.S.), est candidat unique de la majorité dans la 6^e circonscription, puis à Auray (2^e circonscription) où se représente M. Christian Bonnet (P.R.), ministre de l'intérieur, et à Vannes où M. Raymond Marcelin, ancien ministre de l'intérieur, président du conseil général, élu sénateur en septembre dernier, a désigné pour lui succéder le nouveau maire de la ville, M. Paul Chapel (P.R.).

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à Vannes, M. Raymond Barre a critiqué une nouvelle fois de façon virulente les programmes des socialistes et des communistes en revenant sur les arguments qu'il avait utilisés la veille dans l'Indre (« le Monde » du 16 février).

M. Raymond Barre devait continuer sa tournée en se rendant dans la soirée du 16 février à Roanne (Loire).

Près d'un millier de personnes avaient répondu mardi soir, à Vannes, aux invitations qui leur avaient été adressées par les responsables régionaux de la majorité. M. Raymond Barre a affirmé qu'il souhaitait s'adresser aux Français « indépendamment de toute considération partisane ou idéologique ». Évoquant l'éventualité d'un accord de gouvernement entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a posé à son auditoire les questions suivantes : « Accepteriez-vous que soit nommé à un poste de premier ministre le ministre de l'intérieur ou celui des collectivités locales, le ministre de la justice, celui de l'éducation ou des universités ? Comment serions-nous gouvernés ? Quelles seraient l'homogénéité et la cohérence de l'équipe qui serait chargée de conduire la France dans cette période particulièrement difficile ? »

Estimant que l'opposition « raconte des histoires » quand elle promet l'augmentation du SMIC, le premier ministre a déclaré : « Il est facile de faire de la démagogie avec le SMIC mais, en fin de compte, contre qui se retourne une politique apparemment généreuse, mais économiquement mal fondée ? Contre ceux-là mêmes que l'on entend aider ! »

Après avoir critiqué les conceptions socialistes en matière de défense, le chef du gouvernement a rendu hommage « aux hommes d'État responsables de la 4^e République. Il y en a eu, et il dit, et en particulier M. Pierre Mendès-France, qui ont engagé la France sur la voie de la création de la force nucléaire de dissuasion ».

En conclusion, M. Raymond Barre a réaffirmé sa certitude de la victoire de la majorité : « Cela fait maintenant vingt ans que les Français sont habitués à ne pas être gouvernés par des irresponsables. Je suis parfois plein d'inquiétude et de tristesse, à-t-il toutefois ajouté, à la pensée que, dans un mouvement d'émotion, tout l'acquis de notre pays pourrait être balayé et perdu en quelques mois ».

Le premier ministre s'était auparavant rendu à Plouay et à Auray. Dans cette dernière localité, il s'était notamment déclaré « content d'être loin de tout ce qui renvoie, qui critique, qui scribouille ».

ALAIN ROLLAT.

M. Servan-Schreiber maintient sa formule : « le P.C. traite les Français comme des bougnoules »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a confirmé, mercredi soir 15 février à Nancy la formule qu'il avait employée la veille au cours de l'émission « L'événement » et selon laquelle « le parti communiste traite les Français comme des bougnoules » (1). Il a déclaré : « Cela signifie que l'État communiste, que j'ai en horreur, est un système colonialiste qui est à la fois la bureaucratie, le mensonge, le mépris. Les colons appellent bougnoules les gens qu'ils traitent de la sorte, comme les communistes traitent les habitants des pays où ils sont les maîtres et comme les chefs communistes, ici, traitent les Français ».

(1) M. Mustapha Ourzoual, ethnologue marocain, nous apporte les précisions suivantes : « Le mot « bougnoule » s'adresse plutôt aux Arabes, il vient de « noule » qui désigne la mandale primitive que les Berbères du Maroc fabriquent à partir d'une peau de chèvre et d'une fiole de chanvre, pour se protéger surtout contre les neiges éternelles. Quand les Berbères descendent dans les villes « civilisées », le regard des citadins est attiré surtout par cette sorte de sandales et on traite de ce fait, ceux qui les portent de « bou noule » (littéralement : ceux qui procèdent des mandales). »

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'ÉDUCATION SANITAIRE

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être **LES BUREAUX** que vous recherchez.

Mme d'Harcourt candidate à Neuilly

« Un incident sur une trajectoire »

Jusqu'au mois de décembre dernier, Mme Florence d'Harcourt n'était qu'une dame tout fait respectable, épouse d'un homme non moins respectable, directeur général d'un groupe d'assurances, une mère de cinq enfants, qui, volé dix ans, était entrée sans bruit en politique en créant un mouvement de femmes gaullistes, Femme-venir. Suppléante de M. Achille Peretti dans le 6^e circonscription des Hauts-de-Seine en 1973, elle l'a remplacé à l'Assemblée nationale, en février 1977, lorsque celui-ci est entré au Conseil constitutionnel. C'est donc un député sortant, membre du comité central du R.P.R., qui, très naturellement, sollicitait à l'automne 1977, l'investiture de son parti pour les prochaines élections législatives.

Vint M. Hersant, et tout bascula. Ce patron de presse, considéré qu'il lui est indispensable d'être

parlementaire et n'étant pas très sûr de conserver son siège de député de l'Oise, s'était mis depuis plusieurs mois en quête d'un nouveau lieu. La 6^e circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly-Puteaux) est, pour la majorité, une « bonne » circonscription, c'est-à-dire, comme le définissait récemment Mme Françoise Giroud (le Monde du 21 décembre 1977) « celle où, présentait-on un manche à balai, il l'emportera sur la représentation de la tendance opposée ».

Le 10 décembre 1977, le comité central du R.P.R. (le Monde du 13 décembre 1977) annonce que le parti gaulliste soutiendra M. Hersant comme « candidat unique de la majorité dans le 6^e circonscription des Hauts-de-Seine ». Mme d'Harcourt proteste. « Je suis président d'un mouvement, lui répond M. Jacques Chirac, et je dois tenir compte de

l'intérêt général. Entre une candidate que j'apprécie et que j'aime beaucoup et un homme qui, par ses journaux, soutient plus de trente de nos candidats, j'ai dû faire un choix dont je prends la responsabilité. » Sous les applaudissements, Mme d'Harcourt cède de sa main à M. Hersant sa candidature dans la circonscription comme candidate libre de la majorité. Pour une majorité rénovée.

« Contre Goliath », écrit-elle sur ses tracts.

On sourit un peu dans les états-majors devant cette « pauvre Florence », qui perdait un croisé contre « la dégradation des mœurs politiques ». « On m'a proposé, explique Mme d'Harcourt, le dix-septième arrondissement, qui était acquis au premier tour et pour vingt ans. Mon mandat n'est pas là, au lieu de cela, je me bats dans ma circonscription ».

L'ironie a fait place à une certaine irritation face à l'abondance de témoignages de sympathie qui parvenaient à Mme d'Harcourt. Des comités de soutien se sont créés non seulement à Neuilly, mais dans plusieurs villes de France. « Rien ne me rapproche d'elle, écrit M. Jean Giroud (le Monde du 21 décembre 1977), mais on imagine mal que l'on puisse se conduire de façon plus indécente à l'égard d'une ardente et dévouée militante ».

Exclue d'elle-même du R.P.R.

« J'ai trouvé scandaleux ce que les hommes lui faisaient. Je suis venue lui proposer mon aide », explique cette femme gaulliste de Nanterre qui arbore une bague à croix de Lorraine et qui vient plusieurs demi-journées par semaine assurer la permanence — une petite boutique que Mme d'Harcourt avait ouverte depuis qu'elle est députée « parce qu'on y entre plus facilement, que dans une mairie. C'est moins soigné ». Là, toute la journée, des gens viennent annoncer « leur député », demander s'ils peuvent être utiles ; « En tant qu'habitant de Neuilly, dit l'un d'eux, je ne veux pas du nouveau député de l'Assemblée nationale comme député », allusion à l'absentéisme quasi total du député de l'Oise.

On apporte des chèques. En chèques de 25 50 F, elle a reçu en un mois plus de 20 000 F ; auxquels s'ajoutent, dit Mme d'Harcourt, « quelques gros chèques et le montant de mes indemnités parlementaires que j'avais économisées depuis février, car je sentais l'air venir ». Face à la guerre qui a été déclenchée contre elle, c'est d'ailleurs M. Pasqua, secrétaire général adjoint du R.P.R. et sénateur des Hauts-de-Seine, s'écrit aux militants R.P.R. pour dire que « Mme d'Harcourt s'était elle-même exclue du parti ». Ses rares officines, qui proclament « oui au service des autres, non à

la politique politicienne », sont un peu perdues sur des murs recouverts de portraits géants, en couleur, de M. Harsant et de sa suppléante. En outre, le 6 février dernier, l'actuel député de l'Oise, directeur du Figaro et copropriétaire de Franco-Soir, a présenté son manifeste électoral à la « une » d'un Figaro spécialement imprimé pour être vendu dans cette circonscription.

Mais, en proclamant « Je tiens bon. Je suis toujours là », Mme d'Harcourt est devenue une sorte de symbole. Elle a décidé de peiller son manque de moyens financiers — par une énergie qui ne se démonte pas — « Je n'envie même pas de perdre, dit-elle. Certains sondages me donnent en tête au premier tour (le Monde du 14 février) et je ne me désolerais pas. Harsant, ce n'est qu'un incident sur une trajectoire ». M. Harsant invite ses électeurs à, des soirées au pavillon d'Armenoville, dans le bois de Boulogne ; Mme d'Harcourt, elle, va chez eux. Elle tient chaque soir des « mini-réunions », « comme le faisaient trois fois par semaine depuis que j'étais députée. Parce que les gens ne se déplacent plus pour aller sous les préaux publics, à Neuilly surtout ».

M. Harsant a tenu à prévenir par lettre les électeurs qu'ils recevraient chez eux, une candidate de division, qui « dans le Monde du 6 octobre 1975, apparaît avec indépendance son soutien à la candidate socialiste-communiste de Châtouillet, Mme Edith Cresson », et qui « vient de prendre comme suppléant M. Yves Guélin, un des principaux dirigeants du Mouvement des démocrates (qui) combat et dénonce la majorité ».

« Non, je ne suis pas de gauche »

Pourtant, si M. Harsant venait quelque soir à une réunion, il pourrait difficilement reconnaître en son adversaire un supposé du démagogisme communiste. Il faut en effet, debout entre les bergères et les bleus de mètres, fusiger le « collectivisme », affirmer qu'« on ne s'appuie sur la presse de droite, même si, interdite de séjour au Figaro, elle est obligée d'écrire dans le Monde », et faire sa profession de foi : « Je ne me bats pas contre l'argent, mais contre l'effortisme et les puissances d'argent, contre la corruption en politique, contre des pratiques qui ressemblent à celles du collectivisme — car si l'on généralise ce mode de désignation des candidats, c'est Moscou, — contre une presse indigne de notre pays démocratique — où l'on a donné mon nom de la liste des candidats, — enfin, pour que cette circonscription ait un député, à temps complet ».

« Non, je ne suis pas de gauche », se défend Mme d'Harcourt. Ce combat, seule une femme pouvait le mener. Les hommes se seraient arrangés entre eux. Il ont tous moultés dans les copinages. « Si elle est là, elle tire » ou groupe des non-féministes, ne peuvent plus cautionner un parti qui s'est conduit de cette façon ».

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les dévotion de parole engendrant des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers retranchements — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électorale socialiste de Neuilly « un accord coupé qui lui vaudrait peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élire à elle-même un personnage détestable », il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » de côté des conservateurs ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

JOSIANE SAVIGNEAU.

« Les candidatures d'appelés du contingent, grades ou non, soutenues en particulier par l'information et droit de soldat, avec le concours d'autres organismes du même ordre et de partis d'extrême gauche, ne sont qu'un prétexte pour relancer la campagne antilibérale et communiste le comité national de liaison Défense - Armée - Nation (DAN), que préside le général François Maurin, ancien chef d'état-major des armées, et il est à espérer que les grands partis politiques ne se laisseront pas prendre à ce piège et que la presse ne donnera pas à cette tentative plus d'importance qu'elle ne saurait en avoir ».

— (DAN, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.)

Un Aveyronnais dans les rues de Paris

M. Robert Fabre s'est promené mercredi 15 février, en fin d'après-midi, rue Montorgueil. Il était venu soutenir M. François Luchaire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, candidat dans le 2^e circonscription (avec l'investiture du P.S.) et M. Maurice Banassyog, membre du comité directeur du P.S., candidat dans le 1^{er} circonscription. Accompagné par les deux candidats et quelques rares militants, le président du Mouvement des radicaux de gauche ne troublait pas le vie de cette étroite commerçante.

A l'inverse de M. François Mitterrand, qui ne peut effectuer de telles visites sans être escorté par de nombreux photographes et caméraman, M. Robert Fabre passe inaperçu, se fond dans la foule.

Pourtant quand il s'avance, main tendue, entraînant M. Luchaire — « Permettez-moi de vous présenter notre candidat, M. Luchaire. Il est professeur à la Sorbonne... Voter pour lui, c'est voter pour moi », — le réaction est toujours la même :

« Ah ! M. Fabre, je vous en vu à la télévision. Et la conversation d'engage immédiatement, sans difficulté, égal à égal. M. Mitterrand intimidé. Et puis le boussuclade qui l'entoure ne favorise pas le contact. M. Fabre semble, à l'inverse, disponible. Il joue avec les chiens. Signe un tract de son candidat comme une vedette appose son paraphe sur le programme.

Dès qu'il e été identifié.

Un Aveyronnais dans les rues de Paris

M. Robert Fabre voit varier vers lui les femmes d'un certain âge, qui tiennent à lui manifester leur sympathie. Ce sentiment est souvent exprimé à l'homme lui-même plutôt qu'au leader du M.R.G. Le titre de député de l'Aveyron lui facilite la prise de contact. Tel commerçant demande des nouvelles de la pharmacie que M. Fabre possède à Villefranche-de-Rouergue. Tel autre évoque l'accueil du président du M.R.G. Sur le trottoir on rencontre parfois un « pays », et bien sûr, un « embrasse, trois fois comme lui-bas ».

La politique dans tout cela ? Elle est rarement abordée de front. Elle surgit parfois à travers une plaisanterie. « Avez-vous, on parlera trois fois par an en vacances ? », demande un poisonnisme. « Non, mais vous aurez l'aspirin libre », répond M. Fabre. Une marchande des quatre-saisons refuse le tracé qui lui tend le président du M.R.G., en maugréant : « Trop petit, je ne peux pas m'en servir pour embellir, et, pourtant, ils s'achètent plus que par 100 grammes ».

Un cafetier, d'origine roumaine, explique qu'il aime bien M. Fabre, mais qu'il ne pourra jamais voter pour un parti qui amène les communistes au pouvoir. M. Fabre explique que si les radicaux de gauche et le P.S. recueille un maximum de voix dès le premier tour, le problème sera résolu, puisque les candidats du P.C.F. seront dévancés. L'heure n'est plus de pleurer, au fond, en faveur de l'unité d'hier. — T. P.

Souscription nationale

POUR LA VICTOIRE

Aidez-nous à réaliser pour vous et avec vous l'avenir que vous souhaitez. Envoyez vos dons ou apportez-les au siège du Parti Républicain en remplissant ce bon si vous le désirez.

Mme, Mlle, M.

Adresse _____

Soutient l'action du Parti Républicain.

Chèque bancaire à l'ordre du Parti Républicain - Chèque postal C.C.P. Paris n° 19.989.31 C. - Dons en espèces à remettre au siège du Parti Républicain - Un reçu vous sera adressé dès réception de votre souscription.

PARTI REPUBLICAIN

Siège: 41, Rue de la Bienfaisance 75008 Paris. Tél. (1) 522.7720

Actions législatives

ILE-DE-FRANCE

Le maire de Paris, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé qu'il se présenterait à la mairie de Paris à la fin de l'année. Il a également déclaré qu'il était prêt à accepter la proposition de M. Harsant de devenir député de l'Oise.

Epiney-sur-Seine

M. Harsant a tenu à prévenir par lettre les électeurs qu'ils recevraient chez eux, une candidate de division, qui « dans le Monde du 6 octobre 1975, apparaît avec indépendance son soutien à la candidate socialiste-communiste de Châtouillet, Mme Edith Cresson », et qui « vient de prendre comme suppléant M. Yves Guélin, un des principaux dirigeants du Mouvement des démocrates (qui) combat et dénonce la majorité ».

Denis

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les dévotion de parole engendrant des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers retranchements — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électorale socialiste de Neuilly « un accord coupé qui lui vaudrait peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élire à elle-même un personnage détestable », il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » de côté des conservateurs ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

Bervilliers, La Courneuve, St-Denis

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les dévotion de parole engendrant des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers retranchements — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électorale socialiste de Neuilly « un accord coupé qui lui vaudrait peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élire à elle-même un personnage détestable », il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » de côté des conservateurs ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

Bagny, Le Bourget

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les dévotion de parole engendrant des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers retranchements — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électorale socialiste de Neuilly « un accord coupé qui lui vaudrait peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élire à elle-même un personnage détestable », il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » de côté des conservateurs ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

Andy, Noisy-le-Sec, Pontoise, Saint-Denis, Villeneuve

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les dévotion de parole engendrant des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers retranchements — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électorale socialiste de Neuilly « un accord coupé qui lui vaudrait peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élire à elle-même un personnage détestable », il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » de côté des conservateurs ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

La préparation des élections législatives... ite à Neuilly... jectoire

EN ILE-DE-FRANCE

II. - SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain

par ALAIN ROLLAT

Nulle part ailleurs l'influence du parti communiste n'est plus profonde qu'en Seine-Saint-Denis. Il en était ainsi avant même que la loi du 19 juillet 1964 ne créât ce département formé par la partie nord-est de l'ancien département de la Seine et par quelques communes de l'ancienne Seine-et-Oise.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, le socialisme puis le communisme trouvent un milieu favorable dans cette banlieue fortement industrialisée, très peuplée, tristement célèbre, naguère, par ses bidonvilles, et malheureusement exemplaire, aujourd'hui, par ses vilaines dortoirs. C'est ici que les communistes obtiennent invariablement leurs meilleurs résultats électoraux. Même à son apogée, le mouvement gaulliste n'est jamais parvenu à ébranler leur suprématie.

En 1973, M. Etienne Fajon avait recueilli 44,2 % des suffrages exprimés au premier tour et 63,1 % au second. L'élection de sa « dauphine » paraît ne faire aucun doute, mais la compétition sera vraisemblablement plus serrée qu'il y a cinq ans, car l'adversaire du P.S. représenté, comme en 1973, par M. Gilbert Bonnemaison, conseiller général, a progressé dans ce secteur.

A Saint-Denis (2^e circonscription), la direction du P.C. a demandé à M. Marcelin Berthelot, maire de la ville, député sortant, d'abandonner son siège au profit du général adjoint du Mouvement de la jeunesse communiste, M. Pierre Zarka. Cette décision a été acceptée par le principal intéressé, mais elle a suscité chez les militants d'opposition des commentaires qui ont conduit la fédération départementale à multiplier les « explications » pour justifier ce « parachutage ».

Le P.S. présente le même candidat qu'il y a cinq ans, M. Claude Antoré, adjoint au maire de Saint-Denis, qui avait obtenu en 1973 11,3 % des suffrages exprimés et devrait confirmer la progression de sa formation. Les candidats du P.S.U., M. Jean-Yves Guégen, jeune psychologue, de Lutte ouvrière, M. Alex Duféal,

Aubervilliers, La Courneuve, Stains... C'est dans la 4^e circonscription que le P.C. avait remporté en 1973 sa plus belle victoire, grâce à M. Maurice Niles, réélu au premier tour avec 59,2 % des suffrages exprimés. Le député sortant, maire de Drancy, obtiendra un nouveau succès, mais ses adversaires s'efforceront de lui opposer une résistance plus sérieuse qu'il y a cinq ans.

Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillon-sous-Bois, Romainville, Villemomble... L'issue du scrutin présente beaucoup plus d'incertitude, en revanche, dans la 8^e circonscription, dont le député sortant, M. Roger Gauthier (P.C.), maire de Noisy-le-Sec, n'avait été réélu en 1973 qu'au second tour après avoir été devancé au premier par le candidat gaulliste, M. Robert Calmejeane (R.P.R.), alors député sortant. Celui-ci, à nouveau candidat, ne désespère pas de reconquérir son siège. M. Calmejeane est assez affaibli, toutefois, par la défaite qu'il a subie aux municipales en perdant la mairie de Villemomble au profit des socialistes. C'est d'ailleurs son vain-

queur, le nouveau maire de cette ville, M. Jean-Paul Matras, qui est le candidat du P.S. Il prend en l'occurrence la succession de M. Claude Fuzier (S.N. sénateur en septembre dernier), qui avait obtenu en 1973 19,4 % des suffrages exprimés. La principale particularité de la situation tient au fait que M. Jean-Paul Matras est l'un des deux nouveaux maires socialistes de la Seine-Saint-Denis à avoir devancé les communistes à l'occasion des élections municipales de mars 1977 (l'autre étant celui de Neuilly-sur-Seine).

Saint-Ouen, Epinay-sur-Seine... Le P.C. présente trois candidats titulaires. C'est à l'une d'elles, Mme Paulette Post, membre du comité central, vice-présidente du conseil général, premier adjoint au maire de Saint-Ouen, qu'échoua le tâche de succéder à M. Etienne Fajon, membre du bureau politique, député sortant de la première circonscription (Saint-Ouen), lequel, âgé de soixante et onze ans, se retire de l'arène après quarante-deux années d'activité parlementaire.

Bagnole, Les Lilas, Pantin, Pré-Saint-Gervais... Bien que cette attitude indépendante puisse lui valoir la sympathie de certains électeurs modernes, il sera difficile au maire de Villemomble de distancer M. Roger Gauthier au premier tour. D'autant que les électeurs centristes sont également sollicités par le candidat des radicaux de gauche, M. Georges Roher, conseiller municipal de Romainville, dont la présence favorise le député sortant. En revanche, M. Roger Gauthier aura besoin des suffrages socialistes, comme en 1973, pour battre au second

Montreuil, Rosny... Dans la 7^e circonscription, où le P.C. a accablé très sensiblement son audace aux municipales, M. Louis Odré sera sans aucun doute réélu, comme en 1973, il avait alors « mobilisé » 83,5 % des suffrages exprimés au second tour. L'ancien suppléant de Jacques Duclos a pour l'instant six concurrents à gauche : Mme Nadine Roher (P.S.), conseiller municipal de Montreuil, M. René Mallet (M.R.G.), Mme Armonia Bordes (L.O.), M. Georges Fernandez (Mouvement), M. Pierre Brusse (L.C.R.) et M. Gérard Erche (P.S.U.). Ce

dernier espère franchir la barre des 5 % d'inscrits plus facilement que son parti avait réalisé dans cette circonscription son meilleur score départemental en 1973 (4,8 %). La présence de deux candidats d'extrême gauche contrarie néanmoins cette ambition. M. Louis Odré a également quatre adversaires à droite : M. Jacques Monet (R.P.R.), M. Francis Durand (C.D.S.), candidat de l'U.D.F., M. Michel Duperrail (Parti des forces nouvelles) et M. Jacques Grand (R.U.C.).

Aulnay, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonnesse, Villepinte... Comme M. Louis Odré, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, député sortant de la 8^e circonscription, paraît hors de portée de tous les autres candidats. Réélu en 1973 avec 43,6 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une marge de sécurité qui le rend l'abri d'une mauvaise surprise, bien que le P.S. ait sensiblement progressé dans les différentes communes du nord-est du département à l'occasion des cantonales et des municipales.

Gagny, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Le Raincy... C'est évidemment dans la 9^e circonscription, la plus peuplée du département (1), dont le député sortant est M. René Valenet ou, au moins, se déroulera la compétition la plus serrée et la plus intéressante. Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste du Sénat, va-t-elle connaître un succès que jamais pour y parvenir, malgré l'échec qu'elle a essayé en juin dernier, à l'occasion d'une élection cantonale partielle, face au candidat de l'U.D.F., M. Roger Morel (P.R.), qui brigue maintenant le siège de député au nom de l'U.D.F. Le P.C. avait vivement déploré le mauvais report des voix socialistes. Toute la question est justement de savoir si, le 19 mars, tous les électeurs socialistes accorderont, cette fois, leurs suffrages à Mme Goutmann. En 1973, ils ne l'avaient fait qu'avec un tiers seulement. La candidate communiste n'avait obtenu en effet que 49,9 % des suffrages exprimés au second tour, alors que l'ensemble des voix recueillies par la gauche avait totalisé 53,4 % des suffrages au premier tour.

Comme il y a cinq ans, le P.S. est représenté par M. Alfred Vincent, maire de Livry-Gargan partisan d'un socialisme modéré, et contesté à cause de cela au sein de sa propre formation par les militants du C.E.R.E.S. Soutenu personnellement par M. Mitterrand, M. Alfred Vincent mise sur les électeurs modérés pour devancer au premier tour sa rivale du parti communiste, qui avait obtenu en 1973 27,6 % des voix de plus que lui. Le maire de Livry-Gargan aura, toutefois, beaucoup de mal à atteindre son objectif dans la mesure où il est concurrencé, sur sa gauche, à la fois par le candidat du Front autogestionnaire, M. André Chavignand

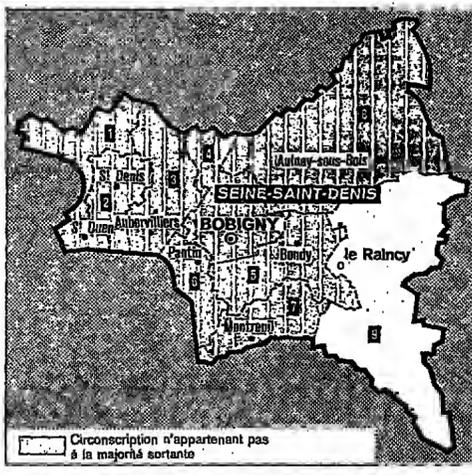
ont été stimulés dans plusieurs secteurs, d'abord aux élections cantonales de 1976, ensuite aux municipales de mars 1977. A l'occasion de celles-ci ont enlevé deux villes à la majorité (Villemomble et Neuilly-sur-Marnes), sans l'appui du P.C. L'objectif du P.S. est de recueillir plus de suffrages que les gaullistes, afin de prouver qu'il est devenu la deuxième force politique du département.

L'électorat de gauche est également sollicité par plusieurs autres formations. Participant à tous les scrutins, le P.S.U. soutient un candidat du Front autogestionnaire dans chaque circonscription. Il souhaite canaliser à son profit le courant écologiste afin de mobiliser au moyenne 5 % des suffrages exprimés, ce qui lui permettrait de jouer un rôle important au moment des délégués. Le M.R.G. veut compter ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochains scrutins. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligne communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à

conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions. Les chances de succès des formations de la majorité paraissent d'autant plus minces que celles-ci partent à la bataille au ordre dispersé. Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain. Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence favorisera incontestablement le parti communiste.

Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottine, ingénieur. La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforcera de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Choisir.



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions. Les chances de succès des formations de la majorité paraissent d'autant plus minces que celles-ci partent à la bataille au ordre dispersé. Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain. Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence favorisera incontestablement le parti communiste.

C'est évidemment dans la 9^e circonscription, la plus peuplée du département (1), dont le député sortant est M. René Valenet ou, au moins, se déroulera la compétition la plus serrée et la plus intéressante. Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste du Sénat, va-t-elle connaître un succès que jamais pour y parvenir, malgré l'échec qu'elle a essayé en juin dernier, à l'occasion d'une élection cantonale partielle, face au candidat de l'U.D.F., M. Roger Morel (P.R.), qui brigue maintenant le siège de député au nom de l'U.D.F. Le P.C. avait vivement déploré le mauvais report des voix socialistes. Toute la question est justement de savoir si, le 19 mars, tous les électeurs socialistes accorderont, cette fois, leurs suffrages à Mme Goutmann. En 1973, ils ne l'avaient fait qu'avec un tiers seulement. La candidate communiste n'avait obtenu en effet que 49,9 % des suffrages exprimés au second tour, alors que l'ensemble des voix recueillies par la gauche avait totalisé 53,4 % des suffrages au premier tour.

Comme il y a cinq ans, le P.S. est représenté par M. Alfred Vincent, maire de Livry-Gargan partisan d'un socialisme modéré, et contesté à cause de cela au sein de sa propre formation par les militants du C.E.R.E.S. Soutenu personnellement par M. Mitterrand, M. Alfred Vincent mise sur les électeurs modérés pour devancer au premier tour sa rivale du parti communiste, qui avait obtenu en 1973 27,6 % des voix de plus que lui. Le maire de Livry-Gargan aura, toutefois, beaucoup de mal à atteindre son objectif dans la mesure où il est concurrencé, sur sa gauche, à la fois par le candidat du Front autogestionnaire, M. André Chavignand

Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottine, ingénieur. La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforcera de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Choisir.

LES ÉLUS DE 1958 à 1973. Table with 4 columns: Year, Party, Votes, %.

(a) U.N.R. en 1958 et 1962, U.D.-V. en 1967, C.D.R. en 1968 et 1973. (b) Avant la création du département de la Seine-Saint-Denis intervenue en 1964. Les neuf circonscriptions étaient alors parties des anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise.

Demain, la suite de l'analyse électorale des régions XVIII. Limousin.

Real estate advertisement for '29 boulevard de Port Royal' featuring studios and solar energy features. Includes contact info for 'immovetry' and a map of the location.

POLITIQUE

LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

M. Ciscard d'Estaling a réuni le conseil des ministres mercredi 15 février.

À l'issue des délibérations, le président de la République a déclaré :

« Je félicite le premier ministre de la rapidité et de l'efficacité des mesures qu'il a prises pour assurer la défense du franc. Le franc n'est pas malade de l'économie. Je demande qu'on ne le rende pas malade de la politique. »

Le conseil a délibéré les questions suivantes :

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● LES OFFRES PUBLICS D'ACHAT

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail présidé par la direction du Trésor, après participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

tion des activités tertiaires des dernières années et fait approuver les nouvelles orientations proposées pour cette politique.

Il a souligné l'importance des résultats déjà obtenus dans trois secteurs qui ont fait l'objet d'un effort particulier : enseignement et recherche, banque et assurance, administrations publiques.

Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de rubriques créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Limoges ont bénéficié d'opérations particulièrement importantes. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambéry, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 85 % de l'effort d'équipement intéressant les instituts universitaires de technologie ont été effectués hors de la région parisienne.

Dans le domaine de la recherche les résultats qualitatifs de la décentralisation ont été bons, parfois excellents. Contrairement à ce que l'on pouvait s'attendre, vingt ans, des équipes de niveau et de renom international sont maintenant implantées dans toutes les régions.

Leur rayonnement est particulièrement important à Lyon pour la médecine, à Toulouse pour la biologie, à Grenoble pour la physique, à Dijon et à Nancy pour la nutrition, à Rennes pour l'information, à Nancy et Toulouse pour les sciences de l'ingénieur, à Caen pour l'électronique et la recherche océanique.

En ce qui concerne la banque et l'assurance, qui ont connu dans les années récentes une croissance exceptionnellement forte, l'effort de décentralisation a été également couronné de succès. A ce jour, 21 programmes de localisation dans le secteur de l'assurance ont été approuvés, couvrant la quasi-totalité des entreprises concernées. La Banque nationale de Paris, la Société générale, le Groupe des assurances nationales et les Assurances générales de France doivent être cités en raison de l'importance de leur contribution.

Particulièrement un effort a été amorcé pour qualifier les activités financières exercées en province par exemple par relèvement des plafonds de responsabilités dans l'octroi des crédits. La création sur Lyon, capitale de la deuxième région industrielle française, d'une place bancaire et financière disposant de moyens de crédit et d'un pouvoir de décision autonome pour le financement d'un commerce extérieur, l'attribution de crédits à l'exportation, l'appart de fonds propres aux entreprises, a été lancée.

Dans le secteur des administrations centrales, avec l'aide du fonds de décentralisation qui a apporté près de 800 millions de francs à cette politique, quatre-vingt-cinq établissements ont été créés ou transférés en province, apportant ainsi dix sept mille emplois. L'effort des ministères de la défense, de l'agriculture et de l'équipement, des postes et télécommunications a été particulièrement important.

Grâce à cet effort, la vocation électronique de la Bretagne s'est trouvée confirmée par l'implantation de nouvelles entreprises à Lannion, de cinq établissements de recherches et d'enseignement, de deux centres de gestion et d'un centre d'information à Rennes. Ce regroupement a permis de constituer la décentralisation à Lannion du service des pensions des postes et télécommunications.

Le rôle de Toulouse dans le domaine spatial s'est traduit par l'implantation de six centres de formation par les ministères de la défense, des postes et télécommunications, de l'équipement et de l'industrie.

Nantes est devenue un centre de gestion national important avec l'implantation des services de FENSISS, des affaires étrangères, de la justice et du travail.

En ce qui concerne l'avenir, le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a fait approuver deux orientations nouvelles :

— Les moyens de la politique de décentralisation tertiaire mis en place depuis 1970 et très largement améliorés au cours des deux dernières années avec la création d'un système d'aide très incitatif seront complétés. La décentralisation de certains postes d'abord sur des hommes dans les problèmes doivent être traités en profondeur, et notamment ceux du logement et de l'activité professionnelle du conjoint. Un pas important dans la prise en compte de ces problèmes va être franchi avec l'institution sous quelque forme d'une indemnité spéciale de décentralisation comprise, selon la situation de famille, entre 8 000 et 15 000 francs non imposables au point par un groupe de travail dont la création est décidée.

— La politique de décentralisation tertiaire jusqu'ici principalement centrée sur le transfert d'emplois doit désormais s'orienter plus activement vers un objectif plus ambitieux, celui du redéploiement géographique des fonctions de conception et de décision excessivement concentrées sur Paris.

Dans cet esprit le conseil a approuvé notamment :

— Le principe de l'extension, à la

lumière de l'expérience lyonnaise, de la formule des places bancaires dans d'autres métropoles régionales.

— La création d'un groupe de travail finances, intérieur, DAFAB, chargé d'étudier le recouvrement des circuits financiers des investissements publics au privé.

● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministérielle et d'intervention financière est mis en place avec des compétences élargies, en même temps qu'est créée la délégation à la qualité de la vie et désigné son titulaire.

Le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) et le Fonds d'intervention correspondant sont remplacés par un comité interministériel de la qualité de la vie et par un fonds d'intervention de la qualité de la vie. Présidé par le premier ministre, le comité est composé des ministères intéressés à la définition de la politique au gouvernement en matière de qualité de la vie. Le délégué à la qualité de la vie, qui participe aux réunions du comité, prépare ses délibérations et veille à leur exécution. Le comité décide de l'emploi des ressources du fonds auquel sont transférées les ressources précédemment attribuées au FIANE.

Aux actions désormais bien engagées de lutte contre les pollutions et les nuisances et de protection de la nature, devront s'ajouter des actions destinées à redonner plus d'agrément au cadre de vie urbain et rural, à réduire les inégalités d'accès aux loisirs, à protéger la patrimoine et à développer les loisirs quotidiens, à améliorer le temps, à développer la vie associative.

(Lire page 30.)

● UN NOUVEAU PROGRAMME DE SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le premier ministre a dressé le bilan de l'application du premier programme de simplifications administratives. La quasi-totalité des mesures réglementaires sont entrées en vigueur.

Un nouveau programme de simplifications a été adopté par le conseil des ministres. Il comporte une quarantaine de mesures nouvelles. Parmi celles-ci, le premier ministre a distingué celles qui concernent les entreprises et les collectivités à la réduction du nombre des questionnaires statistiques imposés aux entreprises, l'institution de déclarations uniques d'ouverture de chantier pour les entreprises de bâtiment et travaux publics, ainsi que des simplifications importantes relatives aux accords de participation ; aux conditions d'exportation par voie postale ; à la procédure de mise en adjudication des marchés de fourniture de matériel de guerre et des travailleurs handicapés ; à la procédure de classement des stations thermales et au régime de révision des prix des marchés publics.

Diverses simplifications sont relatives aux usagers : la simplification des certificats de gage et de non-gage pour les véhicules automobiles ; l'amélioration de la condition des malades hospitalisés (aménagement des procédures de sortie des malades de l'hôpital et assouplissement des horaires de visite, notamment pendant les week-ends) ; la création d'un régime de gage de dépôt des demandes d'allocations aux handicapés ; l'allégement de la procédure de constitution des dossiers d'aide judiciaire (notamment au appel) ; Diverses simplifications sont relatives à la procédure de paiement des indemnités en cas d'accidents scolaires et aux conditions d'attribution de l'aide ménagère aux personnes âgées.

Deux mesures seront prises par la S.N.C.F. : la suppression du contrôle des billets sur les gares de grandes lignes et la possibilité de faire connaître ce fait par chaque deux mois après la date d'acquisition.

Le premier ministre a également annoncé une réforme des commissions de opérations immobilières et de l'architecture proposée par une commission qui vient de déposer ses conclusions. Cette réforme, qui a pour objectif une déconcentration, consiste notamment à transférer un certain nombre de compétences des commissions régionales aux commissions départementales.

Après avoir saisi l'importance de l'effort de simplification entrepris, puis qu'au cours des cinq mois précédents ont été prises des mesures d'intervention pour améliorer les relations entre les Français et leur administration, le premier ministre a rappelé que, parallèlement, une action d'information du public a été menée par le Service d'information et de diffusion, notamment par l'édition de « Guide des droits et des démarches », et par chaque ministre dans son domaine.

(Lire en première page.)

● LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS (AGRICULTURE)

Le ministre de l'agriculture a rendu compte des travaux du conseil des ministres de la C.E.E. des 13 et 14 février, au cours duquel la Commission de Bruxelles a présenté des propositions de réforme du règlement communautaire concernant le vin.

Ces propositions présentent trois éléments positifs : elles reconnaissent l'importance des interprofes-

sions dans la gestion du marché du vin, elles introduisent la notion de prix minimum dans les transactions conformément à la demande de la France, elles prévoient enfin l'abaissement de la récolte lorsque les excédents sont prévisibles.

Ces mesures nouvelles s'ajoutent aux propositions déjà en cours concernant le financement par la Communauté de la rénovation du vignoble méditerranéen et de l'équipement des programmes d'équipement en zone méditerranéenne.

La délégation française, tout en saluant ces éléments positifs, a insisté sur trois modifications de ces propositions qui lui paraissent indispensables :

— Le niveau du prix minimum à instaurer dans les transactions au sein de la Communauté doit être égal et non inférieur au prix de déclenchement du vin (93 % du prix aux rendements élevés défini par le règlement communautaire) ;

— En revanche, le prix des distillations qui seraient mises en œuvre par la Communauté en cas d'application de ce régime de prix minimum ne doit pas être élevé, conformément à l'objectif de promotion de la qualité et de lutte contre la course aux rendements élevés défini par le gouvernement lors du conseil des ministres du 19 janvier 1977 ;

— Enfin la zone dans laquelle la Communauté accordera des aides à la rénovation du vignoble doit s'étendre à toutes nos régions méditerranéennes.

● LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la réunion de coopération politique des Neuf, qui s'est tenue à Copenhague le 14 février, et au cours de laquelle ont été évoqués la situation en Afrique et au Proche-Orient ainsi que les travaux de la conférence de Belgrade, où la délégation française a reçu instruction de faire des propositions en vue d'une conclusion positive de cette conférence.

Il a également rendu compte de la réunion à New-York du 11 et 12 février des ministres des affaires étrangères des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité des Nations unies à propos de la Namibie.

● LA POSITION FRANÇAISE SUR LE DÉSARMEMENT ET LES RELATIONS AVEC L'ALGÉRIE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de l'accueil positif qui avait été fait au récent entretien

televisé du président de la République.

Il a, en particulier, souligné l'intérêt suscité par les idées françaises sur le désarmement.

En ce qui concerne les relations franco-algériennes, il a noté qu'il était trop tôt pour que des réactions officielles aient pu se manifester, mais que les premiers échos paraissent montrer que l'initiative française faisait l'objet à Alger d'un examen attentif.

Le président de la République a indiqué qu'il attendait le 16 février un conseil restreint en vue de poursuivre la mise au point de la contribution française sur le désarmement.

En ce qui concerne les relations franco-algériennes, il a noté qu'il était trop tôt pour que des réactions officielles aient pu se manifester, mais que les premiers échos paraissent montrer que l'initiative française faisait l'objet à Alger d'un examen attentif.

Le président de la République a indiqué qu'il attendait le 16 février un conseil restreint en vue de poursuivre la mise au point de la contribution française sur le désarmement.

LE GÉNÉRAL SAINT-CRICO EST MAINTENU DANS SES FONCTIONS DE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 15 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

— Air. — Est maintenu en activité, jusqu'au 15 juillet 1979, dans ses fonctions actuelles de chef d'état-major de l'armée aérienne Maurice Saint-Cricq, qui atteint la limite d'âge de son rang le 8 novembre 1978.

Est nommé chef d'état-major de la force aérienne tactique et de la 1^{re} région aérienne (Méditerranée), le général de brigade aérienne Jean Charton.

— Armement. — Est nommé chargé de mission à G30 à la place du délégué général pour l'armement et conseiller pour les affaires de la défense, l'ingénieur général de deuxième classe Victor Marçais.

— Est nommé contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Philippe Dureuil.

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les syndicats dénoncent l'utilisation « partisane » de l'ambassade à Mexico

Les syndicats C.R.D.T. et C.G.T. du ministère des affaires étrangères affirment, dans un communiqué publié mercredi 15 février, qu'un télégramme du 11 novembre dernier, portant le numéro 514, adressé par M. de Folin, directeur d'Amérique, à l'ambassadeur de France à Mexico, M. J.-R. Bernard, a servi à l'élaboration d'un message de M. François Mitterrand à Chastel, président d'une association de Français de l'étranger, lui indiquant les modalités de répartition des inscriptions dans la circulaire de l'Yonne, notamment la ville d'Autun, et à Ouen (1) ; M. Paul d'Ornano, sénateur, est un des présidents du Rassemblement des Français de l'étranger, organisation électorale de la région.

Le communiqué poursuit :

« Les syndicats demandent la mise sous scellés immédiats de cette correspondance pour éviter sa destruction ou sa falsification. En conséquence, nous demandons le service public à des fins partisanes et en demandant, publiquement, au ministre de s'expliquer sur ces faits. (1) font référence à la circulaire de M. de Folin et de leur volonté de défendre l'éthique de la fonction publique. »

Les deux syndicats se disent surpris de faire connaître ce fait parce que M. de Guiringaud

(1) A Gern, sur les 108 inscriptions de Français de l'étranger, 35 proviennent du Mexique, 35 d'Algérie et 108 du Vietnam, parmi lesquels 29 avaient été cotisées. Censures ont été validées par le tribunal administratif.

n'a reconnu qu'une seule « faute », celle de Libreville, après qu'elle eut été rendue publique par la presse. Le vote des Français de l'étranger ajoutent-ils n'étant pas une affaire de politique étrangère, « M. de Guiringaud abuse du secret diplomatique » en refusant toute enquête extérieure.

M. François Mitterrand a adressé au premier ministre une question écrite sur les démarches entreprises par diverses administrations concernant l'inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales. Citant notamment diverses circulaires émanant des services du ministère des affaires étrangères, le premier secrétaire du P.S. évoque une réunion qui se serait tenue au quai d'Orsay ainsi que des démarches entreprises auprès de vingt ambassadeurs en poste dans des pays où résident de nombreux Français.

Après avoir cité des circulations où des irrégularités ont été commises, il interroge le premier ministre sur le rôle joué par cette affaire par le ministre des affaires étrangères et celui de l'intérieur, et sur les chapitres budgétaires auxquels sont imputées les dépenses nécessaires par toutes ces démarches. M. Mitterrand conclut en affirmant qu'il est urgent de mettre au clair cette affaire afin de garantir la moralité, politique et pénale de personnes qui, dans le cadre de leurs fonctions, se seraient rendus coupables d'agissements frauduleux.

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existents dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel
11, bd du Palais, 147, bd Hausmann, 127, Fg St-Antoine
158, rue de Lyon, 5, place des Terres, 30, bd Barbès

CENT
Une sélection de l'outillage

de 13.000 à 15.000 F

DU NOUVEAU DANS LA VOITURE D'OCCASION.

GERCA NE PROPOSE QUE DES VOITURES GARANTIES.

Tous les jeudis, dans le Monde, GERCA, centrale des spécialistes de l'automobile, vous propose un choix impressionnant de voitures d'occasion.

Toutes sont révisées, contrôlées, essayées et garanties par des spécialistes de l'automobile et par des concessionnaires de marque.

Vous les trouverez à partir de 8 000 F. Désormais, grâce à GERCA, vous avez le choix, vous gagnez du temps, vous achetez au juste prix et vous bénéficiez de la garantie conventionnelle du vendeur.

GERCA

LA CENTRALE DES SPECIALISTES DE L'AUTOMOBILE.

Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi

Le Monde DES LIVRES

L'odyssée de Fernand Braudel

Un splendide survol de l'espace et du temps méditerranéens.

C'est d'abord un admirable album d'images qui séduisent et déconcertent. Tout se mêle : le passé et le présent, la vue d'un champ de fouilles et le plan géométrique d'une cité neuve, une stèle mégalithique et une photographie de la pêche au thon, les plus anciennes peintures grecques découvertes à Paestum, des miniatures persanes, des portraits romains, des enluminures médiévales, des tableaux du Greco, de Goya, de Van Gogh. Même contrastes dans les paysages : la mer bleue baigne le pied des montagnes ; des bouquets de palmiers se lèvent au creux des sables ; sur un sol de pierre, quelques champs cultivés étendent sur tapis orange le long d'un mur plein de soleil, des hommes et des ânes attendent du travail.

Les documents convergent de multiples sources pour cerner un creuset de civilisations qui fut jadis le centre du monde : la Méditerranée. Il y eut longtemps que Fernand Braudel en a fait son terrain d'élection pour lui appliquer la nouvelle façon d'écrire l'histoire, en combinant des sciences humaines : depuis sa grande thèse sur la Méditerranée et le Monde méditerranéen au temps de Philippe II. Ce qui est puissamment survolé ici, pour que se dégagent les grandes lignes de force, c'est l'espace et le temps. A l'échelle d'aujourd'hui, l'espace paraît restreint. « Cette mer immense où fuyaient des galères » est devenue un lac intérieur. Le

temps, en revanche, se compte par millénaires : l'histoire, sinon l'humanité, n'est-elle pas née dans cette partie du monde où pour la première fois s'organisent des échanges ? La route terrestre et surtout maritime est pour Fernand Braudel la marque de toute civilisation. Celle-ci est commandée par le sol, le climat,



la présence de la mer, la vraie richesse, puisqu'elle est la « surface des transports » une fois vaincue la peur qu'elle inspire. Mais les courbes de la nature, qui imposent le blé, la vigne et l'olivier comme la triade nourricière de tout le Bassin méditerranéen, ne font pas tout. Place à l'invention et à l'audace de l'homme, à son esprit de conquête aussi. C'est alors que le bigarrure commence.

éclairer la nuit des temps, Fernand Braudel ramène l'histoire de la Méditerranée aux choses des trois civilisations qui débordent encore aujourd'hui sur ses rives trois façons différentes de croire, de penser, de manger, de boire et de vivre : l'islamique, l'orthodoxe, et le romain. L'islam, qui charrie

telles. Pour peu qu'elles soient originales et structurées, elles courent sous leurs cendres, en dépit d'un emprisonnement qui peut être séculaire. Le Christianisme, qui se coule dans le lit de l'empire romain, ne viendra à bout ni de la civilisation grecque ni de l'islam : l'empire de Constantin se cassera pour que renaisse la première, l'élan des croisades se brisera. Mais les Turcs, à leur tour, seront arrêtés à la bataille de Lépante, en 1571. Après cette dernière bataille, la course descendante de la Méditerranée commence. La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, le périple du cap par Vasco de Gama, ne l'expliquent pas tout. Notre historien voit surtout les peuples nordiques ravir aux riverains de la Méditerranée la commande de leurs routes maritimes. Les vaisseaux anglais et hollandais assurent désormais le commerce. L'empire britannique est le principal artisan du déclin. Le percement du canal de Suez, l'écoulement de la France tenta de planter dans le dos du maître, restera sans effet, ou plutôt il ne profitera qu'aux Anglais.

Ces choses sanglantes entre l'Orient et l'Occident, ces malheurs sourdes du Nord sur le Midi, s'apaisent soudain quand on revient au plan de la vie quotidienne. Fernand Braudel abandonne ici le plume à Maurice Aymard, comme il s'est effacé devant Filipo Coarelli quand il s'est agi de suivre la conquête romaine. Une nouvelle unité, qui ne doit rien à une hégémonie, s'étend alors sur le Bassin méditerranéen, où, d'une rive à l'autre, les échos se multiplient : plan des demeures, séparation des sexes, culte de l'honneur et civilisation urbaine. La Méditerranée est essentiellement un citadin. La ville est le lieu des échanges, de la sociabilité, des loisirs et des fêtes. Et le travail s'accomplit loin d'elle. Certes, quelques grandes cités affairées seront happées dans le courant industriel : Barcelone, Gênes... Les autres restent encore ce qu'elles furent autrefois.

D'où la conclusion qui s'impose, une fois reformulé ce beau livre où se croisent tant de malédiction et de dons naturels, tant d'inventions et de passions humaines : si la Méditerranée n'est plus le centre rayonnant du monde, elle demeure le symbole d'un univers aux dimensions de l'homme.

JACQUELINE PIATIER.

LA MÉDITERRANÉE, sous la direction de Fernand Braudel. Arts et Actions graphiques, 218 pages, 416 illustrations noir et blanc. Direction Flammarion, 200 fr.

Michel del Castillo et le mal d'Espagne

L'inventaire d'une patrie intérieure.

La critique française a souvent considéré, à tort, Michel del Castillo comme « un auteur étranger d'expression française », et cela parce que son œuvre renvoie pour l'essentiel à l'Espagne. Cette ambiguïté, l'auteur de *Manège espagnol* tâche de la dissiper en nous proposant dans son dernier livre une large et dense réflexion sur le *Sortilège espagnol*, qui est d'abord l'inventaire d'une patrie intérieure. Français de langue, et de sang pour moitié, fils de parents déchirés, jouissant d'une double appartenance calamiteuse, espagnol de la naissance à l'adolescence, c'est-à-dire, en fait, par les racines. Michel del Castillo est « une enfance de métèque », sur laquelle il nous a déjà fait verser bien des larmes. Français de langue, et de sang pour moitié, et de sang pour moitié, il est de ceux qui ont toujours douté de leur identité et qui, partant, ont dû gagner par un

retour aux sources et un dialogue ombreux entre deux songes un pays qui jamais ne leur fut donné. Le livre qu'il nous propose reconstruit donc pour lui et pour nous une Espagne dont le premier temps — qui se confondit avec la prime enfance de l'auteur — fut celui du mal, et force l'auteur à « un voyage au bout de (ses) peurs ». Évoquant ces « joyeux massacres » de la guerre civile, les bombardements franquistes vécus sur la terrasse de sa maison madrilène, ce pays qui, sous l'encre de Bernanos, « sent la mort et le jasmyn », Michel del Castillo interroge : « Comment, dès qu'on se met à réfléchir, n'aurait-on pas mal à l'Espagne ? » A l'instar de Juan Goytisolo, mais dans une autre tonalité, son point de départ est la Reconquête, cette mise à mort de la civilisation islamo-ibérique dont le rêve n'en finit pas de hanter tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachent au vaste tronç hispanique. ALBERT BENSOUSSAN. (Lire la suite page 12.)

l'héritage de tout le Proche-Orient ancien, joint de l'antériorité. La Méditerranée s'abordait orientale. Mais, dans son premier essai, à partir du troisième millénaire, la civilisation n'a pas franchi le barrière que Corinthe, la botte de l'Italie, la Sicile, tendent en travers de la mer. Et, vers le douzième siècle avant notre ère, tout retombe au degré zéro de l'histoire.

A partir du huitième siècle, la civilisation phénicienne relance le mouvement. Elle est la partie belle dans cette histoire méditerranéenne qui, volontairement, fait l'impasse sur la Grèce pour mieux mettre Tyr en valeur : Tyr, qui fonda Carthage et, à partir de Carthage, conquiert une Méditerranée occidentale ignorée jusque-là. Ce qui se passe, alors entre Tyr et Carthage s'est reproduit, aux temps modernes, entre Londres et New-York : une substitution de suprématie entre la métropole et sa colonie. La civilisation punique, que Rome abattit au prix de tant d'efforts, préfigure, pour Braudel, la domination arabe, qui s'étendra un millénaire plus tard. Tout se passe comme si elle lui avait préparé la voie, à travers l'Afrique du Nord et la partie de l'Espagne où elle s'installe.

L'Espagne, finalement, rejettera le joug. Car une autre lui se dégage de ce survol : les civilisations ne sont pas mor-

Vassilikos, témoin de la diaspora grecque

« Un poète est mort », qui paraît en traduction française chez Julliard. Il s'agit d'une version abrégée d'une trilogie parue à Athènes de 1974 à 1976, sous le titre global de « Glafkos Thrassakidis ». Enquêtes, recherches, commentaires et politique, cet ouvrage que présente Jacques Lacarrière dans une excellente préface dont nous publions de larges extraits est savamment architecturé. Nous y détectons, à travers l'histoire d'une errance, masquée et démasquée

à la fois, les multiples facettes de l'odyssée personnelle de Vassilikos, et principalement ses préoccupations d'homme, de militant et de poète.

Un livre-clé dont l'auteur nous a dit l'ancien dernier combien il était inspiré du « Flaubert » de Sartre. Un livre-clé, ou l'art de parler de soi à la troisième personne... * UN POÈTE EST MORT, de Vassilikos Vassilikos. Traduit du grec par Gisèle Jeanneret. Préface de Jacques Lacarrière. Julliard, 230 p.

à la fois, les multiples facettes de l'odyssée personnelle de Vassilikos, et principalement ses préoccupations d'homme, de militant et de poète. Un livre-clé dont l'auteur nous a dit l'ancien dernier combien il était inspiré du « Flaubert » de Sartre. Un livre-clé, ou l'art de parler de soi à la troisième personne... * UN POÈTE EST MORT, de Vassilikos Vassilikos. Traduit du grec par Gisèle Jeanneret. Préface de Jacques Lacarrière. Julliard, 230 p.

La préface de Jacques Lacarrière

« Un journaliste qui l'interrogeait sur la crise politique, un ministre grec répondait tout simplement : « Vous savez, la Grèce est en crise depuis trois mille ans. Alors, précisez-moi d'abord celle dont vous voulez parler ! » Boutade, mais aussi leçon d'histoire. La Grèce fut toujours un pays critique, je veux dire un pays en état de crise permanente, en perpétuelle agitation, cogitation, excitation. Depuis trois mille ans, elle a connu nombre de religions (la dernière en date étant l'orthodoxie), une dizaine (soixante) d'occupants étrangers et pratiquement tous les régimes politiques pensables, indispensables et dispensables, de la tyrannie antique à la monarchie d'après l'indépendance, de la démocratie au despotisme sans lumière, en allant de Pisistrate à Périclès et des Ptolémées à Pétakos (sans oublier Fongalos et Papandréou).

Bref, elle fut — elle est encore — un véritable laboratoire politique, une véritable chaîne de réactions et de révolutions, dont les Grecs furent les microbes et les atomes (mots grecs, ne l'oublions pas) et dont l'Occident, avec sa délectation habituelle (et notamment par l'entremise de ses voyeurs spécialisés : les hellénistes), observe froidement les essais enthousiastes ou désastreux (1). Exactement comme ceux d'un pays témoin. Conclusion : depuis la Renaissance, la Grèce est avant tout ni plus ni moins le cobaye involontaire et exemplaire de l'Occident.

« Un poète est mort », qui paraît en traduction française chez Julliard. Il s'agit d'une version abrégée d'une trilogie parue à Athènes de 1974 à 1976, sous le titre global de « Glafkos Thrassakidis ». Enquêtes, recherches, commentaires et politique, cet ouvrage que présente Jacques Lacarrière dans une excellente préface dont nous publions de larges extraits est savamment architecturé. Nous y détectons, à travers l'histoire d'une errance, masquée et démasquée

à la fois, les multiples facettes de l'odyssée personnelle de Vassilikos, et principalement ses préoccupations d'homme, de militant et de poète. Un livre-clé dont l'auteur nous a dit l'ancien dernier combien il était inspiré du « Flaubert » de Sartre. Un livre-clé, ou l'art de parler de soi à la troisième personne... * UN POÈTE EST MORT, de Vassilikos Vassilikos. Traduit du grec par Gisèle Jeanneret. Préface de Jacques Lacarrière. Julliard, 230 p.

ROGER GARAUDY
Qui dites-vous que je suis?
102 pages, 36 F
SEUIL

1 DISQUE EXCEPTIONNEL
LOUIS-FERDINAND CELINE
 ONZE TEXTES MIS EN MUSIQUE
 ET CHANTÉS PAR
CLAUDE MANN
 Pochette double de luxe
 avec portraits de L.-F. CELINE
 et textes complets reproduits

N° 14.000
 PRIX
 47,10 F

LE NOUVEAU COMMERCE

un ouvrage
 indispensable
 enfin disponible
 324 pages 46 F.

De Marnais
**Traité
 des Tropes**
 par
JEAN PAULHAN
 Traité des Figures

Postface de
 Claude Mouchard

Le Traité des Tropes était hier la Rhétorique.
 Paul Valéry l'a écrit : il illustre aujourd'hui
 la condition verbale de la littérature.

Diffusion : NOUVEAU QUARTIER LATIN - 70, Bd Saint-Michel - 75006 PARIS

**Le siècle de Jean Renoir
 savouré par Jean Renoir.**

Flammarion.

Avec "Le cœur à l'aise," Jean Renoir publie son deuxième roman. C'est l'histoire de Clément Bourdeau qui, à cent ans, le cœur à l'aise et avec délice, se rappelle sa vie, ses amours, son pays. Quand on aime la vie et Jean Renoir, on savoure ce roman de Renoir comme un film de Renoir.

Jean Renoir.
 Le cœur à l'aise, 200 pages, 38 F.

FLAMMARION

Le Monde DE L'EDUCATION

Dans le numéro de février

Un sondage exclusif de la SOFRES

LE VOTE DES ENSEIGNANTS

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? COMMENT SE SITUENT-ILS SUR L'ÉCHIQUEL POLITIQUE ? QUELLE EST LA CLIENTÈLE REELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? LES MAÎTRES DU PRIVÉ SONT-ILS PLUS CONSERVATEURS QUE CEUX DU PUBLIC ? LES ENSEIGNANTS DE GAUCHE SONT-ILS PLUS « PROGRESSISTES » SUR LE PLAN PÉDAGOGIQUE ?

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SONDAGE D'OPINION DÉCRIT LES ATTITUDES POLITIQUES DES ENSEIGNANTS DU PREMIER ET DU SECOND DEGRÉ.

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson. La formation des vétérinaires. « Décentraliser l'éducation », par Olivier GUICHARD. Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

3, rue des Italiens - 75421 PARIS - CEDEX 05.
 Le numéro : 6 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 66 F.

Les écrivains et la politique

André Reszler, dans *l'Intellectuel contre l'Europe* (PUF), avait déjà tenté d'établir la généalogie de la notion d'engagement. Il observait à ce propos que, dès 1837, Lamartine esquissait le portrait d'un poète « responsable, actif et engagé ». Il revient sur ce thème dans un numéro spécial de la revue *Cadmos* (éditée par le Centre européen de la culture et diffusée par l'Age d'homme, à Lausanne) consacré à « l'écrivain et la politique ».

« Nulle théorie, écrit Reszler, ne jette une lumière aussi vive sur les rapports entre l'écrivain moderne et la politique que celle de l'engagement. » Tel est également le point de vue de Danis de Rougemont, le premier à réinventer, dans les années 30, le notion d'engagement ; il réunit ici sous forme de brève anthologie ses réflexions sur ce sujet. Dans le même numéro, de brèves monographies traitent successivement de l'engagement de Drieu La Rochelle, d'André Gide, de Romain Rolland et de Karl Kraus, cependant que Miklos Molnar retrace les étapes de la mise au pas de la littérature dans le Russe soviétique et que Gérard de Puymège s'en prend à Lévi-Strauss et à Pierre Clastre. La conclusion revient à J. Starobinski, qui invite ses lecteurs à penser « à tous ceux qui n'ont pas eu assez de chance pour être lus et écoutés. Parler de l'engagement de l'écrivain, c'est supposer que l'on a encore droit de le parler et d'un crayon. Pour une police bien organisée, rien n'est plus facile que de supprimer ce droit ou de le réduire à un simulacre. » — R. J.

Portrait d'une défaite

A Azincourt (1415), la France a perdu le bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre (de Cent Ans). Gérard Bacquet, membre de la commission des monuments historiques du Pas-de-Calais, explique, dans un très joli volume publié à compte d'auteur, comment « lut très la grande partie de la chevalerie de la partie française », par nos premiers ennemis héréditaires, les Godons. Mélanges de chroniques d'époque — anglaises et françaises

vient de paraître

- Romans**
- THIERRY DE BEAUCOURT : *Un homme ordinaire*. — Une analyse du pouvoir à travers les souvenirs du président d'un pays imaginaire et pourtant réel. (Olivier Oubon, 235 p., 42 F.)
- VIRGIL GHEORGHIU : *Le Grand Extremisme*. — Représentent des thèmes qui ont sous leurs yeux, l'auteur de *Les Vingt-Cinq Heures* raconte la traque d'un jeune sénateur par une police politique. (Flon, 214 p., 38 F.)
- HENRIETTE JELINEK : *Années Les ruelles de la nuit*. — Au XIX^e siècle, un homme ordinaire connaît une aventure spirituelle auprès de la fille d'une servante méprisée pour laquelle il éprouve un amour sans espoir. (Julliard, 188 p., 38 F.)
- GEORGES DIRAND : *Les présidents des républiques d'aujourd'hui*. — En 1980, les deux candidats à la charge suprême sont victimes d'un attentat fomenté par une organisation internationale. Un roman à clés. (Ed. A.T.P., 8, rue Saint-Marc, Paris : 198 p., 2 F.)
- Lettres étrangères**
- VICTOR NEKRASSOV : *Cœur de front*. — Le courage des hommes sur le front russe durant la seconde guerre mondiale. Le récit d'un écrivain soviétique qui vit en France depuis 1974. Trad. du russe par François Coriellot. (Julliard, 236 p., 38 F.)
- FEDOR SOLOGOUB : *Un démon de petite envergure*. — Mort à Leningrad en 1927, Sologoub analyse les raisons les plus sombres de l'âme humaine en usant d'un « anti-chronique », professeur de province. Trad. du russe par Georges Aron. (Ed. L'Age d'homme, 368 p., 35 F.)
- DORIS LESSING : *Les Enfants de la violence*. — Doris Lessing, prix Médicis étranger 1976, avec le premier volume d'une grande fresque romanesque, décrit la prise de conscience d'une jeune femme, à la veille de la seconde guerre mondiale, en Afrique australe. (Albin Michel, 640 p., 65 F.)
- Témoignage**
- EFIM EDKIND : *Divulgué enfin*. — En exil à Paris, Efim Edkind, professeur et écrivain soviétique, raconte comment, pour avoir aidé Soljénitsyne, fut ordonnée sa mise à mort civile. (Albin Michel, 352 p., 49 F.)
- HENRI BERGEROT : *Une année à cœur ouvert*. — adaptation de Max Frisch, Günther Eich, Pavel Kobou, Henri Bergerot a subi ce qu'il surnomme : « sondage cardiaque, opération à cœur ouvert, réanimation ». Tous les péripéties d'une année de vie en suspens, jusqu'à l'illégitimité de la résection. (Fayard, 281 p., 49 F.)

la vie littéraire

— à une iconographie magnifique. Il raconte en détail cet affrontement célèbre et confus, surtout du côté français. Ce portrait d'une bataille particulière est aussi une introduction originale, exacte et savoureuse à la violence d'élans et au désordre médiéval. (Editions Bacquet, 78, rue d'Arras Aux-les-Châteaux, 62300. 123 pages, broché 60 francs, relié 78 francs, luxe, 120 francs.) — E. T.

Un inventaire des métiers du peuple de Paris

En France, nous avons eu aussi des coupures de tête. C'était des « ouvriers qui préparaient les têtes des épingles. Ils donnaient soixante-dix coups de ciseaux par minute et pouvaient couper ainsi en une heure cinquante mille quatre cents têtes », nous apprend le *Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le seizième siècle*, d'Alfred Franklin, publié en 1906, qui vient d'être réimprimé par les soins de Jeanne Laffitte, expert en livres anciens et libraire. Mort en 1917, Alfred Franklin fut administrateur de la bibliothèque Mazarine. Il avait rédigé d'une plume alerte cet ouvrage où se manifestent un érudition, un « savoir », une précision confondants. Gene de métiers, érudits, historiens, juristes, etc., se plongeront avec délices dans cette somme où l'ouvrage est figuré tant l'étude des corporations que le règlementation du travail de la taille ou celle de la statue sont privilégiées. La vie du peuple de Paris apparaît à chaque page, foisonnante, débrouillarde, et transparent aussi un goût pour la chose juridique, providence des esprits chicaniers ! (Un volume relié 11-8, 882 pages, 230 F. Editions Laffitte Reprints, 1, place Fr.-Chirac, 13002 Marseille. Tél. (91) 91-15-82. L'ouvrage est distribué par la Librairie Honoré Champion, 7, quai Malaquais, 75006 Paris. Tél. : 325-51-65.) — B. A.

Un livre d'or bien rempli

Une nouvelle collection se propose de fournir au public un panorama très complet de la science-fiction à travers ses plus grands auteurs. Elle est dirigée par Jacques Golmar

chez Press-Pocket ; ce qui est en soi une garantie puisqu'il a assumé la responsabilité de la célèbre anthologie thématique du Livre de poche. Le « Livre d'or de la science-fiction » se présente comme un gros recueil de nouvelles, enrichi d'une bibliographie très complète, d'une préface et de notes qui situent chaque écrivain dans l'histoire de la littérature. Le premier volume paru est consacré à Ursula K. Le Guin, suivront bientôt Théodore Sturgeon, Frank Herbert, Norman Spinrad et Robert Silverberg. Intéret supplémentaire : un grand nombre de textes publiés dans « le Livre d'or » sont inédits en français. — Ph. C.

Mais où sont les sables d'antan ?

Alors que la légion étrangère, dans sa nouvelle résidence corse, est à nouveau l'objet d'un intérêt dont elle se passerait bien, les éditions Lavoiselle publient une troisième édition revue et actualisée du *Livre d'or de la légion étrangère*, par Jean Brunon, Georges-R. Manue et Pierre Carles. La première datait de 1931, pour le jour anniversaire de Cameron, le 30 avril, et marquait la centenaire de sa création. La seconde, de 1958, était précédée par le maréchal Juin. La troisième tient compte des événements nouveaux survenus entre 1958 et 1976, et en particulier de la participation, de 1954 à 1962, de la légion à la guerre d'Algérie. Cette relation se borne à un exposé des faits précédant l'action de chaque unité au cours des opérations. Elle se prolonge d'un chapitre retraçant l'évolution de la légion de 1902 à 1976, son éclatement sur quatre continents en même temps que la réduction de ses effectifs : de 20 800 hommes en 1962 elle n'en compte plus que 9 000 en 1976. L'historique se complète d'une analyse du visage de la légion étrangère à travers ses drapeaux, ses emblèmes, ses codes, ses coutumes.

Un morceau de l'histoire de France, lié à son empire, à ses conquêtes et à ses défaites coloniales, à la sentimentalité d'une époque aussi, qu'Edith Piaf a chantée. Mais où sont les sables d'antan ? — P. M.

en bref

- Société**
- GEORGES DELARUE : *Croniques populaires de Norvège et de Suède*. — Établi par G. Delarue, ce tome I regroupe des chansons de folklore recueillies par A. Milien de 1877 à 1895. Ailes ornées de J.-G. Penavaire. Tables et index. (Centre alpin rhodanien 30, rue Maurice-Gignoux - 58031 Grenoble. Un volume de 537 p., illustré, édité, ordinaire : 120 F., de luxe : 240 F.)
- Essai**
- GABRIELLE ROLIN : *Chères Merveilles*. — Avec Gabrielle Rolin, « elles » mentent pour le bonheur des autres — et le leur, accessoirement. (Stock, 182 p., 38 F.)
- Histoire**
- PIERRE CHAUNU : *La Mort à Paris : XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*. — Le séculier et la mise en forme d'un séminaire de démographie et d'histoire des mentalités. Plus le christianisme de l'auteur. (Fayard, 543 p., 99 F.)
- ANDRÉ DUCASSE : *La Guerre des Cent ans*. — L'histoire événementielle et vivante de l'insurrection. (Hachette, 250 p., 36 F.)
- Spiritualité**
- HAÏKU : une anthologie de Haïku, courts poèmes japonais en trois vers et exercices spirituels. Préface par Roger Munier et préface par Yves Boucloy. (Fayard, coll. « Documents spirituels », 200 p., 35 F.)
- Poésie**
- GABRIEL AUDISIO : *De ma nature*. — Une interrogation sur les rapports d'un homme avec la nature. Le dernier recueil de Gabriel Audisio qui vient de mourir. (Rocquergie, 118 p., Montmar, Mézières-sur-Isère 67350.)
- Autobiographie**
- PETER TOWNSEND : *Le Hazard et les Jours*. — Le vie du célèbre « Group Captain », d'une idylle précieuse au bonheur caché. Traduit de l'anglais par G. Belmont et H. Chabrier. (Robert Laffont, 394 p., 68 F.)

en poche

«Le traître» d'André Gorz

À sa parution en 1958, *Le Traître* fut salué comme un événement par une intelligentsia de gauche qui commençait seulement à s'interroger sur sa propre nature et à qui cet ouvrage incalculable — essai philosophique, psychanalytique ou politique, autobiographie, roman, tout cela — le fait ? — tendait le plus intelligent des miroirs. Précédé, il faudrait dire « prétexté », d'un éblouissant avant-propos de Sartre, *Le Traître* est l'un de ces livres très rares qui ont changé des vies — je parle en témoin. A travers l'auto-analyse du plus singulier des cas, celui d'un demi-juif autrichien réfugié en Suisse après l'Anschluss et qui, devenu Français après la guerre, s'était lancé dans cette entreprise éperdue : reconnaître à soi par le seul exercice d'une intelligence radicale et totalement abstraite. André Gorz nous donne tout autre chose qu'un portrait de l'intellectuel en jeune mammifère sinistré, il propose une méthode de pensée pour ressaler et, qui sait, maîtriser enfin notre vie froissée par l'histoire.

Les temps ont changé, le problème aujourd'hui — pour tout intellectuel autre qu'historien — n'est plus de « rejoindre le P.G. », il serait plutôt, selon Gorz, de dire adieu au prolétariat sans abandonner les exigences révolutionnaires. Mais, à vingt ans de distance, la méthode veut toujours et *Le Traître* reste sans doute, en dehors de l'œuvre de Sartre, le seul apport décisif et littérairement puissant de ce qu'on a appelé durant les années 60 l'« existentialisme-marxisme ». Une réédition qui s'impose.

MICHEL CONTAT.

★ LE TRAITÉ d'André Gorz. *Le Sens*, « Points », 316 p., 16 F.

★ Parmi les rééditions : *le Plateau de Mazzagan*, roman d'André Dhôtel (Bibliothèque Merabout) ; *la Technique et le Science comme idéologie*, de Jürgen Hebermas (Méditations, Danos/Gonthier) ; *Chine, U.R.S.S. De l'alliance au conflit*, de François Fajot, édition complétée et mise à jour (Points, Le Seuil).

- « LE 4^e VOLUME DES « CARIERS CELINE » rassemble « Lettres et premiers écrits d'Afrique », quatre-vingt-deux lettres et cartes postales, deux poésies, vingt lignes de traduction et une nouvelle, réunis et présentés par Jean-Pierre Deny, permettent de retracer l'itinéraire africain de Louis Desroches de mai 1916 à avril 1917. Ces documents éclairent singulièrement la lecture de « Voyage au bout de la nuit » (1932) où de Feerie pour une autre fois » (1938). Celine se réfère aussi dans « D'un châteauneuf à l'autre » (1937) et l'épilogue africain (Cahiers Céline, vol. 4, Gallimard, 218 p., 39 F.).
- « L'ÉCRIVAIN JACQUES BELLEFROID », en association avec Anne Habausti-Tromelin, a pris la direction des Editions du Dauphinois (43-45 rue de la Tourelle, 75014 Paris). Jacques Bellefroid avait fondé (avec Michel-Claude Jalard, Dominique de Roux et Jean-Edouard Hallier) les collections « Étranger » et « Actuelles », les Editions du Dauphinois ont dirigé depuis 1968 les Editions du Dauphinois, connues principalement pour leur fond de romans romanesques populaires et pour leur édition de classiques (« Américanisme », « Argot moderne », « Insolite et fantastique », etc.). En plus de leurs collections « Destins », « Controverses », « Le paradis des jours », « Les Mémoires du nocturne », dix professeurs Bossel, directeur de l'Institut de physique de l'université de Monheim, — de littérature étrangère et « Actualités », les Editions du Dauphinois annoncent une autre collection, intitulée « Contemporains », qui publiera des auteurs confirmés ou nouveaux : Georges Sebagg, Alain Joubert, Marc Pierret, Jean-François Etnot, Jacques Bellefroid.
- « HACHETTE ET LANGENHEIMER », éditeur à Munich et à Berlin, ont créé à Munich, une société dont le but est l'édition d'ouvrages originaux ou adaptés du fonds Hachette, la promotion et la distribution de livres et de matériels d'enseignement du français en langue étrangère en Allemagne et en Autriche, édité localement ou importés de France. Les deux coprésidents sont M.M. Karl-Ernst Teichner-Langenheider et Gérard Lissand.
- « LE JURY DU PRIX LITTAIRE » a décerné son prix à Pierre Desgranges pour son livre « Le Mal du siècle » (Grasset).
- « LE PRIX DE PSYCHANALYSE MAURICE-BOUVET » a été décerné à Micheline Héroux pour ses publications « Fantômes paranoïaques » (« Topique », n° 13, Ed. KPI), « Souviens-toi de l'apocalypse » (« Topique », n° 17) et « Analyse possible ou impossible » (« Topique », n° 18).
- « LE PRIX DES INTELLECTUELS INDÉPENDANTS » a été décerné à l'abbé L.-A. Mangenot, docteur en lettres, professeur au collège Stanislas, pour son ouvrage : « Alphonse de Chateaubriant 1877-1951, dossier littéraire et politique » (Editions André Rome).

PARIS

Époque

Gabriel Marquis

Grand Prix de France

سنة ١٩٧٨

société

PARIS 1900

La Belle Epoque n'était pas jolie.

UNE longue, belle et virtuelle préface d'Hubert Juin ouvre cet album de photographies, Le Livre de Paris 1900. La Belle Epoque n'était pas jolie, nous le savions. Hubert Juin nous rappelle ce qu'elle fut vraiment: « Les pauciers sont de plus en plus pauciers. Les riches, de plus en plus riches. Les possédants s'enrichissent de plus en plus. Les autres crévent. »

Aussi bien, l'iconographie choisie et présentée par Michel Carrière et Gilles Costaz donne-t-elle une large place à cet autre Paris 1900, le plus souvent oublié: celui du peuple.

Ici et là, dans ces commentaires, ce que l'on appelait autrefois « le plus mauvais esprit », Hubert Juin, évoquant « ceux qui ont de l'argent et qui ne travaillent pas », précise: « Ils se penchent dans l'habit de carteron des militaires. » Drôle de pavane et drôle de carnaval, où certains de ceux qui avaient peut-être trop bien vécu surent mourir. Mais la façon dont on les envoia au massacre commande définitivement cette époque.

En contrepoint des textes violents, l'eau calme des photographies étouffe. Même cruelles, elles

sont paisibles. Dans le présent immobilisé de la photographie, la vie est là, simple et tranquille. Places, avenues, rues, ruelles, cours du Paris d'autrefois et de toujours. Hommes, femmes enfants, promeneurs d'une minute, où vont-ils, que pensent-ils, que disent-ils, et qui sommes-nous nous-mêmes ?

Ce bel album fait rêver. D'un long rêve heureux qui va de la légèreté du bonheur de vivre à do l'ourdes, à de sourdes angoisses.

CLAUDE MAURIAC.

* LE LIVRE DE PARIS 1900, d'Hubert Juin, iconographie réunie et commentée par Michel Carrière et Gilles Costaz. Édition Pierre Seisler, 220 F.

L'oreille de Brassai

BRASSAI est sans aucun doute un amoureux infatigable de la vie. Sa curiosité à l'égard du monde apparaît dans chacune de ses photos. Et lorsqu'il écrit, c'est pour témoigner sur les gens qu'il a rencontrés, ou qu'il a surpris au cours de ses journées, ou de ses nuits. Il a procédé « selon l'esprit de la photographie », marqué par l'« attitude humble de l'artiste devant le monde, jugé plus vaste que la pénie ». C'est ainsi qu'il a capté les paroles qui s'échangent devant le comptoir d'un café, le discours torrenciel d'un chauffeur de taxi, et le soliloque d'un désespéré,

« notifiant sa misère » dans un bistrot, « à l'heure dramatique de la fermeture ».

Dans cette littérature l'auteur présente une « matière brute ». Son intervention se limite au choix, à l'élagage et à l'éclairage des propos entendus. Intervention délicate, cependant, car l'intérêt de l'œuvre dépend de la faculté de l'écrivain à percevoir la singularité, ou même l'exotisme de la vie quotidienne. Or nul n'est plus attentif que Brassai à ces gestes, à ces paroles, qui se perdent à l'accoutumée dans le flot des jours, mais qui sont autant d'aveux plus ou moins déguisés. Il réussit admirablement, dans son dernier livre, à faire passer l'émotion de ces discours incertains, qui transpercent la banalité.

FRANÇOIS BOTT.

* PAROLES EN L'AIR, de Brassai, éd. Jean-Claude Simoes, 175 p., 24 F.

roman

L'amour et rien d'autre

Quinquagénaires, ne vous méfiez plus des fillettes.

« L'homme n'est ni décent ni indécent, il est rare », Michel Bernard le cultive, l'éleve dans le terreau de son œuvre avec les soins d'un botaniste pour une plante exotique. L'amour paré d'érôtisme est sa raison d'être et son écriture est amour du verbe. Il lit les plaisir des sens à la sensualité de son vocabulaire. Cet amoureux calligraphe, paré d'une peinture du baroque qui revêt de couleurs vénitennes les ruzais d'Aunis, et l'écoute complie de la feuve rumeur des alcôves, poursuit, à travers ce seizième livre, une chronique du bonheur éternellement recommencé, avec la ferveur de scribe Casanova. Autant dire que les bruits du siècle le troublent peu. Il accepte son époque et le faisant comme une marque de cour.

D'où son goût pour les faussaires. L'homme de son récit « fabrique de fausses images pieuses, tartes et desserts, qu'il expédie par boîtes de cent à Cognac, Saint-Savin, La Chaise-Dieu ». Les diables rôdent près des bénitiers. Voici que le regard de cet adulte de trente ans croise celui d'une fillette de cinq ans et que naît, de la fulgurance de cet échange au débotté, la certitude d'un avenir commun. Durant neuf années, il observe « la petite » grandir, se muer en une adolescente aux seins lourds et à la croupe tendue, tandis que croît un amour sans paroles. Et puis, de connivence, et l'embêtement, fuient les temps ordinaires et concluent le jardin des délices.

A dame juriste qui sifflerait qu'il s'agit d'un « enlèvement de mineure », Michel Bernard répond net en tranchant toute argutie: « L'incompréhension des autres tient ou fait qu'ils jugent détraqués des comportements qu'ils n'ont pas eux-mêmes fait. » Et d'effeuiller la petite Marie, « belle comme un dictionnaire ». Baste! famille et justiciers ne s'avisent guère en recherches; les romanciers connaissent de ces soubaines. La petite, « scandaleuse concurrente » des grandes, partage les mots d'amour et l'amour des mots de son Pygmalion, et les sagote avec des mines gourmandes. Lui l'azrobo de mots qui ne sont pas toujours légers. L'érotisme à des algèbres.

A la fin du récit, les deux amants ont quarante ans et la dernière page découvre l'apologie: le couple au diapason fusionne l'espace-temps et s'offre une mémoire unique. Fallait-il s'ébattre sur autant de feuillets pour dire si peu tant il est vrai que les gens heureux n'ont pas d'histoires ?

BERNARD ALLIOT.

* LA PETITE, de Michel Bernard, chez Régis Deterres, 100 p., 33 F.

Éditions G.-P. Maisonneuve et Larose Tél. 033 32-70

Nos collections spécialisées et nos publications recouvrent principalement les domaines suivants: Agriculture et agronomie méditerranéenne et tropicale - Bibliographie - Botanique - Economie - Ethnologie - Folklore - Géographie - Histoire - Islamologie - Linguistique - Orientalisme - Pédologie - Religions - Sociologie et psychosociologie - Zoologie et zoologie appliquée.

RÉCENTES PUBLICATIONS :

ABDELAMIR, Fêtes et chiffres du désert. — BLANCHÈRE, Introduction au Coran (nouveau tirage). — BRUNSCHWIG, Études d'islamologie (2 vol.). — BRUNSCHWIG, Classicisme et déclin culturel dans l'histoire de l'Islam (nouveau tirage). — CARRÉ, Le Sphinx, les évangélistes et les vitraux de Chartres. — Contes de Turquie, par BORATAV, présentés par A. FLAMAIN et M. NICOLAS. — CORNEVIN, Contes pototois. — COUSSEAU, Les Traditions populaires en Tunisie. — CROSNIER et FOREST, Les Cravattes profondes de l'Atlantique oriental tropical. — DELARUE et TENÈZE, Le Conte populaire français, tome 3: les Contes d'animaux. — DICTIONNAIRE ARABE-FRANÇAIS-ANGLAIS (langue classique et moderne), tome III, révisé. — ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, fasc. 73-4 et 75-6. — GRIER, Un genre littéraire arabe: Al-Mahabib wa-L-Mashhur. — GOICHON, Jérusalem, fin de la ville universelle? — GOURSAUD, La Société rurale traditionnelle en Laponie, tome 2. — HENIN, Cours de physique du sol, tome 2. — LEMIEUX, Les Vieux n'ont tant, tomes 7 à 9. — LOUSSERT et BROUSSE, l'Olivier (premier vol. d'une collection nouvelle Techniques agricoles et Productions méditerranéennes, dirigée par René COSTE). — PELLAT, Ibn Al Muqaffa « conseiller » du Calif. — PELLAT, Textes arabes relatifs à la doctylonomie. — RAVIGNAN et BARBÉDETTE, Découvrir une agriculture vivrière. — REIG, Manuel d'arabe moderne. — SCHMIDT, Vocabulaire français-arabe de l'ingénieur et de technicien, tome 2: le Pétrôle. — SEIGNOLLE, le Folklore du Languedoc (nouveau tirage). — SEIGNOLLE, En Solagne, mœurs et coutumes (nouveau tirage). — STUIDIA ISLAMICA, tomes 44 et 45. — TABARI, Chronique, éd. de luxe en 4 volumes. — TIEROU, la Nam africain ou langage des traditions. — ZOUBER, Ahmad Babo de Tambouctou, sa vie et son œuvre.

Vient de paraître :

ÉCRITS SUR LES CINQ ROUES

(Corin-no-sbo) Arts de combat par Musashi MIYAMOTO Introduction, traduction et notes par M. et M. SHIBATA

C'est le troisième volet de la spiritualité japonaise formant une excellente méthode de culture psychique utilisable non seulement par ceux qui pratiquent les ARTS MARTIAUX, mais également par tous ceux qui veulent faire de leur vie un combat et en sortir vainqueurs.

Prix 24 F

LINGUISTIQUE :

En sus des ouvrages de notre fonds propre, nous sommes à même de fournir, sur place et par correspondance, des éléments d'étude pour la plupart des langues orientales, africaines et océaniques.

Nous distribuons les ouvrages publiés par : l'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER. Haut niveau scientifique. Notre catalogue énumère les titres en vente et donne le détail des différentes collections.

CATALOGUE 1978 (112 pages) on distribution DEMANDE D'ENVOI GRATUIT NOM ADRESSE Editions G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE 15, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS

FEMMES ET CHATS

Le vrai plaisir de la lecture nous vient de plus en plus souvent de quelques livres écrits librement, pour le plaisir d'écrire, par une plume en récréation. C'est le grâce de l'improvisation qui triomphe. On entend le voix de l'auteur, comme elle est quand il se parle à lui-même. On est pris à témoin d'un monologue sans contrainte, au plus près de la vérité intime. Le dernier livre de Renée Massip, Le Chat de Briennes, est une sorte de manifeste, une profession de foi; la fibre et la grave, et charmante évocation du vif plaisir qu'il y a à vivre avec un chat, ou plusieurs chats, dans une maison qu'ils alimentent et qu'on aime. Deux portraits dominent ce petit livre très pur: la tendre Agate, si douce et « amoureuse » dont le destin sera si dur qu'on parle d'elle en disant: « Le pauvre Agate », « Petit Agaton », « Morneau de chat », et Afralo, « Prince clochard des chats », cuparbe pil-



Illustration tirée de la bibliothèque Dacht.

lard abandonné, qui vit seul, à ses risques et périls, plus chasseur encore que chassé.

Renée Massip se rapproche de « avoir pas eu protéger la « pauvre Agate », qui avait tant besoin d'appui. Son livre est né peut-être de son regret, de ses remords. Les amoureux des chats ont beaucoup de ces deuils dans le cœur.

Moins intime, plus embilieux, le vaste monument que Juliette Faabe élève à tous les chats dans le Bibliothèque illustrée du chat, ou comment les philologues, les écrivains et les artistes se sont représentés le chat depuis cinq mille ans. A travers tous les arts et toutes les lit-

lératures, une foule de documents rassemble les fantasmes, les hommes provoqués par le mystère du chat. Son étrange façon de vivre avec nous, par nous et le plus souvent loin de nous a inspiré tant de peintures et tant de fables que cette profusion ajoute encore au secret qu'il ne livre jamais. Le livre de Juliette Faabe est un magnifique répertoire de réveries autour d'un être qui appartenait tout entier à la magie.

JOSANE DURANTEAU.

* LE CHAT DE BRIENNES, par Renée Massip. Gallimard, 128 p., 29 F. * BIBLIOTHÈQUE ILLUSTRÉE DU CHAT, par Juliette Faabe. Ed. de la Courtille, 370 p., 330 F.

Gabriel Garcia Marquez Les amonoreables et de la Grande Mère. C'est entendu: Gabriel Garcia Marquez est un géant. Jacques Meunier, Les Nouvelles Littéraires.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI le nouveau livre du professeur Jean Bernard de l'Académie française l'Espérance ou le nouvel état de la médecine Le sang, le cœur, le cancer, le rêve, par un grand savant qui s'adresse au public le plus vaste Buchet/chastel

Sabatier le ravi

(Suite de la page 15.)

Au passage, l'auteur n'oublie pas sa seconde passion après celle de l'enfance — à moins qu'elle ne fasse qu'une avec la première : cette poésie française, dont il a retracé l'histoire en sept volumes, qui seront un jour dix. Hugo, Merlot, Villon, tiennent conciliabule. Régulier et Apollinaire se joignent à eux et se font écho dans l'au-delà d'un musée imaginaire de la poésie, d'un pentéon intime, chaleureux.

COMMENCÉ dans l'anchofide et la pegnolade, poursuivi dans la science-fiction à la Wells et le cortis pour enfants où défilent les illusions joyeuses à Grimm, Perrault, Swift, Kipling et Lewis Carroll, le livre se présente de bout en bout comme un éloge de toute poésie, dans l'art de vivre comme dans l'art d'écrire.

Si les lilas et les abricotiers conversent ensemble, c'est qu'une musique mystérieuse les unit effectivement et demande à être perçue. « Seuls les choses belles et les sentiments simples pourront encore seurr l'homme », est-il dit quelque

part. Sabatier ne fait pas gronder les grandes orgues du verbe, il préfère la flûte de l'observation courante, de la tradition orale. Il fait sien le proverbe africain selon lequel « un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Il recueille, en paysan.

par Bertrand Poirot-Delpech

De tous les écrivains fantastiques français — Marcel Brion, Schneider, Chérière, Ceyrol, Féreggi, Pons — il se révèle le plus confiant dans l'extrémité du quotidien. L'étrangeté commence pour lui avec la familiarité, celle des dictees naïves où l'on émerveilleait des travaux et des jours, des saisons et des champs.

L'INNOCENCE radieuse des Enfants de l'été n'en étouffe pas la malice. Le livre s'interroge plus subtilement qu'il n'y paraît sur l'essence et la définition de la poésie.

Le personnage de l'« écrivain » se montre trop modeste quand il assure que, dans ce paradis du Luberon, la nature, tant elle est belle, « devient écriture », et qu'il suffit « de le raconter ». Le santonnier approche davantage la vérité lorsqu'il lui réplique : « C'est presque plus beau quand vous le dites ! ». Tout est dans le « presque ».

Ce sont les poètes eux-mêmes qui ont le mot de la fin et le fin mot, lors de leur colloque imaginaire. « On n'en parle pas, mais la poésie est là », dit Apollinaire. Pour Malherbe, elle est dans la tête ; pour Lamartine, dans le cœur ; dans la bedaine, pour Reboul ; sur le bout du poing pour Rimbaud. « Partout où l'homme sait dominer l'immenité », profère Hugo, égal à son sens du grandiose.

Et pour Sabatier ? Dans une omelette de quinze œufs avec herbes de la garrigue, arrosée d'un châteauneuf, je ne vous dis que ça...

* LES ENFANTS DE L'ÉTÉ, de Robert Sabatier. Albin Michel, 221 pages, 29 F.

FERNAND NATHAN

DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES

par Cl. AZIZA, Cl. OLIVIERI, R. SCTRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 œuvres recensées

208 pages 45 F

en vente chez votre libraire

ANNE PHILIPPE



Un été près de la mer

"Avec Un été près de la mer, Anne Philippe nous donne cette année le plus mûr, le plus beau de ses livres, le plus chargé de poésie profonde, le plus dépourvu aussi, peut-être, simple comme son titre fait de petits mots quotidiens."

Joséph Duranteau - Le Monde

GALLIMARD

SEGHERS

un grand événement poétique :

"Le Temps des Merveilles"

de **PIERRE SEGHERS** (œuvres poétiques 1938-1978)

L'œuvre, enfin rassemblée, d'un grand poète méconnu pour avoir bien servi la poésie au détriment de son œuvre.

polémique

Jean-Marie Benoist dans l'arène

Les bonnes têtes de Turcs ne suffisent pas.

NORMALIEN, agrégé de philosophie, ancien conseiller culturel auprès de l'ambassade de France à Londres, compagnon de route des nouveaux philosophes, auteur de quelques ouvrages favorablement accueillis contre Marx et pour l'Europe, M. Jean-Marie Benoist affrontera, en mars prochain, M. Georges Marchais dans la première circonscription du Val-de-Marne, où il se présente avec l'investiture du parti républicain.

Un candidat sans espérances ne prend jamais trop de précautions. Avant de brader les couleurs giscardiennes parmi les « infaibles » de la grande banlieue rouge, celui-ci écrase d'ouc d'abord le programme commun sous un réquisitoire en cent seize pages, mince d'épaisseur, mais lourd d'ambitions. Un singulier programme. Puis, d'une plume qu'il qualifie non sans exactitude de « nouveaux primaires », « ces légions d'hommes tous parents et pareillement médiocres... en train de croquer et de multiplier d'été en Ouest, depuis Moscou, jusqu'à Washington. Indifférem-

ment produits par le matérialisme dialectique et le mercantilisme bourgeois, ils engendrent à leur tour un « univers de ressemblance sans relief et d'uniformité sans faille », où les élites se dissolvent « dans l'anonymat plombé d'une masse serrée ».

Avec pareilles et si vulnérables têtes de Turcs, il ne restait plus qu'à cogner, pourfendre, rompre sans relâche et à tour de bras, puisque l'auteur a choisi le genre polémique. En précautionneur et bon élève de la rue d'Ulm, il préfère mêler une cohorte de noms célèbres à sa double charge, invoque tour à tour Hobbes, Bentham, Marcuse, sainte Thérèse, Freud, Bernanos, Platon, Dostolevski et quelques autres, sans oublier naturellement Heidegger, Heidegger et le cher Héraclite.

Des citations inexactes

Pourquoi s'arrêter là et ne pas citer aussi davantage la Bagdad Gité, saint Jean Chrysostome Zoroastre ou Andronio de Rhodes, si connus au Kremlin-Bicêtre ?

Après de brefs et bons débuts, les deux livres s'efflochent, ce pendant l'un et l'autre en digressions et la démonstration manque d'étincelles.

Avec les Nouveaux Primaires, l'auteur tenait un excellent sujet. L'émergence de technocrates grisâtres, obtusés, insensibles, lui offrait l'occasion d'esquisser une fresque sociale, des anticipations prémonitoires, une analyse rigoureuse, et voilà qu'il gâche cette belle tâche par de longs discours sur d'autres questions, un commentaire interminable des Possédés et l'apparente conviction qu'il apporte à quelques choses de neuf. Or, voici quarante ans, des prospectus de la III^e Internationale réfugiés à Moscou déconvenaient dans l'angoisse comment la liberté illimitée des prophètes révolutionnaires aboutissait sous leurs yeux au despotisme illimité de Joseph Staline. Leur horreur laissa quelques traces dans la littérature socialiste. Sa puissance passa plus tard comme un trait de feu dans l'Homme révolté, d'Albert Camus, œuvre majeure, qu'il est grand temps de remettre à sa juste place.

Nul ne reproche à Jean-Marie Benoist ni à quelques jeunes gens de son âge d'arriver après la bataille, ni de faire comme si aucune voix n'avait dénoncé l'imposture totalitaire avant eux et Soljenitsyne. Mais il y a trop de citations inexactes et de références fausses. Passe encore attribuer à Marat la phrase célèbre

« pas de liberté pour les ennemis de la liberté », universellement reconnue à Saint-Just. Un ancien conseiller culturel ne devrait pas classer parmi les œuvres d'Erckmann-Chatriaux la Derrière Classe, d'Alphonse Daudet. Contrairement à ce qu'il imagine, Staline n'est pas mort en 1952, mais l'année suivante, et le jeune gouvernement révolutionnaire ne guillotina personne pendant les massacres de septembre 1932. Enfin, von Ribbentrop n'était pas maréchal, mais ministre des affaires étrangères du III^e Reich, et vendait du champagne jusqu'à ce qu'il s'occupe de politique, pour notre malheur et le sien.

Vite écrits, trop évidemment improvisés, ces deux ouvrages ne serviront guère Jean-Marie Benoist. Sa Poésie pour une Europe défunte promettrait beaucoup mieux. La violence littéraire se prépare de loin. Avec beaucoup de soin, de patience, elle s'ajuste comme une belle d'or placée entre les deux yeux.

GILBERT COMTE

* UN SINGULIER PROGRAMME, par Jean-Marie Benoist. PUF, 128 p., 24 F.

* LES NOUVEAUX PRIMAIRES, par Jean-Marie Benoist. Ed. Librairie Gallier-Albin Michel, 240 p., 29 F.

poésie

L'IMAGERIE DE JOYCE MANSOUR

De merveilleux « égarements ».

UNE bonne dizaine d'ouvrages ont été définitivement publiés par Joyce Mansour dans la lignée surréaliste. L'amour, la liberté, le rêve, la poésie : depuis Cris, en 1953, elle se tient au carrefour de ces quatre chemins qui n'ont point qu'un, en ce lieu précis où André Breton a convoqué, durent près d'un demi-siècle, celles et ceux qui ne pouvaient donner à leur présence ici bas d'autre objectif que de changer la vie, de transformer le monde, d'octroyer au merveilleux — à n'importe quel merveilleux — toutes ses chances, d'en finir avec l'infinit sergent de la femme, de faire en sorte que la vie ait enfin cette rumeur d'airgrette aux tempes.

Déshabitués, les Géants satisfaits, Resposse, Le Carré blanc, Histoires nocturnes, etc. autant de recueils qui ont, au fil du temps, imposé cette « femme nocturne aux plaisirs inconnus d'elle-même ».

On a tant évoqué à son propos l'imagerie érotico-macabre et cauchemardesque qu'on hésiterait à marquer une fois de plus sur ce sentier-là si l'on trouvait quelque formule plus authentique. Mais il faut rendre les armes. Grâce à Joyce Mansour — sorte d'Égyptienne en noir —

Eros chevauche imperturbablement Thanatos.

Je cultive le pavot bistre
J'ai fait de la chair
Le lymphé et la fissure
Les Tonnes ne moutonnent que
dans la harpe...

Tel poème, « Litane pour un rêve prolongé », ouvre brutalement les portes du morbide :
Les rues d'El Kontoro sont
Inconnaissables au crépuscule
Les peuples de la mort ont trente-
neuf doigts d'ordure...

Mais l'ultime vers annonce l'obscur fête : L'hiver est prince d'olive.

Joyce Mansour est naturellement surréaliste. Elle parle d'or, d'ombre avec une admirable aisance. Elle parle pythique comme elle respire. La mémoire et le fantasme, la réalité et la surréalité la plus saugrenue s'épousent ici très harmonieusement.

Le peintre Jorge Camacho, avec six dessins arrachés aux bûchers du désir et de la terreur, l'a accompagnée, en seigneur, tout au long de ces merveilleux « égarements » où l'humour fait la rique à la raison jugulaire, où le verbe culturé ne bannit pas l'aveu no. bouleversant.

ANDRÉ LAUDE

* FAIRE SIGNE AU MACHINISTE, par Joyce Mansour. Six dessins de Jorge Camacho. Editions du Soleil noir, 160 p., 35 F.

Et si Malraux n'avait pas existé...

LA démythification est à la mode. Une collection de Régine Deforges nous y invite. Elle a commencé par M. Jacques Chirac et M. Georges Marchais ; Pol Vandromme a rentré ses griffes pour parler — gentiment, ma foi ! — de François Sagan. Un groupe de confrères — un « collectif » — qui signe Jacques Bonhomme, exerce les siennes sur un cadavre tout chaud : celui de Malraux.

Un écrivain, l'auteur de la Condition humaine ? Vous n'y êtes pas ! Mais alors pas du tout ! C'est un dandy — « cape noire doublée de blanc, cannes extravagantes, rose éternelle à la boutonnière » — qui n'a vu des écrivains que lorsqu'il a pu « habiller selon ses goûts ». Un « commerçant », un « homme d'affaires », qui l'est resté toute sa vie. Un « riche amateur », qui déteste la bagarre, s'en approche juste assez pour ne pas « mouiller ses escarpins ». L'éditeur de textes érotiques. En art, un aveugle, passé à côté des « grands » de sa génération, préférant Maurras aux surréalistes et Galanis à Marx Ernst.

En Indochine, cet esthète « bénéfique » d'une condamnation (pour vol de statues) qui fait de lui, à sa propre surprise, un « grand écrivain, grand écrivain, homme de gauche et révolutionnaire ». Il n'aura plus qu'à continuer dans cette voie, à « violer le Chino en sleeping » pour écrire la Condition humaine. Faux homme de gauche, en fait homme d'ordre et véritable arriviste, il ne cessera plus de prendre les trains en marche. Et le réquisitoire continue sur ce ton, pendant cent pages...

Certes, pour édifier sa légende, Malraux n'a pas montré grand scrupule. Mais on peut être fabulateur et grand écrivain, de même qu'on peut être, comme Dali, un mythomane et un grand peintre. Une chose est vraie, dans le réquisitoire de Jacques Bonhomme : Malraux n'est pas notre Shakespeare. Ses dernières œuvres sont décevantes et — parfois — piloyables. (Mais Les Chânes qu'on abat, est-ce que cela n'a vraiment aucun intérêt ?)

N'aurait-il écrit que l'Espoir, cent pages de la Condition humaine, un ou deux dialogues des Noyers de l'Altburg... et la préface au Temps du mépris, Malraux vaudrait bien, les romanciers qui font les choux gras de M. Jacques Bonhomme, d'André Salmon et Mme Simone de Beauvoir. Et puis, tout de même, il a mis sa vie en jeu. Tous les intellectuels n'en font pas autant.

PIERRE DE BOISDEFRE

* ANDRÉ MALRAUX, par Jacques Bonhomme, 128 pages, coll. « Nos grands hommes », Régine Deforges, 18 F.

le numéro 2 de la mensuelle

des femmes en mouvements ♀

est paru.

en vente dans tous les kiosques et les libraires 6F

male

ort

syn

de

hic

art

Un bon dictionnaire qui ne t'ait fait la force de la française. Il lui doit richesse. Sa parution nements de la vie littéraire.

Mais il restait noms propres pour Grand Robert de la et son équipe ont un ce nouveau dictionnaire. La méthode de le Grand Robert.

Aujourd'hui, un vrai grand dictionnaire présentés ensemble.

La langue : 7 volumes En 6.000 pages un bilan complet de la et contemporaine. Chacres nombreuses citations empruntées aux lettres française, depuis Butor ou Le Clézio.

Dictionnaire

سكزنا الاصل

Le grand Robert analogique en 11 volumes.

Noms communs: orthographe, syntaxe, synonymes, contraires, définitions, citations.

Noms propres: histoire, géographie, arts, lettres, sciences.



Un bon dictionnaire de langue est un dictionnaire qui ne traite que de langue. Ce postulat fait la force du Grand Robert de la langue française. Il lui doit sa précision, sa rigueur, sa richesse. Sa parution fut d'ailleurs un des événements de la vie littéraire des dernières années. Mais il restait à traiter la question des noms propres pour compléter les 7 volumes du Grand Robert de la langue française. Paul Robert et son équipe ont travaillé plusieurs années sur ce nouveau dictionnaire, en y apportant l'expérience, la méthode et l'intelligence acquises avec le Grand Robert.

Aujourd'hui, pour la première fois, un vrai grand dictionnaire de langue française et un vrai grand dictionnaire de noms propres sont présentés ensemble. Découvrez-les.

La langue : 7 volumes
En 6.000 pages, le Grand Robert dresse un bilan complet de la langue française classique et contemporaine. Chaque mot est illustré de très nombreuses citations (200.000 en tout) empruntées aux meilleurs auteurs de la littérature française, depuis Villon jusqu'à Queneau, Butor ou Le Clézio...

Le Robert en 7 volumes est le seul dictionnaire à la analogique et mot est présenté avec la liste complète de ses synonymes et de ses contraires (exemple: à "doux", vous trouvez 130 synonymes et 50 contraires). La méthode analogique permet d'enrichir constamment son vocabulaire en retrouvant des mots oubliés et en découvrant des mots inconnus.

Le savoir : 4 volumes
3.200 pages, 40.000 noms propres, des illustrations en couleurs presque à chaque page: le Grand Robert des noms propres est un extraordinaire trésor d'informations sur l'histoire, la géographie, les arts, les lettres et les sciences. Non seulement il répond complètement à toutes les questions, mais sa richesse et sa beauté invitent constamment à le questionner et à lui demander plus.

Le Grand Robert des noms propres est un dictionnaire d'aujourd'hui. Tout ce qui compte dans la vie culturelle quotidienne y a sa place: aussi bien Astérix que Mai 1968, Jacques

Chirac que Charlie Hebdo... En plus, le Grand Robert des noms propres bénéficie aussi de la méthode analogique: chaque nom propre renvoie aux événements, aux lieux ou aux hommes qui lui sont associés.

Le Grand Robert de la langue française et des noms propres en 11 volumes permet une véritable maîtrise du langage et de la culture d'aujourd'hui.

Pour découvrir tous les avantages que vous rendra le Grand Robert analogique de la langue française et des noms propres en 11 volumes, recevez chez vous, sans aucun engagement, notre documentation détaillée.

LE ROBERT

Dictionnaire analogique de la langue française et des noms propres.

GRATUIT
BON DE DOCUMENTATION
Envoyez-moi gratuitement et sans aucun engagement de ma part une documentation complète sur le Robert en 11 volumes.
M., Mme, Mlle _____
Adresse _____
A retourner sans affranchir à S.N.L. Le Robert
107, avenue Parmentier - 75011 Paris.

Arthur Zvevitzky / S.N.L.

philosophie

Vladimir Jankélévitch professeur de dénuement

• Cette déchirure au principe de notre vie.

DEPUIS quelques mois déjà nous nous sommes aperçus que nous avions trop longtemps vécu sous l'empire de systèmes qui fondent une éthique de la violence et du mépris. Alors peut-être pourrions-nous prêter l'oreille à un homme qui enseigne que la valeur est dans l'événement, parce qu'il n'arrive qu'une fois, et qui pose le singulier comme vérité universelle. L'occasion est à saisir, puisque le voilà interrogé par une interlocutrice inspirée, capable de jouer à quatre mains avec le virtuose.

Si Jankélévitch rappelle que notre vie est nécessairement morale, aussi bien qu'elle est temporelle, que l'action est toujours sous-tendue par des jugements de valeur et qu'il n'y aurait pas de sens à lutter contre l'oppression si on ne commençait par la condamner, il ne faut pas attendre de lui une nouvelle Critique de la raison pratique, car l'exigence morale se dégrade dans le système — Kant en vient à soutenir qu'on doit la vérité même à un assassin.

Il n'y a pas de technique de l'existence, pas plus que de l'amoral, comme la philosophie, ne peut à proprement parler faire

des progrès : ici pas de normes qu'on puisse dépasser, de records qu'on puisse améliorer. Au contraire, la volonté crispée de sincérité risque de faire de moi un comédien, comme le soulève l'éditeur me renvoie à moi-même au moment où je veux me tourner vers l'autre. Elle est bien fragile la moralité, et elle est indéfinissable : disons dès maintenant le mot qui résume la philosophie de ce professeur de dénuement, elle est un « presque rien ». Il faut mettre l'accent sur presque, et admettre que « c'est sur une étincelle que nous devons fonder l'éthique ».

Des éclairs de sens

Notre vie est elle-même une étincelle, un éclair dans le désert noir de l'éternité. Cette « apparition disparissante » révèle la nuit qui nous enveloppe. La pensée de Jankélévitch s'accroche à cela qui n'est pas objet et qui donc n'est pas fait pour être pensé : ni l'objet ni le sujet, mais la confusion d'où ils émergent, la relation absolue qui les englobe dans son élan. Cette nuit de l'être est sillonnée d'éclairs de sens.

On comprendra donc que Jankélévitch parle de « déceus » des valeurs. La déchirure est au principe de notre vie, cette maille qui file. Ainsi nous engage-t-il à porter la « tunique déchirée de la contradiction », ou encore les « détroits de l'humour », qui, contrairement à l'ironie, ne tient pas en réserve une vérité qu'il voudrait substituer à l'ancienne comme on remplace un pouvoir par un autre. Ainsi l'amour, disait Socrate, s'en va mendiant sur les chemins, en quête de ce qu'il possède pour ainsi dire négativement. Ce vagabond, on peut lui imputer la démarche de Charlie Chaplin.

« Heureux sans cause »

Cela ne veut pas dire qu'il faille considérer tout déchirement comme inductible, nier que certaines contradictions dououreuses « reposent » sur des contingences, qu'on puisse en somme s'endormir sur l'oreiller du désespoir. Mais l'amour-philosophe « ne croit guère aux accolades que se donnent des contradictions durablement réconciliées dans la philadélie universelle et l'attentissement général ». Il faut « laisser vivre les contradictions », parce que notre vie elle-même en est une — une contradiction incarnée, une contradiction à deux pattes.

L'irréversibilité du temps fait qu'on ne peut progresser qu'en déclinant, et qu'en s'enrichissant on s'appauvrit. Cette structure irrémédiable de la réalité est aussi ce qui donne parfois à notre existence une allure de rêve éveillé. Ce qui ne se répète pas, comment le vérifier ? Jankélévitch redescendant d'une commémoration au Mont-Valérien se demande : n'était-ce pas un cauchemar ? Tout cela est maintenant comme s'il n'avait pas été. L'avoir-été, ce fait infini-



* Dessin de Bernard Clavel.

nitésimal mais invincible, rejoint le presque qui est le défi que l'homme lance au néant. C'est pourquoi la mémoire est aussi responsabilité, et témoin est l'honneur d'un être qui ne vit pas dans l'aveuglement du présent.

L'art ouvre à un passé qui n'est pas le nôtre, évoque la patrie introuvable que nous n'avons jamais perdue — la Pologne de Chopin, l'Espagne d'Albeniz ne figurent pas sur la carte. Le musicien participe au charme du temps, le récupère à son profit, fait corps avec lui. Et le philosophe trouve la forme moderne de cette humaine sagesse dont les Anciens savaient qu'elle ne peut être que manière de s'accorder au destin : il désire l'irréversibilité, cette loi inexorable qui nous voue à la décadence, à la mort, à la disparition inconcevable. Jankélévitch atteint ce point ultime de la méditation existentielle : même la mort devient une chance, comme le démontre la fiction d'un être immortel (ce thème d'un roman de Simone de Beauvoir est aussi celui du musicien Janacek) auquel notre imagination est contrainte de prêter une lassitude infinie.

La musique fait miroiter devant nous un univers merveilleux, elle nous enveloppe, nous emporte, et puis avec le dernier accord, nous voilà renvoyés à notre condition misérable : tout cela, ce n'était donc rien. Et Jankélévitch de reprendre : presque rien. Les plus belles pages sont sans doute celles où il parle de la fête intime du piano, de la « demi-heure enchantée » qui le plonge pour la journée dans une ivresse légère qu'il doit à la mélancolie même de la musique : ce « tragique sans cause » le rend « heureux sans cause », heureux d'un désir qui foule de ce pas s'assouvir, le bonheur d'être malheureux, comme l'humour est riche de sa misère.

Il n'a pas fondé de système, il n'a pas découvert un principe de solution universelle garantissant le bonheur à l'humanité à condition de le respecter strictement, mais il aura su dire ce qui nous attache à ce monde presque sans importance, où il nous est donné de séjourner quelque temps.

FRANÇOIS GEORGES.

* QUELQUE PART DANS L'INACHEVÉ, par V. Jankélévitch et Béatrice Biezewitz. Gallimard, 272 p., 49 F.

essais

L'éros selon Schérer et Hocquenghem

• Une apologie de l'errance.

EN un temps où les « spécialistes » de l'adolescence — éducateurs, psychologues, sexologues, tous porteurs de l'estampille officielle — multiplient les traités où les enfants sont censés apprendre la civilité puérile (1), il est salutaire que René Schérer publie Une érotique puérile, qui en est le subversif contrepoint.

Sous le prétexte de « protéger » l'enfant, la société adulte trace autour de lui un véritable cordon sanitaire. « Non seulement les enfants ont des droits, écrit Schérer, mais ils étouffent sous eux ». Et, les enfants étaient acablés d'interdits ; aujourd'hui, ils le sont par une législation à prétentions pédagogiques, dont le plus clair effet est de les empêcher de disposer d'eux-mêmes, de circuler librement, de se lier d'amitié avec des adultes autres que ceux désignés par l'institution.

Analysant le dossier d'instruction d'un procès de meurtres qui s'est déroulé en Lozère sous le règne de Napoléon III, René Schérer écriait admirablement cette mise en place, au siècle dernier, d'un système pénal qui, entre les mineurs et les majeurs, dressait une barrière infranchissable. Jadis, on expliquait à l'enfant que la masturbation rendait fou ; à présent, on lui apprend à se mêler des vilains messieurs, et à les dénoncer à la police.

Le thème central d'Une érotique puérile est la résistance au pouvoir adulte. Non seulement le pouvoir qui s'exerce clairement, et cyniquement, mais aussi celui, plus subtil, des réformateurs qui militent pour la « libération » des enfants, et créent à l'intention de ceux-ci « des réserves de sécurité, des points d'ancrage, des refuges ». Schérer n'est pas dupe de la coloration libertaire et gauchiste de ces « lieux » où l'enfant est assigné à résidence : il y flaire une ségrégation qui, pour

(1) La Civilité puérile est le titre d'un livre d'Erasmus, que viennent de rééditer les Editions Ramsay.

être plus sophistiquée que celle de la famille et de l'école traditionnelles, n'en est pas moins dangereuse.

La Dérive homosexuelle est un itinéraire. Guy Hocquenghem y parle de soi, de ses amours, de ses dégoûts, et c'est ce qui rend son livre si attachant. Non un discours conceptuel sur l'homosexualité, mais le cri d'un écorché vif.

Lycéen, puis étudiant, Hocquenghem souffrait de mener une existence double : « D'un côté la vie militante, la révolution. De l'autre la vie affective, l'homosexualité ». Plus tard, il n'aura plus à camoufler la nature de ses amours, et connaîtra le bonheur de concilier sa vie privée avec sa vie publique. Il deviendra même dans les cercles gauchistes l'écrivain homosexuel de service, le porte-étendard de la cause.

Cette période euphorique sera de courte durée. Très vite, le tempérament rebelle d'Hocquenghem s'irrite de l'embourgeoisement de la revendication homosexuelle, et le son souci de respectabilité. Les pages les plus fortes de la Dérive sont celles où Hocquenghem exalte les bas-fonds, rappelle le lien existant entre homosexualité et délin-

quance, félicite Pasolini d'être mort en aventurier, envie la clandestinité, qui continue d'être le lot des amateurs des moins de seize ans, ces carbonari de l'amour.

Affreux Jojo exemplaire, Hocquenghem s'emploie, malicieusement, à faire grincer les dents des idéalistes de tous bords, et c'est avec une alicécité digne du Monttherlant des Jeunes filles qu'il se présente comme une « machine à jouer », se moque de l'amour et raille ceux/elles qui sont à la recherche de l'âme sœur : « La ga-gna à l'eau de rose des sentiments me soulève le cœur ».

Hocquenghem rejoint Schérer dans son refus de la pédérastie platonisante ; il le rejoint aussi dans son refus d'un univers aseptisé où le juridique codifierait nos actes et réglerait nos comportements. L'un et l'autre, ils exigent pour l'adulte, comme pour l'enfant le droit à l'errance, à l'aventure, à la passion.

GABRIEL MATZNEFF.

* UNE ÉROTIQUE PUÉRILE, René Schérer, Editions Galilée, 188 pages, 44 F.

* LA DÉRIVE HOMOSEXUELLE, Editions Jean - Pierre Delarge, 144 pages, 39 F.

religion

« LES MÉMOIRES DE JÉSUS » selon Jean-Claude Barreau

Il fallait y penser, il fallait surmonter l'osier, publier un journal de Jésus. A l'heure où tant d'écrivains racontent leur vie, comme si celle-ci était leur plus cher trésor — elle l'est, — Jean-Claude Barreau dit, lui aussi, « Je », mais ce « Je » est Jésus lui-même.

De ce procédé singulier, que d'aucuns diront mégalo-mane ou sacrilège, il faut reconnaître que l'auteur n'a, malgré les apparences, abusé. Les amateurs de détails intimes en seront pour leurs frais. Pour l'essentiel, ce livre est fait des récits et des paroles évangéliques avec des simplifications ou des ajouts dont il faut bien prendre son parti.

Jean-Claude Barreau a soigneusement étudié l'environnement géographique et culturel de son personnage. Il e de belles formules poétiques qui coulent de source. Pour l'essentiel, personne ne devrait être choqué par ce « roman », encore qu'on ne voie pas très bien ce que l'auteur gagne à faire parler par moments Jésus d'une manière par trop familière : « Cela m'embête » ; « Elle faisait l'idole » (la Samaritaine) ; « Si vous êtes trop bons vous deviendrez peureux » ; « C'est une grande guile » (Thomas), etc.

Toutefois, Jean-Claude Barreau s'est arrêté en chemin. Sur l'itinéraire psychologique de Jésus, sur la prise de conscience de son identité et de sa mission,

sur la perspective de sa mort ou sur l'avenir de ses disciples et de son Eglise, il n'y a presque rien : c'est pourtant là qu'on aurait aimé l'entendre.

C'était fatal : le Jésus de Barreau, comme celui de Burgees, se marie, il parle de sa femme avec chaleur, empruntant au Cantique des cantiques ses plus belles strophes. Mais Sarah est bientôt emportée par le peste, et Jésus fait le vœu de rester chaste. Ses amitiés masculines n'en seront que plus de force ; de Jean-Baptiste il dit curieusement : « Son amitié n'était plus merveilleuse que ne le fut l'amour des lammes (1) ».

Faire découvrir un personnage fascinant, l'arracher au faux respect qui le mobilise, constitue l'intention avouée de l'auteur. A chacun de décider si ce pari audacieux a été tenu. Il faudrait en tout cas être de mauvaise foi pour dénigrer à Barreau une admiration sans borne pour Celui auquel il voue sa vie en devenant prêtre en 1960.

HENRI PESQUET.

* LES MÉMOIRES DE JÉSUS, de Jean-Claude Barreau, J.-C. Lattès, 230 pages, 35 F.

(1) J.-C. Barreau reprend ici sans guillemets une citation biblique (livre de Daniel II, 12, 21). Dans une complainte sur Sali et Jonathan, le roi David exprime ainsi ses sentiments à l'égard de Jonathan qui vient de mourir au combat.

Jean Guilton devant l'Evangile

• Un livre poétique et pudique, nourri de mysticisme.

JEAN GUITTON est un charmeur. En prenant de l'âge, ce philosophe du phénomène chrétien affine sa palette. S'il se répète, comme le font tous les anciens, le lecteur n'y perd rien. Au contraire. La pédagogie est l'art de redire les mêmes choses sous des éclairages différents. Rédéfinir, c'est reprendre sans se lasser des thèmes identiques. Celui qui médite atteint des terres vierges par l'approfondissement.

Pour l'humaniste comme pour le croyant, l'Evangile est l'un des plus beaux champs d'investigation. Jean Guilton est indissociablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et dégage des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'expérience d'une vie déjà longue, l'académicien emprunte d'étranges raccourcis qui ne déroutent que ceux qui

sont allergiques aux synthèses et à l'audace des artistes qui goûtent l'envers des choses.

Un seul exemple, caractéristique. Avant de se pencher sur l'affirmation de Jésus : « Je suis le pain de la vie », et de méditer sur le sens de l'eucharistie, Guilton remarque que Jésus a passé son temps à s'assimiler à ce qu'il rencontrait sur son chemin : « Je suis la vigne » ; « Je suis le pasteur » ; « Je suis la porte » ; « Je suis la lumière » ; « Je suis la route » ; « Je suis la vie » ; etc.

« De combien de choses, commente Guilton, peut-il être dit qu'il les est ? On pourrait plus aisément dresser la liste des choses dont il ne peut pas être dit qu'il les est. Dans un certain sens, il est figurativement chaque chose créée ».

Un livre subtil et enrichissant imprégné de l'évangile johannique. Un livre poétique et pudique, nourri de mysticisme, mais écrit sur un ton mineur — qui précède par touches. Comme un poète.

H. F.

* L'EVANGILE DANS SA VIE, de Jean Guilton, Edit. Desclée de Brouwer, 156 pages, 35 F.

Saviez-vous que le fabuleux pari lancé il y a un siècle par Phileas Fogg n'avait jamais été réalisé ? En 1977, Claude Mossé a relevé le défi et a été le premier à réussir l'exploit dans les conditions prévues par Jules Verne.

Le nouveau tour du monde en 80 jours

un livre de CLAUDE MOSSÉ

PARIS HELSINKI en DC-9-51 VOL QUOTIDIEN départ Orly-ouest 12 h 50 de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU toute agence de voyages et FINNAIR 11, rue Anber 75009 Paris réservations 742.33.33 la ligne de l'hospitalité finlandaise

autres étrangères... C'est une œuvre... Directeur des livres... Tous les genres... L'Iconographie... Présentation... Une critique... H. F.

Handwritten text at the bottom of the page.

lettres étrangères

(Suite de la page 15.)

Mais diable, direz-vous, qu'est-ce que tout ceci vient faire avec ce livre? Quel lien avec Vassilis Vassilikos, dont le nom s'élève modestement Roy Royal? Quel rapport avec l'auteur de Z, des Photographies, du Pust-Harpon, de L'Unité II et de la Belle du Empereur?

Quel rapport? Un rapport vital, total, un rapport substantiel, essentiel et existentiel, génétique, générique et phylogénétique. Depuis qu'il écrit — et même depuis qu'il n'écrit pas, c'est-à-dire depuis sa dure et tendre enfance — Vassilikos est le creuset de ces deux Grecs, l'endogène et l'exogène, l'anticothone et l'exil, le comptable de son temps et le conteur de son époque, et toute son œuvre est politiquement, lyriquement, mystiquement la chronique de ce double et éternel voyage: être né ici et être inégalement, être l'humus d'un sol précis et l'homo d'une terre imprécise.

Son œuvre est très exactement le catalogue de ses racines et le manuel de ses exils, et cette œuvre culmine en ce livre, diatribe, c'est-à-dire testament de ce qu'il légue à son présent et au futur: la richesse d'un humus et d'une errance fébrilement creusée, implacablement recommandée.

Donc, et pour introduire au triple sens de ce livre, de quel nom parle-t-il au juste? On plût de qui? D'un certain Glafkos Thrasakias, pseudonyme imaginé d'un personnage imaginaire — Lazaros Lazaridis — lui-même pseudo-pseudonyme d'un écrivain réel du nom de Vassilis Vassilikos. En cette œuvre, nous touchons cette zone sensible de la langue grecque où patronyme et substantif, non propre et non commun équivalent ou se superposent. Cœur qui commença de battre il y a trente siècles quand un certain Odyssée (Ulysse) décrit son Odyssée, son Ulysse, faudrait-il dire. Depuis bientôt trente ans, Vassilikos n'écrit rien moins, é travers une trentaine d'ouvrages dont les titres ne diffèrent que pour mieux nous tromper, n'écrit rien moins que sa Vassilikée, son incessant et difficile retour dans son Ithaque à lui, qui est l'île de Thassos. (...) L'exil politique est devenu une lecture, o'importe quel Grec sait que tôt ou tard il sera appelé

à partir. C'est en ce sens que Glafkos Thrasakias est à la Grèce d'aujourd'hui ce que d'autres errants furent à celle d'autrefois: une banale — et donc exemplaire — incarnation du destin grec, un être déchiré en qui se lit, s'écrit le millénaire dialogue entre la terre natale et celles lointaines qui vous font naître une seconde fois. Il choisit de partir, mais choisit-il vraiment? Le vagabond, l'ambulant, choisit-il les chemins?

Une force encluse dans les siècles

Depuis 1949, fin de la guerre civile en Grèce, des milliers de Grecs ont quitté leur pays pour les pays de l'Est ou pour l'Europe. Leurs enfants y ont grandi au point d'oublier quelquefois jusqu'à leur langue maternelle. Là encore, dans les nouvelles écrites au cours de sept années de dictature, et alors qu'il était lui-même un Grec errant d'Italie en Allemagne et d'Allemagne en France, Vassilikos est fait le témoin, le chroniqueur de cette nouvelle diaspora.

Mais il est une autre forme d'exil qui est le sujet même de ce livre. Une forme moins connue parce qu'une apparence moins dramatique et plus secrète, et que je nommerai l'exil involontaire. Devoir quitter sa terre natale — la Grèce — non parce qu'elle vous y contraignait, parce qu'on y craint la prison ou la déportation, mais parce qu'il est vital de trouver sur la terre une autre subsistance et substance de vie et parce que le vent, soudainement, impérieusement, une force encluse dans les siècles. C'est aussi cet appel que répond Glafkos Thrasakias quand il décide de partir pour l'Amérique et pour l'Europe.

De nos jours encore, qu'il soit marin, artisan, ouvrier ou intellectuel, o'importe quel Grec sait que tôt ou tard il sera appelé

LA PRÉFACE DE JACQUES LACARRIÈRE

à partir. C'est en ce sens que Glafkos Thrasakias est à la Grèce d'aujourd'hui ce que d'autres errants furent à celle d'autrefois: une banale — et donc exemplaire — incarnation du destin grec, un être déchiré en qui se lit, s'écrit le millénaire dialogue entre la terre natale et celles lointaines qui vous font naître une seconde fois. Il choisit de partir, mais choisit-il vraiment? Le vagabond, l'ambulant, choisit-il les chemins?



* Vassilikos, dessin de Jeter.

en raccourci, en réduction, un retour manqué. Le grand retour, celui qui mène vers la terre natale, apparaît, à mesure qu'il erre et qu'il rêve, comme un mirage inaccessible, un anachronisme où l'on avance sur des chemins qui, sans cesse se dérobent. Et l'on trouve là le thème, la hantise de toute grécité. (...) Entre ces départs, ces retours, ces départs à la fois espérés et combattus, ces retours à la fois voulus et redoutés, réside le troisième degré de l'exil, le plus

emer et le plus grec, l'exil en son propre pays. (...) Être un Grec errant aujourd'hui ne signifie plus rencontrer uniquement des Lotophages, des Lestrygones et des Cyclopes. Non que ces créatures mythiques aient vraiment disparu. Elles ont pris simplement d'autres formes, insidieuses et donc d'autant plus effaçables.

Les Lotophages, ce peuple du Sud où les compagnons d'Ulysse subirent les dangereuses délices de la consommation du lotus, la fleur qui faisait oublier la Grèce, ce sont bien aujourd'hui les peuples d'Occident, des sociétés de consommation où l'ancien paysan d'Égypte devenu ouvrier chez Philips ou Grundig, où l'ancien ouvrier de Salonique devenu mineur en Belgique, où l'ancien enfant des Cyclades devenu marchand de marrons, succombent tôt ou tard aux délices des supermarchés. Là résident les nouveaux Lotophages, et c'est là que l'on rencontre les nouveaux compagnons d'Ulysse et ceux de Glafkos Thrasakias, déjà oubliés du retour. C'est là qu'ils risquent le plus de succomber, de rencontrer de dangereuses délices — quelque CARREFOUR — les amoncellements de victuailles de quelque MAMMOUTH croyant innover en leurs nouveaux lieux de pays des Lotophages. Oui, c'est là désormais que s'écrivent les nouvelles Odyssées et c'est ce monde-là notre monde, qui hante tout entier ce livre. C'est, ainsi, sans nul doute que naissent les nouveaux mythes, ceux que Vassilikos collectionne inlassablement depuis tant d'années.

Antigone et Pénélope

Dans les Photographies, il remarque tout incidemment que le mot HERAKLES ne désigne plus, pour la plupart des Grecs, qu'une marque de cimenterie. De même, MINOS dit avant tout une marque de vin crétois et ANTIGONE (ou les néo-mythes voudraient se nichier, c'est le cas de le dire) est des vêtements féminins. Ces nouveaux mythes, ces néo-mythes, on les retrouve tout

au long de cette œuvre, et ils sont justement le signe le plus évident, le plus indiscutable que les errances modernes ont inversé leur signification.

Jamais la dérialon — mais aussi le bonheur — d'être Grec en ce monde ne furent si bien décrits. A l'inverse de tel héros moderne, le Grec errant n'est jamais un voyageur sans bagage, et surtout sans bagage culturel. Mais voilà bien longtemps qu'il a dû échanger ses mythes à la consigne des mille gares du monde, au transit des aéroports et dans les entrepôts de tous les ports. En échange de quoi (et c'est tout un symbole) ? En échange d'une carte de résident temporaire.

Aujourd'hui, si Ulysse revenait à Ithaque (ou Glafkos Thrasakias-Vassilikos à Thassos) il retrouverait Pénélope géante de quelque xénona, de quelque hôtel pour touristes. Il faudrait bien un jour dire cette Grèce-là, surtout celle-là, celle qui, pour la première fois de son histoire, n'exporte plus ses mythes dans le reste du monde mais importe le reste du monde venu chercher chez elle les mythes qui l'ont à jamais désertée.

Vassilikos est au cœur de ce

double voyage, entre les mythes anciens qu'il retrouve aux antipodes de la Grèce et les mythes néo-grecs qu'aucun étranger n'a encore aperçus ni perçus. Vassilikos, comme Glafkos Thrasakias, comme tous les Grecs dont il a décrit et partagé la diaspora, est le président de fait des résidents temporaires du monde. Il vit, il écrit, il décrit la Grèce quelque part en Europe, et donc il décrit l'Europe telle qu'aucun des Européens n'est susceptible de la voir. Et il nous renvoie son image ambiguë, car elle est là, indiscutablement, cette véritable Europe, non celle que nous préparons les « Sages » de Strasbourg — nouveaux Solons ou Dracons de notre avenir, — mais dans ce mirage vide et scintillant, empli de toutes les insouciances des nouveaux Lotophages et dont il est lui, Lazaridis, lui, Thrasakias, et lui, Vassilikos, le nouveau découvreur et le seul peut-être à n'y pas succomber.

JACQUES LACARRIÈRE

Advertisement for Reich sexpol, featuring a graphic of a person and text: VIENT DE PARAITRE Reich sexpol 2 SEXOLOGIE POLITIQUE EDUCATION

La « Spécial Reich » est encore en vente contre 20 F. à Sexpol, 44, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

Advertisement for YSOPTIC contact lenses: Lentilles de contact souples. On les met et on les oublie... Essayez YSOPTIC. 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS. Tél. 522.15.52.



L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

des origines à nos jours

plus qu'une encyclopédie: un véritable panorama des arts et des idées

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque et de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Avec l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont été, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

C'est une œuvre collective

Histoire littéraire éboulément nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

Directeur des tomes

Tome I - Des origines à 1492: Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen). Tome II - 1492 à 1600: Henri WEBER (faculté de Montpellier). Tomes III et IV - 1600 à 1715: Anne UBERSFELD (Sorbonne). Roland DESNE (Université de Reims). Tomes V et VI - 1715 à 1784: Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay) et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours). Tomes VII et VIII - 1784 à 1848: Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud) et Claude DUCHET (Université de Vincennes). Tomes IX et X - 1848 à 1914: Claude DUCHET. Tomes XI et XII - 1914 à nos jours: Michel DECAUDIN (Sorbonne) et André DASPRES (Université de Nice).

Tous les genres littéraires

Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oc à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, ce s'étude est ouverte à tous les auteurs des plus connus aux méconnus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés les restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

L'iconographie

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblé pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

Présentation

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux;
Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites;
Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes intertextuelles;
EN ANNEXE de chaque volume: bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

Une critique unanime

- "L'histoire Littéraire de la France" sera de ces très rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition". Jacques CELLARD - Le Monde
"Enfin une histoire littéraire comme les socialistes en rêvent". La Nouvelle Revue Socialiste
"Ces livres se lisent avec autant de plaisir que de profit". Roger FAYOLLE - SINESUP
"Une réussite. C'est beau. C'est savoureux. C'est substantiel aussi". Marie-Louise COUDERT - Humanité
"Cette entreprise réhabilite un genre, une science dont ne peut se passer qui veut comprendre la littérature". Yannick PELLETIER - Humanisme
"Des cours d'amour aux "pièdes nickelés"... une entreprise stupéfiante, gigantesque... Un effort collectif et individuel immense". Jean PRASTEAU - Le Figaro
"Pour la première fois, la littérature française est considérée comme un héritage inaliénable de la nation entière". Jean-Marie BORZEIX - Le Quotidien de Paris

le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à retourner à CULTURE ARTS ET LETTRES 24 rue de Rodry, 75010 PARIS. Includes fields for NOM, PROFESSION, and ADRESSE.

enquête Crise de l'édition ou de l'érudition ?

Sept Presses d'université à la recherche d'un remède

Édition d'érudition, de recherche, savante, scientifique ou universitaire... Les mots recouvrent un domaine difficile à cerner, mal connu, mal diffusé, d'ouvrages plus ou moins spécialisés, tirés en général à un faible nombre d'exemplaires...

CES livres-là étaient, traditionnellement, en Europe, le fief de maisons familiales, les spécialisées, centenaires, parfois artisanales et qui perpétuaient, avec amour et dévouement, les méthodes d'édition du siècle passé...

Les « proféditeurs »

Jusqu'à-là, la plupart des travaux universitaires étaient publiés par une maison d'édition classique liée par contrat avec l'université ou le service de recherche concerné...

La moitié de la production vendue à l'étranger

M. Michel Minard, qui a créé, il y a près de vingt-cinq ans, avec ses propres deniers, une maison qui publie essentiellement des travaux savants de critique et d'histoire littéraires, se montre inquiet pour l'avenir...

Points de repères

- PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE (dir. Claude Jeanneret) : Spécialisation : politique, économie politique, sociologie, littérature française des dix-huitième et dix-neuvième siècles, études dauphinoises...
● PRESSES UNIVERSITAIRES DE LYON (dir. Joël Sanguier) : Spécialisation : littérature, histoire religieuse, sciences juridiques et économiques, histoire régionale...
● PUBLICATIONS ORIENTALISTES DE FRANCE (dir. Mme Simone Maviell) : Spécialisation : poésie, littérature, histoire d'Asie, manuscrits...
● PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE 3 (dir. Dominique Rossella) : Spécialisation : histoire, égyptologie, études anglaises et irlandaises, philologie...
● PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES (dir. Louis Bodin) : Spécialisation : histoire, science politique, sociologie...



* Dessin de PLANTIC.

dessiné un mouvement de création de Presses d'universités — sociétés à responsabilité limitée ou sociétés anonymes — disposant en principe d'une autonomie de décision et de gestion et, dans certains cas, de leur propre circuit de commercialisation...

tenir son rayonnement face à l'envahissement des travaux en langue anglaise. Nous passons trop souvent pour des « pirates », des concurrents déloyaux, prétendument privilégiés...

Vers un plus large public

Une petite exposition, qui se tient encore à la Maison des sciences de l'homme (2), tente de donner, en cent vingt titres, un aperçu de la personnalité et de la spécificité de chacun...

Il sera également intéressant de suivre la carrière commerciale de ce très sérieux ouvrage d'Antoine Prost : les Anciens Combattants et la Société française, 1914-1939, trois forts volumes (au prix de 330 F) parus presque en même temps que le petit volume du même auteur chez « Archives »...

Le débat n'est pas près d'être clos. NICOLE ZAND.

(1) Les Presses universitaires de France, qui furent à l'origine une coopérative d'enseignants, ne sont pas une presse d'université, mais une maison d'édition classique.

histoire

Autour d'une momie de Lille

Un nouveau fragment de la légende d'Œdipe met en cause la malédiction tragique.

UNE découverte d'un grand intérêt pour l'histoire de la « tragédie antique », faite en 1974 à l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de l'université de Lille-III, que dirige Jean Vermeir, vient d'être portée à la connaissance du public...

Cinquante ans ont passé avant que l'on s'avisât d'examiner l'objet déposé dans une réserve et de dérouter les feuilles. Ce qu'on découvre, c'est un texte d'allure archaïque, qui raconte, sous une forme nouvelle, un épisode célèbre de la légende thébaine...

L'édition de ce manuscrit donnée par l'Institut d'égyptologie de Lille (1) contient l'examen papyrologique, la description des fragments du papyrus et une synthèse des observations communiquées par une trentaine de spécialistes de plusieurs pays...

(1) Par les soins de G.-P. Ancher et Cl. Meilhet, dans les Cahiers de recherche de l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de Lille, IV, Lille (F.U.L.), 1977.

(2) Jean Bollack, P. Judet de la Combe, H. Wismann, La République de Jocraste, Cahiers de philologie, 2, Lille (F.U.L.) et Paris (Maison des sciences de l'homme), 1977, 25 F.

La Fondation Simone et Cino del Duca organise, en son hôtel particulier, une série de dialogues sur 'LES PROBLÈMES ACTUELS DE L'HOMME'. 1er dialogue: Jeudi 23 Février 1978 à 21h. entre LE PROFESSEUR JEAN HAMBURGER DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES et M. MAURICE SCHUMANN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE - ANCIEN MINISTRE. 10, rue Alfred de Vigny 75008 Paris - Tél: 766.01.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE Important Editeur Parisien recherche pour création et lancement de nouvelles collections de manuscrits inédits de romans, poésies, essais inédits. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

ROBERT LAFFONT Le premier témoignage direct sur la misère sexuelle dans les prisons. LA GUILLOTINE DU SEXE par JACQUES LESAGE DE LA HAYE Collection 'VIOLENCE ET SOCIÉTÉ'

ministre est satisfait de... (Text partially obscured by image)

CORRIGER LE TITRE (Text partially obscured by image)

le refuge formation propose une FORMATION MARKETING dans votre Entreprise par système multi média. 30, rue de Valenciennes 75013 Paris - Téléphone 248.92.81

COTE VARD RECHERCHER LA LOIN DE LA FOULE... LIVRABLE IMMEDIATEMENT PINEDE ST GEORGES... (Text partially obscured by image)

Handwritten text at the bottom of the page: 5022101101

ÉDUCATION

L'AIDE A L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET LE SCRUTIN DU 12 MARS

Le ministre est satisfait de l'application de sa réforme

M. René Haby, ministre de l'éducation, a adressé, le mercredi 15 février, au cours du conseil des ministres, puis lors d'une conférence de presse, le bilan et les perspectives de l'éducation sans attendre la fin de l'année scolaire et la traditionnelle distribution des prix.

Le ministre a commencé par un témoignage de satisfaction en évoquant les conditions dans lesquelles s'applique la réforme dite du « collège unique », et malgré les pronostics et certains mots d'ordre syndicaux. « Le système des filières », a-t-il dit, est définitivement abandonné. (14 000 élèves sur 750 000 sont dans des classes aménagées) et le soutien est entré dans les faits dans les trois quarts des classes. Certes, la réforme des classes de sixième implique que les élèves a maîtrisent le contenu normal de la formation primaire. Pour que cette exigence soit respectée, des instructions seront données à la prochaine rentrée.

De bonne guerre scolaire

Le ministre de l'éducation a convoqué, pour le vendredi 17 février, le Conseil supérieur de l'éducation nationale afin de lui soumettre plusieurs projets de décrets d'application de la loi Guerneur sur l'aide à l'enseignement privé. Au préalable, il aura tenté, pour la troisième fois, de réunir le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.), mais en vain, car les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves Cornec refusent encore de s'y associer. (Le Monde - des 10 et 15 février.)

national d'action laïque (CNAL) (Le Monde du 15 février). Reste le bicoque des textes d'application de la loi Guerneur dans les organismes consultatifs de l'éducation nationale est une manœuvre de retardement qui répond à la note incontestable avec laquelle ces textes ont été préparés pour « sortir » avant les élections. C'est de bonne guerre, mais d'une guerre d'épuisement. Les organisations laïques ne pouvaient pas ne pas saisir cette occasion de rappeler leur conviction, sachant que l'effet de leur blocage serait très momentané et très symbolique.

« CORRIGER LE TIR »

M. Haby n'a pas paru morose ou manquant d'enthousiasme, comme ce fut le cas il y a une semaine devant l'Association des journalistes universitaires (le Monde du 10 février). C'est pourquoi il a éprouvé, selon ses propres expressions, le besoin de « corriger le tir », en réalisant un bilan très équilibré de son action ministérielle. A ce bilan sourient, il n'a pas manqué — époque oblige — d'ajouter la distribution de promesses à l'égard des enseignants et d'attaques contre les opposants syndicaux et politiques. Il n'a pas ménagé, notamment, le Syndicat national des instituteurs priant à son égard d'« obstruction politico-syndicale ». Il a voulu en plus voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants de second degré (SNEs) que les

deux « principaux partis du programme commun ». Il a accusé le SNI, la Fédération Cornec — et à travers elle le parti socialiste — d'« attitude antidémocratique » et d'attaques contre le personnel de la réforme de l'éducation. Il est vrai que les syndicats ne lui ménagent pas actuellement les critiques. « Je regrette », a-t-il dit, cette surenchère entre leaders syndicaux qui se disputent en vue des honneurs futurs. « Une des principales corrections de la loi faite par M. Haby a consisté à affirmer qu'il était très préoccupé par le rôle de la formation des maîtres : d'« obstruction politico-syndicale ». Il a voulu en plus voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants de second degré (SNEs) que les

Une mobilisation des appareils de l'enseignement

L'approche des élections a provoqué une mobilisation des « appareils » de l'enseignement privé : des gestionnaires — bénévoles — de cet enseignement aux anciens élèves, qui viennent de déclarer que chacun devrait avoir « présent à l'esprit, au moment où il choisira son candidat, le danger qui pèse sur l'enseignement privé », en passant par le président des parents d'élèves, chacun y va de sa mise en garde. M. Henri Lefebvre, président de l'UNAPEL, écrit dans l'éditorial de la Famille éducatrice de février, intitulé « L'heure du choix » : « Demain, la liberté d'enseignement peut disparaître (...). Parents, quelles que soient vos divergences politiques, sociales

« Le sérieux des études »

Ce conflit d'appareils correspond-il profondément à l'état de l'opinion française ? Quel sera le poids de ce débat dans l'issue des élections du 13 et du 19 mars ? Un sondage publié par la Vie et réalisé par l'IFOP a montré qu'un électeur sur cinq seulement se soucie de la discipline et du sérieux des études. Le même sondage indique que, pour les Français, l'éducation religieuse n'est pas la raison principale qui conduit les parents à inscrire leurs enfants dans l'enseignement privé : c'est le « sérieux des études », qui vient en tête, suivi à égalité par la discipline et l'« éducation religieuse ». Selon la loi, c'est son « caractère propre » qui justifie l'aide de l'Etat à l'enseignement privé. La discipline de la Vie l'atteste : chacun met ce qu'il veut, derrière cette expression vague.

Le gouvernement reprend à son compte la proposition Guerneur sur les établissements agricoles

Le conseil des ministres du 15 février a approuvé un projet de loi sur l'aide à l'enseignement agricole. Ce texte, repris par le Conseil constitutionnel le 19 janvier. Selon ce texte, l'Etat pourra reconnaître les établissements agricoles privés qui en feront la demande. L'aide financière dont ils bénéficieront comprendra la couverture des dépenses de personnel d'enseignement et des frais de fonctionnement. Son montant, précis le communiqué du conseil des ministres, sera égal au coût moyen par l'Etat, par élève, des formations de même objet et de même qualité que dans l'enseignement agricole public. Dans un message adressé à l'Assemblée générale du conseil national de l'enseignement agricole privé, M. Giscard d'Estaing explique que cette loi, approuvée par le Parlement à la session d'automne 1977, et avait fait l'unanimité de tous les hommes de bonne volonté » et qu'une initiative « tant les auteurs portent devant les familles et l'opinion la responsabilité n'a pas permis de la promulguer ».

le refuge formation institut de formation professionnelle continue propose une FORMATION MARKETING dans votre Entreprise par système multi média Bedaux SMM 5 films 1 livre 1 manuel de T.P. 1 série de diapos. Formation adaptée aux besoins réels des cadres de l'entreprise sous la direction d'un amateur LE REFUGE FORMATION - 30, rue de Chabrol, 75010 Paris Téléphone 246.92.51 Je désire recevoir gratuitement une documentation concernant la Formation Marketing SMM. Entreprise : Adresse : Nom du destinataire : Tél :

POINT DE VUE

Le président de la République a donc demandé au gouvernement de préparer un projet de loi sur l'enseignement agricole privé, reprenant celui que le Conseil constitutionnel vient d'annuler. Plus rien ne surprend plus personne de la part du gouvernement et du lobby de l'enseignement privé, aux intérêts confondus sans pitié. Ni la présélection ni l'absence de scrupules qui en disent long sur leurs intentions. Ainsi, pour satisfaire l'impatience de ce lobby, a-t-on vu le ministre de l'éducation décider ce qu'avant de se succéder n'avait jamais osé : bousculer les calendriers, les procédures, pour que le Conseil d'enseignement, le Conseil supérieur de l'éducation nationale donnent avant les élections un avis sur des décrets qui installent la division scolaire et les écoles d'« enseignement agricole ». Toutes affaires cessantes, comme tous les manuels coupe — au coin du bois — comme et notre pays n'avait d'autre souci, son gouvernement et le lobby de l'enseignement

Les termites

par GUY GEORGES (*) centres polyvalents ruraux, — devaient disparaître. Pendant un an de discussions, le SNI-P.E.G.G. a réclamé en vain le maintien de l'enseignement agricole public en milieu rural. La loi était la loi... Sans pour les maisons familiales privées — faut-il avoir le naïveté de s'en étonner ? Pour elles, le terrain était libre. La morale de cette histoire ? Elle est dans la loi d'aide à l'enseignement agricole privé, qui revient à l'actualité. Il suffit à ses promoteurs d'affirmer, avec aplomb, que cet enseignement assure un service public, pour obtenir de l'Etat qu'il paie un enseignement privé qui est subventionné à celui qu'il a volontairement supprimé. Et le tour est joué. Voilà comment le gouvernement de la France démantèle son propre service public ; car l'histoire se renouvelle pour des pans entiers de notre système d'éducation. C'est ce que M. Guerneur, qui se fait un nom avec de basses besognes, appelle « sans rire ? — la Justice et l'égalité sociale ». Nous avons conscience, quant à nous, de défendre l'éducation des enfants contre les appétits, les convoitises, les tutelles de toutes sortes, de les « former sans les conformer », comme nous le disait Jean Rostand. Le gouvernement veut imposer sans vergogne les écoles de la division ; il faut défendre et reconstruire l'école de l'unité nationale.

ÉCOLE ET SOCIALISME

Revue trimestrielle Numéro spécial : COMPARAISON DES PROJETS ÉDUCATIFS DE LA GAUCHE Parti socialiste Parti communiste Programme commun Abonnement d'un an : 40 F. « ÉCOLE ET SOCIALISME » 41, rue de Chabrol, 75010 PARIS

COTE VAROISE FACE A LA MER RECHERCHONS APPARTEMENT LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges, 8.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER pour recevoir une documentation en couleur la Pinède Saint-Georges Nom Adresse M7 on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél : (04) 94 97 03

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE OISE Oxford Intensive School of English Pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisé, familles consciencieusement choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes : programme loisirs. O.I.S.E. (Information) 16, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris Tél. 224.42.22

dire sur d'une momie de... LA PENSÉE UNIVERSITAIRE... LA GUILLOTIN DU SEXE... JACQUES LES DE LA HAYE... COLLECTIF FÉMINISME ET SOCIÉTÉ

Théâtre

Sur une illusion d'acoustique

(Suite de la première page.)

La morale de cette histoire doit requérir notre attention, parce qu'il se trouve que le théâtre français, aujourd'hui, n'est pas dans une période faste en ce qui regarde les auteurs. Or Jourdain et Chortreux figurent, haut le main, parmi nos meilleurs auteurs. Et l'association d'une pièce nouvelle d'eux est une action méritée.

Essayons maintenant d'examiner dans le concret ce qui a pu se passer. Le texte de « Maximilien Robespierre » est écrit, composé, d'une manière délicate : plusieurs langages y jouent en contrepoint. Cela demande à être modulé, avec soin, dans le silence. Or, à Beaubourg, les sièges du public, très « design », sont recouverts d'un faux cuir qui provoque des crissements dès que le spectateur bouge, change de position pour éviter les crampes.

Il ne faut pas sourire : des détails concrets de ce genre sont des facteurs essentiels de l'écoute d'une pièce de théâtre. C'est si vrai que le remplacement de ces sièges avait été envisagé par la direction de Beaubourg, car déjà Antoinette Vitez, quand il y a eu le spectacle de « l'opéra », s'était plaint. Mais les auteurs de « l'opéra », souvent dans la soirée, qu'on entend comme des puces et le concert des sièges

était couvert. La direction a reculé devant le changement des sièges parce que cela aurait coûté trop cher.

Par la faute des crissements du cuir, mais aussi par la faute sans doute de l'architecture qui n'a pas été suffisamment pensée, l'acoustique de la salle Beaubourg est mauvaise. Le soir de la première représentation de « Maximilien Robespierre », pas mal de spectateurs ont crié aux auteurs : « Plus fort ! » C'est-à-dire qu'ils ont l'impression que ce sont des comédiens qui savent ce qu'ils font et qui ont l'habitude de se faire entendre, sans élever artificiellement la voix.

Comme le public ne les entendait pas bien alors qu'ils jouaient normalement, ils ont dû improviser une autre prononciation et, en somme, placer leur voix en un point qui décalait le texte et en changeait le caractère.

Deuxième défaut de la salle Beaubourg : les proportions architecturales font que la scénographie n'y « respire » pas. Le décor, pour peu qu'il ait une certaine hauteur, est coincé sous le plafond (qui est très bas) et, dès lors, la mise en scène, les allées et venues des comédiens sont gênées.

Comme toute une partie de « Maximilien Robespierre » était jouée au toit du décor, les sonorages célèbres, comme Saint-Just ou Camot, se « cognent lo

té au plafond », perdent de leur dimension intime.

L'insuffisance de l'acoustique et ses broutilages (les crissements), ajoutés à cette sorte d'écrasement optique, a curieusement éloigné, à Beaubourg, le spectacle de ses spectateurs : nous avions le sentiment que cela se passait très loin, alors qu'à Genevilliers, sur des sièges silencieux, avec une bonne acoustique, dans une architecture équilibrée, haute de plafond, nous avons l'impression d'être tout près des acteurs. Or, de la scène aux premiers fauteuils, la distance est exactement la même dans les deux salles : 4,70 mètres.

Jouant dans des conditions normales, les acteurs dirigés par Bernard Sobel peuvent moduler délicatement le beau texte de Jourdain et Chortreux. C'est une pièce très intéressante, qui mérite d'être vue.

Peut-être la différence entre le « Maximilien Robespierre » de Beaubourg et celui de Genevilliers est-elle un exemple extrême, mais c'est justement un exemple clair, qui prouve à quel point le compte rendu du théâtre est hors-déroulé. C'est pourquoi je n'ai aucune gêne à faire ici, en l'occurrence, amende honorable. Au contraire.

MICHEL COURNOT.

* 20 h. 45, jusqu'au 26 février.

LES PROPOSITIONS DES PROFESSIONNELS DE L'ACTION CULTURELLE

Un « plan minimum d'urgence »

Le Syndicat national des directeurs d'entreprises d'action culturelle (SYNDEAC) vient de rendre publiques ses propositions en matière d'action culturelle et de décentralisation. Ce « plan minimum d'urgence », au-delà duquel le SYNDEAC se dit « conscient du fait que les problèmes, dans leur ensemble, ne peuvent se régler que par la mise en place d'un véritable plan de développement culturel débattu avec la totalité des organisations

professionnelles, démocratiques, syndicales, avec les associations de spectateurs et les pouvoirs publics », a été établi après consultation des divers organismes adhérents. Les dispositions en sont organisées, pour être discutées, aux partis politiques, mais diverses instances concernées ainsi qu'au sein même de la culture et de l'environnement, qui doit recevoir les représentants du SYNDEAC avant le 25 février.

Statuts des entreprises de créations et d'action culturelle :

Le SYNDEAC demande que, dès la prochaine législature, soient à l'étude avec l'ensemble des organisations professionnelles de nouveaux statuts propres à ce secteur d'activités permettant le contrôle par les professionnels de leurs instruments de travail, une gestion plus démocratique, l'impossibilité pour l'Etat d'exercer unilatéralement et arbitrairement le pouvoir de décision. Il exige la suppression de la T.V.A. sur les subventions et le rétablissement des crédits d'équipement.

Théâtres nationaux :

Le SYNDEAC souhaite la redéfinition des missions propres à chaque théâtre national, l'étude d'un mode de financement non contraignant qui permette une gestion souple, privilégiant la création et supprimant les contraintes a priori exercées actuellement par le ministère des finances.

Centres dramatiques nationaux :

Dès cette législature, les principales mesures devaient concer-

ner la reconnaissance de la spécificité de chaque centre, la prise en considération dans les contrats des équipes qui alimentent l'entreprise, le calcul des subventions dans le respect des plannings fixés pour le premier semestre 1978 et indexés sur le coût de la vie ; des contrats de cinq ans devraient remplacer les contrats de trois ans pour une meilleure implantation des équipes, avec la création immédiate de trois centres dramatiques par le ministre de la Culture, Théâtre populaire de Lorraine, Théâtre populaire de Reims, le troisième restant à déterminer. Dans les trois ans suivants, il devrait être envisagé la préfiguration et la création de trois nouveaux centres dramatiques portant à vingt-cinq le nombre de ces entreprises en 1981.

Centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse :

Le plancher de financement annuel des six centres désignés devant être fixé dès cette législature à 1 million de francs indexés sur le coût de la vie, trois nouveaux centres devraient également être mis en préfiguration et créés dans les trois ans à venir, ce qui porterait à neuf ces types d'entreprises en 1981.

Centres nationaux de théâtre musical :

Dès cette législature, le SYNDEAC souhaite la création, sur les mêmes bases que les centres de théâtre, de centres nationaux de théâtre musical (Théâtre musical d'Angers, Atelier lyrique du Rhin, Théâtre de la Cité de Saint-Denis), ce qui mènerait, dans les trois ans, à la préfiguration et à la création de trois nouveaux centres.

Troupes permanentes :

Dix troupes permanentes sont envisagées, elles seraient financées sur un plancher annuel de 1 million de francs indexés et dotées d'un contrat de cinq ans définissant une mission spécifique. Chaque année, pendant les trois années à venir, trois nouvelles troupes permanentes seraient mises sur pied, selon les mêmes bases que les dix premières, ce qui amènerait à dix-neuf dès 1981 le nombre des troupes chargées de mission avec contrats d'Etat. Ces mesures viseraient notamment à supprimer le secteur dit « hors commission », véritable « voie de garage », selon le SYNDEAC.

Compagnies dramatiques :

Le budget de la commission d'aide devrait être porté immédiatement à 15 millions de francs et la composition de la commission devrait être réformée de façon que les organisations professionnelles représentatives siègent à 50 %. Le budget de la commission devrait être triplé dans les trois ans (soit 45 millions de francs indexés en 1981), ce qui

permettrait aux compagnies de vivre selon des critères professionnels.

Centres d'action culturelle et maisons de la culture :

Le SYNDEAC demande que, dès cette législature, un financement minimum soit fixé pour l'ensemble des C.A.C. et que la part assurée par l'Etat dans ce financement soit portée à 50 %, au lieu des 33 % actuels, ce qui permettrait à ces établissements d'être considérés comme des maisons de la culture en préfiguration.

En ce qui concerne enfin les maisons de la culture, le syndicat préconise un redressement budgétaire immédiat du champignon de subventions perdues depuis cinq ans du fait de la non-indexation et l'augmentation réelle des coûts. Le SYNDEAC réaffirme la nécessité de voir étirer et se développer, au sein des maisons, des cellules de création dans tous les domaines avec les conséquences budgétaires que cela suppose dans le respect de chaque établissement.

PRESSE

En « repréailles » à une grève

« PARIS-MATCH » MENACE DE SE FAIRE IMPRIMER A L'ÉTRANGER

Les ouvriers rotativistes de l'imprimerie de la Néogravure, à Corbeil, sont en grève depuis le lundi 13 février, pour réclamer 5 % d'augmentation dans le cadre de la « quinzaine d'action » lancée par la Fédération de travailleurs du livre C.G.T. Dans un communiqué publié mercredi 15 février, les grévistes protestent contre l'intrusion de M. Daniel Filipacchi dans le conflit, et qui, selon eux, a menacé de faire éditer l'hebdomadaire Paris-Match ailleurs qu'à la Néogravure et de surcroît, dans un pays limitrophe.

« Notre devoir d'éditeur est de tout faire pour que Paris-Match paraisse », a répliqué la direction de l'hebdomadaire, qui estime que « les six cent mille acheteurs et abonnés et les trois millions de lecteurs de match sont en droit de ne pas être pénalisés. Devoir, également, envers l'imprimerie française, car toutes les publications de notre groupe sont imprimées en France ».

La poursuite du conflit risquerait d'avoir des conséquences sur la « sortie » d'autres hebdomadaires, tel Télé 7 jours.

SPORTS

Football

A la faveur des matches remis

MARSEILLE REJOINT MONACO EN TÊTE DU CHAMPIONNAT

Les rencontres entre Nantes et Monaco, Rouen et Bastia, Lyon et Nancy ayant été remises par suite du mauvais temps, la vingt-huitième journée du championnat de France de division 1 n'a pas apporté tous les éclaircissements voulus. On notera notamment que Saint-Etienne, avec deux matches de retard, est loin d'avoir perdu tout espoir de se rapprocher des premiers.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-huitième journée)

Table with 2 columns: Team and Score. Rows include Troyes et Lens (0-0), Metz et Strasbourg (0-0), Sochaux et Laval (1-1), Nîmes et St-Etienne (0-0), Marseille et Bordeaux (0-0), Valenciennes et Reims (0-0), Paris S-G et Nîmes (3-2), Nantes-Monaco, Rouen-Bastia et Lyon-Nancy ont été remis pour terrains impraticables.

Classement. — 1. Monaco (27 m.) et Marseille (26 m.), 2. Nantes (27 m.) et Nîmes (25 m.), 3. Strasbourg (23 m.), 4. Laval et Sochaux (21 m.), 5. St-Etienne (20 m.) et Bastia (20 m.), 6. Valenciennes (19 m.), 7. Paris S-G (18 m.), 8. Reims (17 m.), 9. Troyes (17 m.), 10. Nîmes (17 m.) et Reims (17 m.), 11. Rouen (16 m.), 12. Lens (15 m.).

Musées

Pour l'archéologie industrielle

Créé par l'ICOM (Organisation internationale des musées) et placé sous les auspices du Conseil de l'Europe, le Prix européen du musée vient d'être décerné à l'Iron bridge George Museum de Telford, en Grande-Bretagne, qui est un musée d'archéologie industrielle, pour avoir réussi à « créer un précédent de grande importance dans la préservation, la mise en valeur et la présentation du patrimoine industriel - et des divers témoignages de - progrès scientifique et technologique », selon les mots de M. Luis Menéndez, secrétaire général attribué au Centre de études et de recherches de la Fundación Miro de Barcelona, dans la mesure où ce centre « a assumé avec succès la mise en valeur d'une culture européenne, la culture catalane... et contribué au développement de la conscience démocratique dans l'Espagne d'aujourd'hui ».

Ce double choix témoigne de la rapide évolution de la notion même de musée, puisque, parmi les neuf institutions retenues par le jury lors d'un premier choix, aucune n'était un « musée des beaux-arts ». À proprement parler, on pouvait citer, entre autres, le Musée d'archéologie industrielle d'Herstal en Belgique, le Teknikkan Museo d'Helsinki, le Musée historique d'Amsterdam (qui est un chef-d'œuvre), un musée de photogra-

phie en Norvège et le Musée international d'histoire de La Chaux-de-Fonds.

Cette évolution est intéressante, bénéfique, dans la mesure où le musée doit s'ouvrir aujourd'hui à tous les publics (l'ingénieur et l'artisan aussi bien que l'historien ou l'amateur d'art) et couvrir le totalité du champ culturel. On notera en particulier avec faveur l'intérêt de plus en plus grand porté depuis quelques années aux problèmes d'archéologie industrielle. Il ne paraît plus absurde aujourd'hui de consacrer des machines hors d'usage ou de « cesser » une usine, et il était d'autant plus urgent de la faire que l'histoire technique n'a pas été l'objet jusqu'à présent d'une attention comparable à celle dont a bénéficié le monde rural. En France surtout, où nous avons un important Musée des arts et traditions populaires, mais où le Musée de l'homme et de l'industrie, installé depuis peu au Creusot, ne peut, malgré sa volonté, être comparé au Deutsches Museum, de Munich ou à l'extraordinaire ensemble des musées de Kensington, à Londres.

Cela dit, n'oublions pas que les musées de peinture et de sculpture ont eux aussi leurs problèmes et qu'ils ne requièrent pas moins de soins (et de crédits) que leurs jeunes confrères.

ANDRÉ FERMIGIER.

Notes

Cinéma

« LE VOYAGE AU JARDIN DES MORTS »

de Philippe Garrel

Il eût beau tourner en cinématographe, avoir après de Nico, son interprète favorite, et de Laurent Terzieff, une redite idéologique, Maria Schneider, il ne peut pas filmer un récit des personnages. Obstinément, Philippe Garrel, poète souterrain qui cherche la lumière, fait apparaître en plus fines contemp-tations, des êtres dont on ne sait pas qui ils sont, d'où ils viennent, mais qui vont, sûrement, vers la mort. Un homme, deux femmes, des mois d'amour, de passion brisée, des visages, inventés à l'écran.

Philippe Garrel continue de « cinématographier » ses rêveries intérieures sans tendre au spectacle le moindre fil d'Ariane. Le renouveau de la caméra, qu'on entend, devient l'incantation mécanique sur l'incantation lyrique des paroles. On est tout surpris de voir surgir du vide un balcon, un pan de maison, une porte, qui ne sont de nulle part.

A regarder, en soi, se change en pierre. On se sent plus de vivant, de brûlant et du sol que le regard fasciné par des visages se passe Maria Schneider, sublime retransmission du désespoir.

JACQUES SICLER.

* Actuel République.

Rock

LES JAM AU STADIUM

Il y a deux ans à peine, les Jam descendaient leurs instruments dans la rue, brachant leurs amplis sur un groupe électrique et jamaïcain comme ça l'heure du déjeuner devant les gens qui voulaient bien s'arrêter. Ils débattaient à Londres et tous les moyens pour se faire entendre étaient bons. Les plus expérimentés sont évidemment les plus directs. Paul Weller, ancien, tempo, s'élève, guitare, chanteur, Bruce Foxton, bassiste, et Rick Buckler ont assimilé à la perfection les influences du rhythm'n blues et des groupes de la fin des années 60, tels que les Who et les Small Faces. Un rock argent, instantané, qui invite sans détour à la danse.

Les Jam réussissent à donner un Stadium un concert impressionnant d'efficacité. Le groupe travaille sur des morceaux de très courte durée. En l'espace de trois minutes tout est dit grâce à de brèves interventions musicales et précises. Les dix instruments de la batterie liment inlassablement les thèmes, étendent les sonorités métalliques sur des rythmes puissants. A l'énergie des compositions répondent des mélodies séduisantes : l'effluve résonne par son intensité. L'orchestre aussi est soigné. Les projecteurs inondent d'une lumière blanche les trois garçons vêtus de costumes-cravates noirs, contrastant pourtant.

ALAIN WAIS.

* In the City, Polydor 238347, et This is the Modern World, Polydor 238347.

Théâtre

« LA LÈVE »

de Jean Andureau

Dans le nouveau roman de Robert Sabatier, « Les Enfants de l'été », merveilleuse histoire et se marient le chaos de l'histoire et les stratégies de la Fontaine, avec, en plus, le côté « vieil oncle retour de Panama » propre à Sabatier, on, dans ce roman, ne connaît pas les personnages, entre cent autres de trois attachants personnages appelés les « frères Thomas ».

Ce sont, dans une ferme pas loin de Carpentras, trois jeunes cochons roses, qui avaient cette particularité de se prendre pour des chevaux de cirque. Ils couraient en cercle, tantôt à la queue leu leu, tantôt à trois de front.

Bien sûr, c'est une bêtise de rapprocher « La Lève », pièce en roman de Jean Andureau, du livre de Sabatier, mais tous les responsables de ce spectacle partagent avec les frères Thomas un point : ils se sont pris pour autre chose que ce qu'ils sont.

Jean Andureau s'est pris pour un poète comique, et de génie, de la taille de Dante et de La Fontaine réunis ; Franck Salier, le décorateur, s'est pris pour Piranesi au moins ; Henri Rouss, le metteur en scène, s'est pris pour le cinéaste de « L'Impératrice rouge », Striberg.

Le résultat est atterrant. Samedi, Ecoument. Horrible mélange d'os et de ébales neuriques et traînés dans la fange. — M. C.

* Théâtre Oblique, 21 heures.

« NEKRASSOV »

de Jean-Paul Sartre

Comment un escroc général (Robert Rimbaud) prend l'identité d'un ministre soviétique éligé d'un moment de la vie publique. Comment il tombe entre les mains d'un jour-

APPEL A LA GRÈVE A BEAUBOURG

Un préavis de grève pour l'ensemble du personnel du Centre Georges-Pompidou a été déposé pour aujourd'hui, 16 février, par l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T.) du Centre et le personnel d'accueil du soir, déjà en grève depuis le 9 février (nos dernières éditions du 16 février). La grève partielle débutera la semaine dernière par les employés à mi-temps, à partir de 18 heures, au musée, au Centre de création industrielle et dans les espaces communs (monument suivi par une cinquantaine de salariés, soit la quasi-totalité des effectifs, avait été engagée pour protester contre l'annulation, à la veille de sa mise en application, l'unique grille d'horaires prévoyant un week-end de liberté toutes les trois semaines.

En raison de cette grève — la première du Centre — une partie du musée a dû être fermée après 18 heures. On peut s'attendre ce jeudi à de nouvelles perturbations si le mot d'ordre est suivi, par solidarité ou pour appuyer de nouvelles revendications. Il s'agit notamment d'obtenir la modification en contrats à durée limitée de certains (deux ans), auxquels sont soumis les « mi-temps » du service d'accueil et d'information, ainsi que d'autres salariés (à la salle de spectacle ou au service audiovisuel). La plupart de ces contrats arrivent à échéance à la fin de l'année 1978, et ne prévoient pas d'indemnités de chômage.

COLETTE GODARD.

* TEP, 20 h. 30.

Variétés

TAMARUGO

La « nouvelle chanson chilienne » n'est pas du folklore proprement dit. Issu de ce qu'on a appelé la « cava » de protesta ou « canto libre », mouvement né en Amérique latine dans les années 60, et qui se caractérise par un engagement politique marqué, le chant chilien a redonné vie aux instruments traditionnels. Il semble qu'une seconde génération se dessine aujourd'hui avec les Javias, le trio Skuas, Aguirre et autres qui ont réinventé le groupe Tamarugo.

Alejo Rivera (guitare, charango, quena), Pablo Texier (basse électrique, guitare), Matias Pizarro (piano, piano électrique), Jorge Ybarra (batterie, percussions) se situent dans le courant de la « cava de protesta », se sentent proches de la Nueva Trova Cubana, des Brésiliens Chico Buarque de Hollanda et Milton Nascimento, des dernières découvertes de Astor Piazzolla. Leur musique est en réalité beaucoup plus près de la musique folk, du rock et du jazz ; elle est influencée par les expériences contemporaines.

Poésie des textes, rythme libre, Tamarugo, qui s'est consacré à Paris au début de l'année 1977, représente ce que le parolier Gustavo Mujica définit comme la génération de la dispora, « un must-quant, on cherche à soulever le concert », sensibilité antique, mythique, lumineuse, mais qui se cherche encore un peu.

CATHERINE HUMBLOT.

* Théâtre de l'Aire libre, à 20 h 30, jusqu'au 18 février, à 18 h. 30, le dimanche 19 février.

QUARTETO CEDRON THEATRE DE L'AIR

LE FILM AUX 7 "CÉSARS" PROVIDENCE

Après Andrei Roubliev LE MIRO le nouveau film d'Andrei Tarkovsk

Le Monde On retrouve dans "Le Miroir" la force inspirée, romantique et épique d'Andrei Tarkovsk

LE FIGARO Un miroir... Tamarugo La richesse d'un chant d'Amérique comme "Miroir" est indispensable

VSD Un beau, un grand film... LACROIX Il faut aller à ce film... LE MATIN La leçon du "Miroir" est... plus viv.

France Soir C'est une œuvre d'exception... le point Une œuvre poétique...



DERNIÈRE VENDREDI

CUARTETO CEDRON Nouveau récital
 THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
 20 Boulevard Saint-Martin (10^e) - M^o Strasbourg St Denis
 Location: 208.18.50

U.G.C. MAREBEUF (v.o.) - CLUNY ÉCOLES (v.o.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.)
 CYRANO Versailles - ARTEL Créteil - ARTEL Paris-Nogent

LE FILM AUX 7 "CÉSARS"
PROVIDENCE
 Réalisation de ALAIN RESNAIS
 Scénario de DAVID MERCER

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.)
 HAUTEFEUILLE (v.o.) - OLYMPIC ENTREPOT (v.o.)

Après Andreï Roublev
LE MIROIR
 le nouveau film d'Andreï Tarkovsky

Le Monde

On retrouve dans "Le Miroir" le Tarkovsky inspiré, romantique et mystique d'Andreï Roublev.
 ... Le souffle qui l'anime est celui des œuvres nées des exigences du cœur et des élans de l'âme.

Jean de Boroncelli

LE FIGARO

Un miroir embrasé.

Michel Marmin

l'Observateur

Pareil film fascine jusqu'à l'hypnose.

Jean-Louis Bory

Télérama

Beau comme on ne saurait le décrire.

A. Remond

QUOTIDIEN

La richesse d'un chef-d'œuvre comme "Le Miroir" est inépuisable.

Henri Chopier

Herald Tribune

Passé et présent sont mêlés de façon poignante et de l'ensemble naît un lyrisme constant qui est le cœur du film.
 "Le Miroir" est un autre film magnifique de Tarkovsky.

Thomas Quinn Curtiss

vsd

Un beau, un grand film. Je vous quitte pour aller le revoir.

Claude Mourio

LA CROIX

Il faut aller à ce film comme à la vérité, avec toute son âme.

Jean Rochereau

LE MATIN

La leçon du "Miroir" doit nous toucher au plus vif.

Michel Perez

France Soir

C'est une œuvre d'envoûtement et il faut se laisser ensorceler par cette plongée dans le passé d'un grand poète, d'un grand cinéaste.

Robert Chozal

le point

Une œuvre poétique dont la beauté fulgurante a quelque chose d'éternel, de primordial.

Robert Benayoun



Gaumont

ELYSEES CINEMA v.o. • UGC ODEON v.o. • REX v.f. • HELDER v.f. • MIRAMAR v.f.
 MISTRAL v.f. • 3 MURAT v.f. • UGC BOBELINS v.f. • UGC GARE DE LYON v.f.
 périphérie : CYRANO Versailles • 222 St-Basile • ARTEL Créteil
 ARGENTHÉL • VELEZ 2 • ARTEL Nogent
 FRANÇAIS English • REXY Boussy St-Antoine • CERRY Pantaise

RIRES ET DELIRES A HOLLYWOOD
 GAGMAN PERVEYS OU BOURREAU DES CŒURS?
 NON MESSIEURS, L'HUMOUR FOU N'EST PAS UNE MALADIE MENTALE
 "HILARANT... CONSTAMMENT IRRÉSISTIBLE."
 Robert Benayoun - LE POINT

GENE WILDER
 DROLE DE SEDUCTEUR
 CAROL KANE • DOM DeLUISE
 Écrit et mis en scène par GENE WILDER • Musique de JOHN MORRIS
 Co-réalisateur DELUISE

En vers, anglais sous-titres français : U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON
 En version française : CINÉMONDE OPÉRA - MONTFARNASSE-
 BIENVENUE - MISTRAL - U.G.C. GARE DE LYON - DOMINO Montreuil
 ARCEL Corbeil

UN SUPER POLICIER
SIGNE CHABROL
LES LIENS DE SANG
 Préface de Georges de Selys Longchamps
 C'est un super policier de qualité
 seconde et troisième degré
 une police d'exception
 une œuvre de génie
 une œuvre de génie
 une œuvre de génie

ELYSEES LINCOLN (v.o.) QUINTETTE (v.o.)
 IMPERIAL PATHE (v.f.)

Oeuvre sympathique, acteur remarquable, François Forestier l'Express
 Emouvant, drôle, parfois brutal... Robert Benayoun le point
 Un film merveilleux... Michel Drucker tfl

BUD CORT dans
pitlé pour le prof!
 avec SAMANTHA EGGAR
 un film de Silvio Narizzano

DROUOT
 Rive Gauche
 Cie des Commissaires Priseurs de Paris
 GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
 75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Téléc 270906

LUNDI 20 FEVRIER (Exposition samedi 18)
 S. 1 - Ameublement Art 1900. S. 12-13 - Bibles, Mal. Sout. duc de Dalmanitz. Livres anc. et romantique. Art militaire, voyages, topographie et marine. Mémoires. Histoire de France. M^o Godéau, Audap, Solanet.
 S. 4 - Bons meubles. M^o Laurin, Guilleux, Buffetaud, Tailleur.
 S. 5 - Meubles. M^o Ribault-Ménétière, Le Normand.
 S. 9 - Tableaux de meubles anc. Orient. M^o Boisgrard, de Heeckeren. MM. Annart, Morneau-Gobard, Lafuel et Fraquin.
 S. 14 - Bibles, objets de vitrine. Argenterie. M^o Couturier, Nicolay, MM. Fournier, Monnaie.

LUNDI 20 ET MARDI 21 FEVRIER (Exposition samedi 18)
 S. 6 - Meubles japonais. M^o Boisgrard, de Heeckeren. M. Morneau-Gobard.

MARDI 21 FEVRIER (Exposition lundi 20)
 S. 11 - Stucs et objets anciens et style. Tableaux anc. et XIX^e. Tapis d'Orient. Tableaux. M^o Foulain, M. Canot.
 S. 14 - Bibles, objets de vitrine. Argenterie. M^o Couturier, Nicolay, MM. Fournier, Monnaie.

MERCREDI 22 FEVRIER (Exposition mardi 21)
 S. 4 - Gravures, dessins, tapis, meublements anciens et de style. M^o Delorme.
 S. 12 - Bibles, bijoux. M^o le Blanc.

MERCREDI 22 FEVRIER
 S. 6 - Bibles. M^o Chambelland.
 S. 9 - Bons meubles. M^o Laurin, Guilleux, Buffetaud, Tailleur.

MERCREDI 22 ET JEUDI 23 FEVRIER (Exposition mardi 21)
 S. 2 - Meubles antiques françaises, étranger, médailles, jetons. M^o Boisgrard, de Heeckeren.
 S. 13, le 23 - Faïences, porcel.

JEUDI 23 FEVRIER (Exposition mercredi 22)
 S. 9 - Armes, souvenirs historiques. M^o Clair, Béchirac.
 Ouvre de Chevalerie, Tapis d'Or. S. 12 - Art contemporain. M^o Cersotte, de Saint-Cyr. M^o Louvain, Foulain.

JEUDI 23 ET VENDREDI 24 FEVRIER (Exposition mercredi 22)
 S. 15 - Livres, meubles. M^o Laurin, Guilleux, Buffetaud, Tailleur. Mme Vidal-Mégret.

VENDREDI 24 FEVRIER (Exposition jeudi 23 février)
 S. 4 - Salon B... et à divers. Tableaux, bibelots, céramiques, opalines, meubles anc. et style. Gentilhomme. M^o Godéau, Solanet, Audap.
 S. 5 - Tableaux. M^o Ribault-Ménétière, Mardio, M. Pasquet.
 S. 8 - Tableaux anc. meubles. S. 20 - Bibles, meubles anc. et style. M^o Couturier, Nicolay.

SAMEDI 25 FEVRIER à 15 h. (Exposition de 11 à 14 h. 30)
 S. 8 - Lithographies. M^o Boisgrard, de Heeckeren.

PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (75007)

MARDI 21 FEVRIER à 14 h. 30 et à 21 h.
 (Exposition lundi 20 à 11-18 h. et à 21-23 h.)
 A 16 h. 30 - Collection M. B. Objets d'art, stucs et meubles anciens. M^o Boisgrard, de Heeckeren. Experts : MM. Dillès, Fabre.
 A 21 h. - Très rare réunion de collectionneurs.

JEUDI 23 FEVRIER à 14 h. 30 et à 21 h.
 (Exposition mercredi 22 à 11-18 h. et à 21-23 h.)
 A 14 h. 30 - Objets d'art et de table bel ameublement, principalement du XVIII^e siècle. Experts : MM. Dillès, Le Fuel et Fraquin, Sourmay et Dehaut, Bernard.
 A 21 h. - Dessins anciens. Collection Camille Grout et A. div. Pragonard, Watteau, Guard. Tableaux anciens, collection d'un amateur et à divers. Brignol d'Enfer, Robert Tanière. Exp. : MM. A. et S. L. H. Herchebaud, M^o Ader, Picard, Tajan.

MARDI 28 FEVRIER à 21 h.
 (Exposition lundi 27 à 21-23 h. - mardi 18 à 11-17 h.)
 Dessins et tableaux modernes par : Degas, Chagall, Benoit, Dufy, Picasso, Sotny, Bourin, Utrillo. Experts : MM. Durand-Ruel, Fautou, Maréchal, Cézanne, Joannelle. M^o Ader, Picard, Tajan.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

--- ADEP, PICARD, TAJAN, 12, rue Pavet (75002), 742-85-77.
 --- BENOIT, 5, rue La Boétie (75008), 285-79-50.
 --- LE BLANC, 22, avenue de l'Opéra (75001), 073-89-78.
 --- BOISGRARD, DE HECKEREN, 2, r. de Provence (75008), 770-81-38.
 --- BONDU, 17, rue Drouot (75008), 770-36-18.
 --- CHAMBELLAND, 1, rue Esquirol (75001), 770-16-18.
 --- CHAMPETIER DE RIBES, RIBYRE, MILLON, 14, rue Drouot (75008), 770-08-41.
 --- COENIGNE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 338-18-97.
 --- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 558-95-44.
 --- DELORME, 1, rue de Valenciennes (75005), 245-97-83.
 --- GODÉAU, SOLANET, AUDAP, 23, rue Drouot (75008), 770-15-53 - 770-87-58 - 553-17-23.
 --- LAURIN, GUILLEUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement M^o LAURIN - LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11.
 --- LOUVAIN, FOULAIN, 30, pl. de la Madeleine (75002), 073-08-48.
 --- OGER, 22, rue Drouot (75008), 333-38-82.
 --- PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 18, rue de la Grange-Batelière (75008), 770-88-28.
 --- RIBAUT-MENETIERE, LENORMAND, 12, rue Hippolyte-Lébas (75002), 073-13-94.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La Division des Systèmes de Grande Diffusion d'IBM-France (D.S.G.D.)

est vouée à un développement rapide. Les équipements qu'elle commercialise s'adressent principalement aux PME-PMI, et sont destinés à résoudre leurs problèmes. Entièrement responsables des relations d'IBM-D.S.G.D. avec les entreprises de leur territoire géographique ou économique, les

INGENIEURS COMMERCIAUX

doivent donc connaître les problèmes de ces entreprises et de leurs dirigeants.

Susceptibles d'assurer, à l'issue d'une formation théorique et pratique de 10 à 12 mois, toutes les fonctions commerciales de la Division, ils devront s'adapter à toutes les formes de vente, toutes les techniques informatiques et toutes les catégories d'applications, du fait de la diversité des situations rencontrées.

Ce sont donc des hommes et des femmes entrepreneurs, à même d'entretenir d'excellents contacts humains, capables de communiquer et de négocier avec aisance, dotés d'une forte capacité de travail, d'organisation et d'autonomie.

Leurs aspirations à l'acquisition de compétences élevées et polyvalentes se trouvent satisfaites par la variété de

leurs activités et l'étendue de leurs responsabilités. L'évolution de leur carrière dans l'entreprise, et la politique humaine visant à l'enrichissement des tâches concourent également avec leurs motivations professionnelles.

Pour assurer ces fonctions et évoluer de manière satisfaisante, les candidats que nous désirons recruter sont de jeunes diplômés de I.P., CENTRALE, HEC, ENSIC.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo récente, sont à adresser à : J.P. JOUBERT - IBM-FRANCE Tour Berkeley - Cedex 19 92080 PARIS-14 DEFENSE. (Réponse et discrétion assurées).



HAVAS CONTACT

Filière d'un important groupe industriel et commercial européen recherche pour la région parisienne un organisateur

Le candidat doit être d'un niveau de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, doit avoir une solide expérience en organisation, information, gestion comptable. Très bonnes relations humaines indispensables. Adr. lettre man., photo, C.V. et prêt. n° 49.338 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}. Discretions assurées - Réponse à tous.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche un AUDITEUR - COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

pour participer au sein d'une équipe, à la réforme comptable en liaison avec l'informatique. Il devra assurer le suivi de la mise en place du nouveau système et proposer les structures et les procédures qui en découlent. Niveau d'études supérieures avec une expérience de 5 années au moins dans le domaine de la comptabilité des opérations bancaires. Adresser C.V., photo et prétentions à n° 3821, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

STE APPAREILS DE MESURES INDUSTRIELLES siège usine PARIS

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL ELECTRONICIEN INFORMATICIEN

spécialiste logiciels, bonne pratique Hardware. Solides connaissances en fonction expérience. Possibilité cadre - Libre rapidement. Discretions totales assurées. Adresser C.V. détaillé au CHEF DU PERSONNEL, Boite Postale 154 - 75363 PARIS Cedex 08.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATION pour SON SERVICE COMMERCIAL

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

qui sera plus spécialement chargé de la commercialisation de son matériel. Anglaise obligatoire, autre langue souhaitée. Adr. C.V., prêt, sous le n° 49.645 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - PARIS 1^{er}.



emplois régionaux

Société de services et conseils en informatique filiale d'un important groupe industriel français recherche pour BORDEAUX

2 ingénieurs informaticiens débutants Expérience minimum deux ans pour s'adapter à une équipe existante chargée de concevoir et réaliser un ensemble de logiciels en Assembler. Origine : écoles d'ingénieurs ou universités (maîtrise, D.E.A., doctorat). Disponibilité immédiate. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence OPRY (mentionner/av.), EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

La Ville de SAINT-LO recrute deux animateurs activités socio-éducatives sur quartier, à part. d'équipement, et auprès des jeunes. Expr. professionnelle souhaitée. Rens. et candidatures, avec C.V. à adr. au Bureau d'aide sociale, passage Quai-Déroule, à SAINT-LO. Date lim. de dépôt : 10 mars 78.

La Ville de GRENOBLE recrute, dans le courant du mois de mars, un concours pour le recrutement d'un Professeur d'Art Dramatique. Conditions d'âge : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1978, avec recuit dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978. Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hôtel-de-Ville, 11, boulevard Pasteur, boîte 13, ou téléph. au 43-47, poste 276.

EXPANSIAL

Recherche pour Société Algérienne d'Engineering Industriel et Pétrolier I - BUREAU D'ETUDES : PROJETS STATIONS DE POMPAGE ET COMPRESSION

ingénieurs

- Chef de projet chargé d'études d'installations pétrolières ou gazières : pipe-line, stations de pompage et compression, stockage d'hydrocarbures, etc. REF. 119 AM
- Process conception et fonctionnement des installations (automatisme, régulation, instrumentation) REF. 191 M
- Mécanicien spécialiste ouvrages concentrés REF. 102 M
- Electricien études des installations d'alimentation BT et HT des stations de pompage et compression REF. 106 M
- Instrumentiste spécialiste de l'instrumentation et des systèmes d'automatisme et de régulation pneumatique et électrique REF. 199 M
- Génie civil études de petits bâtiments industriels REF. 111 AM
- Topographe études de tracé de canalisations gaz et pétrole REF. 180 M

II - CHANTIERS : STATIONS DE POMPAGE ET COMPRESSION

ingénieurs

- Chef de projet chargé de coordonner, superviser, et contrôler les travaux et la réception des installations REF. 119 BM
- Génie civil petits bâtiments industriels REF. 111 BM
- Télécommunications mise en place et contrôle des équipements de télépervision des stations : électronique, téléphonie et télé-imprimés REF. 127 M
- Contrôle de soudure sur canalisations de transport de gaz naturel et de pétrole à haute pression REF. 122 M

Il est exigé : — une solide formation et une expérience confirmée.

Il est offert : — un logement ou une indemnité de logement — le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadre — une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

LA CAISSE CENTRALE DES MUTUELLES AGRICOLES recherche

des ingénieurs

niveau ENSI - INSA ...

ayant 5 à 8 ans d'expérience commerciale dans la promotion et la vente de calculateurs de procédés, centralisation d'information et autres automates.

Adresser C.V. à n° 338 SPERAR 12, rue J. Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra. Discretions assurées.

LICENCIÉ EN DROIT

POUR GESTION DE DOSSIERS DE COÛTS ELEVES

Déplacements en province. Les candidats devront être déchargés des obligations militaires.

Envoyer C.V. détaillé et photo au Directeur de la GESTION DU PERSONNEL, 8-10, rue d'ASTORG 75008 PARIS

IMPORTANTES SOCIÉTÉS D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES 9^e arrondissement, recherche pour les villes RÉGION PARISIENNE SUD

après stage dans les Ets de SAINT-OVEN (avenue Michelet)

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

- Formation Ingénieur Supérieur ou Supérieur-technicien (Supélec, I.E.G., E.S.T.P., E.S.A.R., etc.)
- Fonction proposée : — INGÉNIEUR D'AFFAIRES — Etablissement des devis : — Suivi commercial ; — Surveillance, gestion et suivi des chantiers.

Envoyer lettre manuscrite photo et prétentions sous réf. 5743 à P. LINGEAU S.A. - S.P. 220 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CIT ALCATEL

DEPARTEMENT TRANSMISSION recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour prospection, vente et suivi des affaires dans le DOMAINE de la TELEINFORMATIQUE. Connaissance du marché de l'informatique et expériences commerciales nécessaires. Anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS. - Brefs déplacements. Adresser C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Département Transmission, Service Relations Humaines, 33, rue Emery, 75015 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL recherche

UN CONCEPTEUR IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS

ayant 2 ans minimum d'expérience dans un bureau d'organisation et des méthodes. Possibilité de promotion. Décentralisation fin 1978 proche banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 3078 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

ORGANISATEUR

Vous avez le goût du CONSEIL et de l'ASSISTANCE. Vous connaissez la BANQUE depuis au moins 3 ans. LES FREQUENTS DEPLACEMENTS EN PROVINCE vous conviennent bien que votre bureau soit à Paris. fin 1978 ou proche banlieue Ouest.

Aussi, vous pouvez être le futur collaborateur d'un service méthodes et assistance filiale d'un ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL. Env. C.V., photo et prétentions à n° 3078 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS.

PHILIPS recherche

pour une de ses filiales (PARIS) un **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ** pour analyser, concevoir et après-vente matériel télécommunications civiles.

Adr. lettre manuscrite et C.V. à CENOS, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS (7^e), qui transmettra.

ACHETEURS CHEFS DE GROUPE ET PRINCIPAUX FORMATION E.S.A.

Très confirmés à l'export, domaine électronique

ACHETEURS DÉBUTANTS

B.T.S. ELECTROTECHNIQUE LIBRES RAPIDEMENT ANGLAIS OBLIGATOIRE LU ET ÉCRIT

Adresser C.V., photo et prêt. sous n° 209, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Recherche pour entreprise de logiciels, débutants ou seniors. Formation école d'ingénieur ou université.

Lieu de travail : Paris. Env. C.V. et prétentions à n° 338 SPERAR 12, rue J. Jaurès, Paris-20

INFORMATIS SYSTEMES

Recherche pour développeurs de systèmes temps réel en FRANCE et à l'ÉTRANGER

INGÉNIEURS LOGICIELS

INGÉNIEURS TRIS 50 Réelle possib. de promotion pour éléments de valeur

STE ROUEN, 16, bis rue d'Anjou, Rouen, 76000

JEUNE COMPTABLE

possédant bonne formation de base pour poste évolutif. Adresser C.V. et prétentions à URGENT RECHERCHE CHEF PUPITRE (IBM 370). Excell. références pour formation. Rémunération 60.000 F. Tél. pr rendez-vous : S.A.P. - 225-275

JOURNALISTE

CONNAISSANT l'AUTOMOBILE pour écrits caravanes ou location et articles techniques. Pratique Caravanning souhaitée. Offres par lettre exclusivement à CARAVANING - 1, place du Théâtre-Français, 75001 PARIS

SVP

recherche pour son service d'INFORMATIONS FISCALES

CADRE FISCALISTE

Formation Ecole des Impôts ou autres des compétences équivalentes et de préférer, spécialisé en impôts directs.

Il aura pour mission de répondre aux questions les plus diverses sur la théorie et la pratique du droit fiscal.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 7842-66-47 à : SVP, 54, rue de Montcaux, 75004 PARIS CEDEX 08.

AGENCE DE PUBLICITE

en développement, recherche : un **AGENCE DE PUBLICITE SENIOR** capable d'assurer tous problèmes de communication.

Prêt à prospecter. Offre : des budgets intéressants, une rémunération motivante. La possibilité de progresser avec l'agence.

Env. lettre manuscrite, C.V. à SEDIP, 29, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.

Agence de publicité recherche jeune femme, mi-temps, pour service administratif.

Connaissance parfaite saletés, his sociétés, culture et langues. Env. C.V. + photo, à : Mme TRIN, Pub. Delmas-Duprat et Ass., 7, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Agence de Pub recherche une ASSISTANTE. Expérience souhaitée. minimum requise de 2 à 3 ans en Agence, de préférer, sur budget de gros consommateurs.

Salaire proposé : 3.20 à 3.70 brut mensuel selon capacités. Adresser C.V. et photo sous le n° 72076 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

S.F.I.M. SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE recherche

1^{er} Référence 101 INGÉNIEUR D'ÉTUDES

POSITION II Diplômé E.N.S.A. ou E.S.E. (électronique) pour travaux sur systèmes d'asservissements de pilotage par séquences.

2^e Référence 503 INGÉNIEUR D'ÉTUDES

DÉBUTANT POSITION I Diplômé E.N.S.A. ou E.S.E. (électronique) pour travaux sur systèmes d'asservissements numériques et analogiques.

Ecrire en mentionnant la référence avec C.V. et prétentions au Service du personnel, S.P. n° 74, 9180 MASSY.

SE.E.T. Organisme d'Etat recherche

TECHNICIEN

— Possédant BTS - Bâtiment — Pour définition des travaux (travaux neufs et d'entretien sous corps d'état).

— Contact avec les entreprises (devis).

— Surveillance des chantiers.

Lieu de travail : ARCUEIL, Fort de Montreuil (Seine - St-Denis).

Ecrire avec C.V. au service du Personnel FORT D'ISSY-LES-MOULINEAUX, rue du Docteur Zamiatoff, 92311 Issy-les-Moulineaux.

Dans le cadre de la Coopération Technique

recherche

ENSEIGNANTS DE : — MATHÉMATIQUES — INFORMATIQUE — STATISTIQUES — CHIMIE — PHYSIQUE

DESIGN INDUSTRIEL. Ces postes sont à pourvoir à l'école d'ingénieurs de Bourges de l'Institut National du Pétrole.

Adr. cand. avec C.V., max. et prêt. à : DEPARTEMENT COOPÉRATION I.N.P.I. E.N.S.I.M.M., Parc de Sourport, 5042 NANCY.

Importante entreprise de construction de matériels électroniques Banlieue Sud recherche

AGENT TECHNICO-COMM.

pour diffusion de matériels destinés aux administrations, Ports et Chaussées, Municipalités, Divisions-Ecoles.

Formation technicien Indispensable

Prévisions déplacements en province. Voiture personnelle

Ecr. avec C.V. et prétentions à n° 3072, Publications Réunies, 112, bd Voltaire - 75001 Paris.

D.J.E.R.A. rech. pour un établissement de CHATELAIN-SO-BAGUEUX 92200, avenue de la

UN INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

MÉCANIQUE ou VOL. Ingénieur ou avion débutant ou expérimenté. Adresser candidature avec C.V. et photo.

secrétaires

Secrétaire de direction

GRUPE IMPORTANT SECRÉTAIRE DE DIRECTION bilingue ANGLAIS-FRANÇAIS POUR DIRECTEUR - PARIS TELEPH. 223-77-41.

represent. offre

ÉDITIONS JACQUES GLENAT recherche REPRESENTANTS EXCLUSIFS AUXILIAIRES PARIS ET PROVINCE. Envoyer C.V. + photo à : rue L'Éclair, 10000 Grenoble ou TEL. PARIS 272-24-71 ou R.V.

SI VOUS ÊTES DYNAMIQUE

désirez-vous constituer un portefeuille de courtage d'assurances important. Adresser nous votre candidature, nous mettons sur le marché des contrats nouveaux pour des garanties inédites. Prospection facile. Ecrire n° E. 7198, MAJAZ, 3100 TOULOUSE CEDEX.

Immobilier
 Pierre Douc
 500.16.62

Automobile
 de 5 CV
 de 7 CV

Handwritten text at the bottom of the page.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANCIENNES ENCADRES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	26,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

Immobilier

appartements vente

appartements vente

appartements vente

Immobilier (information)

constructions neuves

Paris Rive droite

PIERRE DOUX
présente à Paris 19^e
idéale FIDELITE - Meuble
125, St. du Maréchal Marmont
L'Alcega du Bois
500.16.62

D RICHARD-LENDRI 5 P.
120 m² terrasse, asc.
récant, T. 924-10-72

IDEAL PLACEMENT
VIVRE TOUT CONFORT
DANS TOUT PARIS
à partir de 100 000 F.
Prêt crédit possible.
16-55-10, poste 22.

DE SAINT-HONORE - 5^e
DOUTRE PLAGE VENDOME
m² à rénover, possibilité
de créer un duplex, 700
pour R.V.S. 704-79-32,
de 11 h à 14 h, 17 h 30.

AVENUE DES TERRES
SEUL STUDIO, 43 M²;
AT NEUF, cuisine équipée,
salle de bain, wc, placard. Prix
180.000 francs.
37-77, le matin de 10h-12h.

79, RUE SAINT-LAZARE
immeuble Pierre de Taille,
restauré, de luxe.

2 PIECES
à la vente, samedi,
de 14 à 17 heures.
PÉRILOUX, 2 p., entrée, s.
b., wc, douche, asc. sur
terrace, 99.000 F. - 528-81-30.

VOLTAIRE - ST-AMBROISE
1^{er} grand 3 p., 60 m², double
salle de bain, LEROUX, 335-72-94.

DAMREMONT-STUDIOS
deux, bain, paroi étal.,
sans ascenseur - 754-44-81.

11^e P., splend. duplex 5-6 p.
à la c^h + grand parking
dét. possible except. 878-41-45.
samedi, 11 h - 14 h, 17 h 30.

MADELEINE
Direct. Propriétaire, magnif.
2-3 p., t. confort, dans BEL
immeuble, 100 m², asc.,
M. V. VENDREDI 14 h 30-17 h,
30, RUE VIGNON.

TROCADERO
Imm. neuf très grand standing
2 p., 57 m², asc., 123,000 F.,
M. V. LONGCHAMP, 16^e,
TEL. : 720-17-34.

demandes d'emploi
Cabinet ESPECI Paris, DES sciences physiques,
5 ans exp. acquise au milieu industriel de reser-
ches, appl. en physique et physico-chimie,
spécialiste de radiocristallographie, de stabilité et
de contrôle non destructif. Anglais courant, bon-
nes notions de l'allemand.
TERRICIER : Poste de recherche appliquée ou de
développement. Région indifférente.
Ecr. n° 6554, « le Monde » Publi-
cité, rue de Valenciennes, 75427 Paris-9^e, qui transmettra.

JOURNALISTE excell. référé,
spécialité enquête, interview,
Etud. des propositions de presse.
Ecr. n° 7.324 M. Régie-Presses,
83 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.
DECS composite, maîtrise, 27 ans,
1401-65-10-77 les et 21-22-78.
URGENT. Tél. 330-11.11.
RE. VERRIER électro-
mécanicien d'atelier, 2^e échelon,
spécialité verre métall.
so. cadres. Disponible de
14 h à 18 h, 125, rue de
Ecrire sous n° 196 M, à
« LE MONDE », 16^e,
rue de Valenciennes, Paris, ou
à « LE MONDE », 16^e,
rue de Valenciennes, Paris.

RELATION. H. NVE
RELATION PRESSE
PRODIGE, 17
AR. MEDIA. NOUVEAU
recherche
TUATIN EN RAPPORT
s. r. Réaumur, 75002-Paris.

animaux
dép. financier clientèle
français et d'occident.
70 Fosses. T. : 471-42-81.

cours et leçons
Professeur de diction,
français et d'occident.
Téléphone : 632-71-81.

propositions diverses
Si vous êtes intéressés par créa-
tion de CLUB DE VACANCES
CONTACTEZ les vendredi 17
samedi 18 février M. MOINARD
Hôtel Terminus, 108, rue Saint-
Lazare. Téléphone : 361-51-20.

occasions
EN SOLDE : moquette et revê-
tements muraux, 140 et 24 ch. de
20.000 m² sur stock.
Téléphone : 399-86-75.

automobiles
- de 5 CV.
T. 2 CV 71 102.000 km
1.200 F. 206-76-36, après 18 h.

5 à 7 CV.
vend cause décès SIMCA
54, juillet 1972, 110 km
1 km, bon métal, excell.
révisé, radio-cassette, 4
s. pneus, couleur à nou-
veau, 11.200 F. à débiter, -
sh. 125-150, heures bureau
CLUB, particulier, 1974,
3 km, parfait état, 6.600 F.
M. de BARRIN, dir.
11 h - 19 h, 705 - 85 - 10.
vd KAMANN GHA 1965,
1.300 F. à débiter,
26, après 18 h. : 574-67-27.

8 à 11 CV.
CHRYSLER 190, 1976, très bon
état, 38.600 kilomètres, bleu
sûreté (1964), P. Argus 19.000.
Téléph. 454-66-72, après 19 hrs.

diver
MERCEDES BENZ
NEUF et OCCASION
EURO GARAGE
73/77 A.A. BRIAND
Montreuil 755.52.20

Paris Rive gauche

SÈVRES-BABYLONE
Bon immeuble, petit 2 pièces,
cuis., wc, douche, clim., calme,
MARTIN, D^r en droil. 723-92-09.

QUAI D'ORSAY
500 m² VUE SEINE - Grand
standing. Téléphone : 320-97-61.

LUXEMBOURG
PROPR. VENDENT 2^e imm.
en rés. rés. 2 pièces, tout
c^h, S/P, MARDI, MERCREDI,
JEUDI DE 11 à 17 HEURES
DU SUR R.V.S. : 723-24-41,
7, RUE ROYER-COLLARD.

ODEON
RUE MAUTEUILLE
HOTEL, XVII^e siècle,
2 à 5 pièces, de 92 à 170 m².
A. JONAS, Samedi 17 h,
752-78-27 et 227-91-45.

PLAGE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
Métro : Saint-Michel
ANGLE 22, RUE SUGER / 3, RUE DE L'ÉPERON
Immeuble rénové - Grand standing
STUDIOS - APPARTEMENTS 3 et 3 PIÈCES
Visite sur places Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi
l'après-midi de 14 heures à 17 h 30
SARIF - Tél. : 924-62-43

MONTPARNASSE/AVIN
219, boulevard Raspail
Immeuble standing, 6 étages,
ascenseur, plein soleil, duplex,
original, luxueux,
3 pièces, entrée 85 m² +
10 m² de terrasse, téléphone,
cave, vide-ordures.
695.000 F.
s/pt. le mercredi 15 et jeudi 16
de 14 h à 17 h, 16 h.

CONVENTION
IMMOBILIER 1963
80 M² LIV. + 1 ch. cuis., bns.
Prix : 200.000 F.
TEL. 226-67-47
Prox. PL. ITALIE - DDE, 42-30

MAISONNETTE privée
4 pièces, standing, asc.
M² DUPLEX Part à part
sur jardin, bel immeuble,
grand confort, loggia.
Prix 600.000 F.
Sur place jeudi de 14 h à 19 h
44, rue Roxelie - Tél. 727-79-28.

ALESIA-DIDOT 4 PIÈCES,
terr. 47 m² JARD. DDE 42-30
RARE 14 Vrai stand. gariste
Prix Intéressé 245.000 F. 246-14-45.

CENSER STUDIO,
cuis., bain, s. b., t. confort,
cave, 30 m². - 231-81-11.

PROXIMITÉ IMMÉDIATE
NOTRE-DAME
Petit immeuble, entret., restauré
STUDIO
APPTS DE 82 M² A 135 m²
EN VILLE
GRES. ENTRE. 2 APPARTEMENTS
TRES SOIGNES
SOREDIM 227-91-45

ALMA 80 M²
LIV. + 1 ch. cuis., asc. stand.
50 - 22 - 88.

RUE SAINT-CHARLES
Récant, étage élevé, balcon, 60,
double cuisine, 11 c^h, part.
MARTIN, D^r Droit, 742-91-09.

VILLAGE SUISSE
Imm. pierre de taille, séjour +
chambre + chambre enfant, tout
confort, 66 m². Prix 430.000 F.
JEAN FEUILLADE, 564-80-72.

13^e - CHOISY
IMMOBILIER NEUF.
200.000 F. - Tél. 720-42-52.

MONTPARNASSE
Nouvel immeuble entièrement
rénové. Asc. Vidéo-ordures.
STUDIOS et 2 PIÈCES
REFAITS NEUF partir
110.000 F. - 227-92-78.

M. ALESIA
Imm. neuf, façade pierre de
67 m² + terrasse 33 m², 1^{er} ét.
60 m² + terrasse 33 m², 1^{er} ét.
40 m² terrasse, 1^{er} ét.
40 m² terrasse, 1^{er} ét.
de Coulimiers, mercredi, jeudi,
de 14 h à 19 h, ou 247-15-60.

MONGE DUPLEX
Liv. + ch^h, ch^h, dégagé,
grand stand., asc., 244-22-55.

DUREC 3 pièces, cuis., entrée,
cave, parking.
Prix 230.000 F. - 566-40-31.

PORTE D'ITALIE
Particulier vend 4 vraies pièces
93 M² Standing, 2^e étage,
cave, parking.
Prix 320.000 F. C. F.
Téléphone : 393-31-52.

Région parisienne

NEUILLY
IMM. NEUF QUALITE
CALME ET VERDURE
5 PIES DUPLEX 118 M²
+ TERRASSE 140 M²
PRIX 1.225.750
VOIE PRIVEE
72, RUE VICTOR-HUGO
Sur place tous les jours de
10 h à 19 h, s. dimanche,
2. Immobilier - 247-37-77

BOULOGNE
17, RUE BERANGER
Quartier calme et résidentiel,
chambre 4 p., cuis., asc., 50 balcon,
dernier étage, Exposition plein
Sud. Téléph. Mme ESTIENNE,
92-11, Villa de Villiers
Métro Bourg-St-Romain
Magnifique appart. 4 p., petit
immeuble, 100 m², asc.
TEL. : 335-55-70.

NEUILLY Propri. vd 45 p. de
imm. 72 plein soleil, standing,
2 s. b., cuis. équ., 2 part., tel.
Sur place jeudi, 13-18 h, 24, bd
Blanc, 16440-70.

CHARLANTON-LESCLES
Bois, métro, immeuble stand.
3,4 p., 83 m², asc., double entrée,
confort, part. possib., 252.000 F.
CROIZOT, TEL. : 344-62-67.

VERSAILLES Propri. vd 45 p. de
imm. 72 plein soleil, standing,
2 s. b., cuis. équ., 2 part., tel.
Sur place jeudi, 13-18 h, 24, bd
Blanc, 16440-70.

Fontenay-aux-Bois, 11^e Vincennes,
Imm. 1974 en P.T., 3 p., t. c^h,
Super. 70 m², asc., 100.000 F.,
RENS. : 876-24-44.

SEVILLIERS-LE-BEL
F.C.S. LE PRIE DE L'ÉTOILE
10^e gara, magnifique 5 p., tout
confort, asc., 1^{er} étage, 190.000 F.
VERSAILLES, 1970 en P.T., 3 p., t. c^h,
Jard. privé, asc., 100.000 F.,
33.000 F. RENS. : 876-24-44.

Fontenay-aux-Bois, 11^e Vincennes,
Imm. 1974 en P.T., 3 p., t. c^h,
Super. 70 m², asc., 100.000 F.,
RENS. : 876-24-44.

VERSAILLES-LE-BEL
F.C.S. LE PRIE DE L'ÉTOILE
10^e gara, magnifique 5 p., tout
confort, asc., 1^{er} étage, 190.000 F.
VERSAILLES, 1970 en P.T., 3 p., t. c^h,
Jard. privé, asc., 100.000 F.,
33.000 F. RENS. : 876-24-44.

ISLE-ADAM
700 m gara, comm. Bel spot
de résidence, hall, séjour, div.,
2 belles ch^h, 60 m², cuis., bain,
s. d'eau, chif. cont., vue sparc.
commercial, 1974 en P.T., 3 p., t. c^h,
Super. 70 m², asc., 100.000 F.,
RENS. : 876-24-44.

BOULOGNE LA REINE
IMMOBILIER RECENT
Excitant stand. 45 m², 3 pièces,
150 m², 2 part., Tél. 265-67-06.

LE PECQ 1^{er} RER, 10^e imm.
neuf et court de
Hollons, 2 PIÈCES PRINCIP.
+ LOGGIA, 3^e et dernier étage,
+ 100 m² de terrasse, asc., 100.000 F.
AGENCE de la TERRASSE
LE VESINET - 978-85-98

SAINTE-MAUR
A 700 METRES R.E.R.
« LES AILANTES »
petit immeuble, 2 pièces,
2 pièces, de 45 à 51 m².
NOUVEAU PRIX CONVENTIONNEL.
A PARTIR DE 11 %.

Sur place, week-end, de 10 à
19 heures, 19-12, avenue des
Ailantes - SAINTE-MAUR-DES-
FOSSES ou renseignements :
NOUVEAU PRIX CONVENTIONNEL.
73114 PARIS - Tél. 720-14-15.

FONTAINEBLEAU
plein centre, proximité
immédiate commerces.
Nouvel, Jumeau, bain,
APPT 3 P., DUPLEX,
C^h standing, 119 m², cuisine
équipée, salle de bain et suite
douche, 2 parkings en sous-sol.
TEL. : 332-42-52.

BECON, 30 M GARE, 1^{er} ET
SALINE, 3 p., cuis., t. bns, asc.
CALME, 197.000 F - 760-49-40

HAMEAU PROVENCAL
Près STE-MAXIME, à 300 m
de la mer, 3, 4, 5 p., mezz.,
loggia, piscine, priv. TERR.
S. T. Vézalay, Paris-9^e, 522-92-10.

EVIAN
Quai Raspail (bord de Lac)
Nouvel, Jumeau, bain,
A très bon prix 110 m² dans superbe
immeuble, 110 m², 3 pièces,
Cave, Jardin commun, P.
part. Interméd. : FF 420.000.
Ecr. n° 8572, « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9^e

19^e - STUDIOS confort,
loué de 2 p. + mezzanine,
RÉCUPERATION INTÉGRALE
DES LOYERS.
Sur place, 120 rue des Pyrénées,
15 bis 14-19 h - T. 370-04-70

185, RUE DE LA POMPE
2 p., ent., cuis., wc, s. bain,
réf. neuve, 1.200 F charges courr.
A. MARCIANO - 626-62-68

ECOLE MILITAIRE Part. étal,
3 p., t. c^h, 4^e étage, asc.,
1.800 F ch. comm. - 626-62-68

19^e - STUDIOS confort,
ancien ou moderne, de 500 F
à 900 F + charges. Tél. matin :
SEGECCO - 322-62-42.

Immobilier (information)

Allo! 525.25.25

525.25.25
Information
Logement
je cherche
un appartement...

...Oui, nous en avons 40.000 à vous proposer.

Centre Etoile
48, avenue Kléber, 75116 Paris 625.25.25

Centre Nation
45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Mairie
210, avenue du Maine, 75014 Paris 538.22.17

Locations sans agence
OFFICES DES LOCATAIRES
18, r. la Michodière, M^e Opéra,
Paris 2^e. Tél. : 266-52-64.

CAP D'AGDE
LES MARINAS
DE LA CROISSETTE
« Les pièces dans l'eau »
Port et plage
GRAND STANDING

2 pièces 180 000 F
3 pièces 210 000 F
4 pièces 250 000 F
5 pièces, duplex 420 000 F

LIVRAISON JUIN 1978
Renseignements et visite :
CAP D'AGDE
de 11 h à 19 h
Trisième semaine immobilière
Stand Palais des Congrès
au Palais des Congrès
de la Méditerranée
ou SOPRA, Port-Richelieu
3330 CAP-D'AGDE.

locations non meublées
Offre

Paris
PARIS-19^e
SANS INTERMÉDIAIRE -
Immeuble neuf, tout confort,
face au métro Porte-d'Ivry,
2 pièces, de 45 à 51 m².
NOUVEAU PRIX CONVENTIONNEL.
A PARTIR DE 11 %.

Sur place, week-end, de 10 à
19 heures, 19-12, avenue des
Ailantes - SAINTE-MAUR-DES-
FOSSES ou renseignements :
NOUVEAU PRIX CONVENTIONNEL.
73114 PARIS - Tél. 720-14-15.

EXCEPTIONNEL - Grand
immeuble, 150 m², 3 pièces,
1^{er} étage, asc., 1.500 F + ch.
S/office 14-18 h pour visite,
samedi de 9 h 30 à 12 h 30 :
65, rue LA BOÉTIE

EN LOCATION-VENTE
P.V. RENNES 19^e, immeuble neuf
jumeau, 110 m², 3 pièces,
appart. 3 et 4 p. + mezzanine +
charges 427 F, parking 124 F.
S'adresser au Récepteur :
82-84, boulevard Masséna
Tél. : 333-62-63.

95-SAINT-LEU-LA-PRET
Société pourra louer directement
appartements neufs bon stand.,
proximité centre comm. et gare
P. 1.500 F + ch. F. 4.150 F
+ ch. P. 1.250 F + ch. part.
compris. - Téléphoner 414-78-86
+ charges. 14-18 h pour visite,
samedi de 9 h 30 à 12 h 30.
A louer centre Fontenay-aux-Bois
RER, 45 p., t. c^h, 2.000 F
+ charges. RENS. : 876-24-44.

PUTEAUX
RESIDENCE BELLEVERVE
En bordure de Seine
Cuis., équipée, 144, parking
STUDIO
2 PIÈCES
3 PIÈCES
4 PIÈCES
5 PIÈCES
SÜR PLACE mardi, jeudi,
13 à 17 h 30, bâtiment D,
34, quai National, à Puteaux
ou sur rendez-vous :
JERIN ARTHUR et c^h Tiffen
174, bd Haussmann
766-04-66

BOULOGNE POINT
DU JOUR
Particul. loué appart. 2 pièces,
tout confort, immeuble récent,
1.100 F mensuel charges comm.
Tél. 254-25-30 (heures bar.)
ou 566-87-14 (domiciliai)

BANOL - Loin à Puteaux dans
résid. env. piscine, P-2, kitchen,
jardin Tél. : 151 75-27-33

constructions neuves

SAINT-MANDÉ (94)

RESIDENCE JEANNE DU LAC
20-32, rue Jeanne-d'Arc,
à 200 m. du Bois de Vincennes.
Un luxueux immeuble
PIERRE DE TAILLE
STUDIOS, 4 et 5 PIÈCES
Vastes loggias, terrasses, jardins.
Livraison 2^e trimestre 1978.
PRIX PROMOTEUR DÉFINITIF.
Sur pl. tous les jours, 11 h à 18 h,
s/ mardi, ou Samedi, 747-09-20.

YVING
16 rue de la
Studios et 2 pièces
Sur place de 11 h à 19 h, sauf
mardi et dimanche.
CAME - 528-22-82

SUR LES QUAIS
« MARAIS 12 »
Petit immeuble de qualité
STUDIOS, 2-3 P. Livr. juil. 78.
LOYER 54.000 F. - 277-70-04

appartements occupés
A. R. JOUBERT 5 appart. bour-
geois et cédés occupés. Bail,
bon rapport. Affaire exceptionnelle.
52 m² sur 1.200 m² P.
URGENT. 288-49-44 - 283-31-87.

A VENDRE
INDUSTRIEL PARIS
4 APPARTEMENTS
DOMONT-LES-ESSARTS
Occupés
Revenus annuels nets
1976 40.333,12 F.
Paire état à FARRUGIA,
16 rue de la République,
77160 PROVINS.

S/SOU. ST-VINCENT-DE-PAUL
DES BELS IMMS. RENOVÉS, asc.,
STUDIOS OCCUPÉS, à part. de
65.000 F. reprise, crédit possible
80 % T. : 534-25-56 ou 525-65-28.

appartements achat
URGENT RECHERCHE
4 à 7 p. t. c^h, 150 m²,
Vincennes, GOUVERNEMENT
MICHEL, M^e REY, 1-25-79-95.

Part. achète 1^{er} ét., 5^e et

CARNET

Naissances

— Je m'appelle **Nathalie ACKER**. Je suis née le 14 février 1978. Mes parents, Dominique et Jean-Paul, sont très contents.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. Félix BARET**, charrier de la Légion d'honneur, survenu le 10 février. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité à Châteaufort-le-Bouge (Bouches-du-Rhône), le 15 février. De la part de Marie-Françoise Baret et de toute la famille. 41, boulevard du Commandant-Charcot, 92209 Neuilly-sur-Seine.

— Le président et les membres du conseil d'administration de l'Institut industriel du Nord. Le président et les membres du conseil d'administration de l'Association des Ingénieurs du Nord ont le douleur de faire part du décès survenu le 14 février 1978 de **JL Robert BOSSUT**, directeur de l'Institut industriel du Nord, charlier dans l'ordre de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques. La messe des funérailles aura lieu le samedi 18 février, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas à Sainthila-en-Ménilant. Assemblée à l'église à 9 h. 30. C'est avis tient lieu de faire-part.

— Mme Marc Adrien DOLLFUS, le professeur et Mme Michel Samson, M. et Mme Olivier Dollfus, Mlle Geneviève Dollfus, Sébastien Samson, M. et Mme Yves Samson et Jonas, Blandine et Séverine Samson, Véronique, Catherine, Pascale et Perrenette Dollfus, M. et Mme Jean Dollfus, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et Mme Charles Dollfus, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Mme Madeleine Odier, ses enfants et petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, du docteur **Marc Adrien DOLLFUS**, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, capitaine honoraire des hôpitaux de Paris, membre de la Société des antiquaires de France. La cérémonie religieuse, présidée par le pasteur Bannet, aura lieu en l'église Saint-Denis en Lyon, 27480 Lyons-la-Foret, le samedi 18 février, à 14 h. 30. C'est avis tient lieu de faire-part. « Dieu dit que la lumière soit et la lumière fut. Dieu dit que la lumière était bonne. » Genève, L. 3.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. Pierre HUGER**, promotion Maréchal-Joffre (Saint-Cyr), pharmacien à Plouguenest, décédé dans sa soixante-huitième année à Saint-Briac, le mardi 14 février 1978. De la part de : Mme Pierre Huger, ses enfants et petits-enfants, Des familles Huérrer, Fouquet, Duval, Bourgois, Seligot, Dubois, Forestier, Magnin. Les obsèques ont eu lieu le jeudi 16 février, à 10 h. 30, en l'église de Plouguenest (Côtes-du-Nord). C'est avis tient lieu de faire-part.

— Mme Robert Kaufmann, Mlle Colette Kaufmann, M. Gilbert Lévy, M. et Mme Bertrand Pitner et leur fille, Mlle Agnès Lévy, Mme Marcel Kaufmann, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de **M. Robert KAUFMANN**, survenu le 4 février 1978. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 24, rue du Ranalah, 75016 Paris.

— La famille Loeb a la douleur de faire part du décès de **Jean LOEB**, survenu le 14 février 1978. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, 27, rue de Valenciennes, 75013 Paris. C'est avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. Joseph MARRAST**, né Marguerite Langlois, survenu le 15 février dans sa quatre-vingt-cinqième année. De la part de : Geneviève et Henri Mateur, Françoise Marrast, Jeannette Marrast, Monique et Louis Quenest et leurs enfants, Jacques et Béatrice Marrast et leurs enfants, Georgette Conini. La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu en l'église de Beaucourt-lez-Lempdes, le vendredi 17 février, à 15 h. 30. Une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis-de-1714, sa paroisse, le samedi 18 février, à 10 h. 30, 40, quai d'Orléans, 75004 Paris. 8 bis, Grande-Rue, 91100 Saint-Yves-les-Bains. 6, avenue de la Motte-Piquet, 75007 Paris.

— M. et Mme Raymond Leng et leur famille, Mme veuve Armand Dubaud, Albert que la famille Orliol, ont le douleur de faire part du décès de **M. Maurice MAYER**, survenu à Cligny (Hauts-de-Seine), le 9 février 1978, dans sa quatre-vingt-cinqième année. La levée du corps se fera à l'amphithéâtre de l'hôpital Beaujon, 49, rue du Général-Roguet, à Cligny, où l'on se réunira le vendredi 17 février 1978, à 15 h. 30. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière ancien d'Asnières, 6, rue du Ménil, dans le caveau de famille. « Tous ceux qui l'approchaient se trouvent étonnés de la lumière. »

— Mme René Richard, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de **M. René RICHARD**, ancien vice-président du Conseil économique et social, président de l'U.S.V.N., commandeur de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire, survenu à Paris le mardi 14 février 1978 à l'âge de soixante-trois ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 18 février, à 10 heures, en l'église du Saint-Esprit, 156, avenue Daumesnil, Paris (12^e), où l'on se réunira. Priez pour lui. L'inhumation aura lieu au cimetière de Vanclercq, dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité. C'est avis tient lieu de faire-part. (Voir le Monde du 16 février.)

— Mme Jean UGUEN, Mlle Yvonne Uguen, Mlle Dominique Uguen, M. et Mme Guy Potier, M. Armand Uguen, Mme Henri Hinaut, Mme Félix Chevalier, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de **M. Jean UGUEN**, croix de guerre 1939-1945, survenu subitement à Colombo (Ceylan) le 12 février 1978 dans sa soixante-neuvième année. Un avis ultérieur précisera la date et le lieu de la cérémonie religieuse. C'est avis tient lieu de faire-part. 2, rue Deslandes-Valmore, 75016 Paris.

— Mme André Vigna, M. et Mme Claude Mercier et leurs enfants, M. et Mme Jacques Vigna et leurs enfants, M. et Mme Philippe Vigna et leurs enfants, M. et Mme André Turpin et leurs enfants, M. et Mme Georges Vigna et leurs enfants, M. et Mme Edouard Gage et leurs enfants, Les familles alliées et amies ont le douleur de faire part du décès de **M. André VIGNA**, chevalier de la Légion d'honneur, survenu brutalement à Paris, le vendredi 10 février 1978, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Satory-sur-Mer, le mercredi 15 février 1978. C'est avis tient lieu de faire-part. 26, avenue d'Arcy, Paris (16^e).

— Profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès accidentel de **Philippe ZISKIND**, les familles Ziskind, Pierre-Bloch et Gory prient tous les amis qui se sont associés à leur deuil, soit par leur présence, soit par envoi de messages, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Richard, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de **M. René RICHARD**, ancien vice-président du Conseil économique et social, président de l'U.S.V.N., commandeur de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire, survenu à Paris le mardi 14 février 1978 à l'âge de soixante-trois ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 18 février, à 10 heures, en l'église du Saint-Esprit, 156, avenue Daumesnil, Paris (12^e), où l'on se réunira. Priez pour lui. L'inhumation aura lieu au cimetière de Vanclercq, dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité. C'est avis tient lieu de faire-part. (Voir le Monde du 16 février.)

— Mme Jean UGUEN, Mlle Yvonne Uguen, Mlle Dominique Uguen, M. et Mme Guy Potier, M. Armand Uguen, Mme Henri Hinaut, Mme Félix Chevalier, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de **M. Jean UGUEN**, croix de guerre 1939-1945, survenu subitement à Colombo (Ceylan) le 12 février 1978 dans sa soixante-neuvième année. Un avis ultérieur précisera la date et le lieu de la cérémonie religieuse. C'est avis tient lieu de faire-part. 2, rue Deslandes-Valmore, 75016 Paris.

— Mme André Vigna, M. et Mme Claude Mercier et leurs enfants, M. et Mme Jacques Vigna et leurs enfants, M. et Mme Philippe Vigna et leurs enfants, M. et Mme André Turpin et leurs enfants, M. et Mme Georges Vigna et leurs enfants, M. et Mme Edouard Gage et leurs enfants, Les familles alliées et amies ont le douleur de faire part du décès de **M. André VIGNA**, chevalier de la Légion d'honneur, survenu brutalement à Paris, le vendredi 10 février 1978, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Satory-sur-Mer, le mercredi 15 février 1978. C'est avis tient lieu de faire-part. 26, avenue d'Arcy, Paris (16^e).

— Profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès accidentel de **Philippe ZISKIND**, les familles Ziskind, Pierre-Bloch et Gory prient tous les amis qui se sont associés à leur deuil, soit par leur présence, soit par envoi de messages, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, revus « Votre Maison », survenu accidentellement à Meaux, le 4 février, dans sa trente-cinquième année. La messe de funérailles a été célébrée en la chapelle du Vieux-Chapitre, à Meaux, dans l'intimité familiale le samedi 11 février 1978. Priez pour lui. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

12, rue Gambetta, 77100 Meaux.

— M. J. Gumbert-Périer, gérant de Croissant-Publicité, régisseur de votre Maison, l'officiel de la maison individuelle et de la décoration, M. Félix M. Portal, directeur de votre Maison, M. Michel Puech, directeur-adjoint et les collaboratrices de Croissant-Publicité ont le regret de faire part de la mort de **Pierre-Etienne PIGNAULT**, directeur de Croissant-Publicité, survenu le 9 février 1978. Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Mme René Naville, M. et Mme Jean-Roch Naville, Christian et Isabelle Naville, M. René Champart, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Benoît Stéphane De Weck et leurs enfants, à Estavayer-le-Lac, M. et Mme Eurypides Terrero-De Weck et leurs enfants, à Caracas, Mlle Kenze Mourad de Kutwara, Aimé que les familles Naville, Morullo, Soret, Rilliet, Micheli, Van Berchem, parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de **M. René NAVILLE**, ancien ambassadeur de Suisse, leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-oncle, cousin, parent et ami survenu à Estoril (Portugal) le 12 février 1978, dans sa soixante-troisième année. Le défunt reposera en la chapelle des Rois, à Genève. La coute sera au temple de Coligny le lundi 20 février, à 11 heures. Les honneurs seront rendus à l'issue de la cérémonie au cimetière de Coligny dans la plus stricte intimité. Domicile : 1, rue de Contamines, 1208 Genève. C'est avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magistrat honoraire, et Mme Pignault, ses parents, Mme Pierre-Etienne Pignault et petite Emmanuelle, son épouse et sa fille, Tous leurs proches, ont le douleur de faire part du décès de **Pierre-Etienne, Marie PIGNAULT**

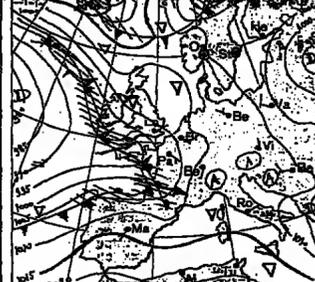
سكزا من الاجل

AUJOUR'HUI

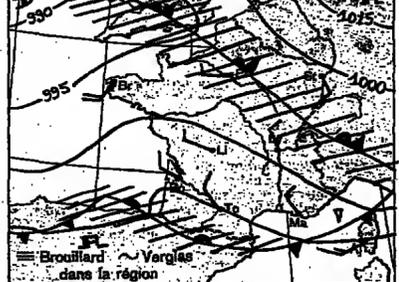
MÉTÉOROLOGIE

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A. PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS. Table with columns for Terminals (TERMINAISON) and series (SERIE DES VALENTINS A, B) for numbers 1 through 6.

SITUATION LEIG-Paris 78A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17-02-78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 16 février à 0 heure et le vendredi 17 février à 24 heures : Les masses d'air océanique qui ont pénétré jeudi matin sur la moitié ouest de la France s'étendront progressivement sur tout le pays...

15 au 16) : Ajaccio, 11 et 3 degrés ; Biarritz, 13 et 12 ; Bordeaux, 7 et 5 ; Brest, 4 et 4 ; Caen, 1 et -1 ; Charbourg, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 1 et -1 ; Dijon, 3 et -2 ; Grenoble, 4 et -1 ; Lille, 4 et -1 ; Lyon, 2 et -2 ; Marseille, 8 et 3 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 5 et 2 ; Nice, 11 et -1 ; Paris-La Bourget, 2 et -1 ; Pau, 9 et 8 ; Perpignan, 10 et 3 ; Rennes, 3 et 1 ; Strasbourg, 3 et -3 ; Toulouse, 11 et 8 degrés ; Amsterdam, 2 et -2 ; Athènes, 15 et 7 ; Berlin, -1 et -5 ; Bonn, 2 et -5 ; Bruxelles, 3 et -1 ; Casablanca, 21 et 13 ; Coppenhague, -5 et -10 ; Gênes, 2 et -4 ; Lisbonne, 15 et 14 ; Londres, 3 et 1 ; Madrid, 9 et 9.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme. Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige en bas des pistes ouvertes ; le deuxième indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 16 février 1978 : UN DÉCRET modifiant le décret n° 68-263 du 19 mars 1968 relatif aux obligations administratives auxquelles sont tenus respectivement les assurés, les caisses mutuelles régionales et les organismes conventionnés au titre du régime institué par la loi n° 68-509 du 12 juillet 1968 modifiée.

Perdrais mes pellicules si ce n'était déjà fait.

Advertisement for ACTIV shampooing anti-pelliculaire. Includes image of the product tube and text: 'Shampooing anti-pelliculaire ACTIV. Ca marche, c'est prouvé.'

ALPES DU NORD: Alpe d'Huez, 180, 200 ; Aurama, 120, 200 ; Bellecôte-Crest-Volard, 180, 265 ; Bourg-Saint-Maurice-les-Arcs, 120, 235 ; Champagny, 100, 400 ; Chamrousse, 250, 200 ; Abondance, 100, 185 ; Châtel, 140, 280 ; La Clusaz, 130, 260 ; Les Contamines-Montjoie, 110, 350 ; Le Corbier, 160, 300 ; Courchevel, 50, 135 ; Les Deux-Alpes, 200, 750 ; Plaine, 150, 265 ; Puy-Saint-Angel, 180, 230 ; Puy-Saint-Étienne, 150, 280 ; Les Houches, 120, 230 ; Mégeve, 170, 240 ; Les Menuires-Val-Thorens, 110, 310 ; Méribel, 145, 180 ; Morzine-Avoriaz, 135, 190 ; La Plagne, 203, 284 ; Pralognan, 140, 240 ; Saint-Cervais-les-Bains, 80, 220 ; Samoens, 120, 260 ; Thonon-les-Mémoires, 80, 200 ; Tignes, 180, 250 ; Val-Cenis, 150, 350 ; Val-d'Isère, 180, 320 ; Valloire, 140, 330 ; Villars-de-Lans, 150, 350.

ALPES DU SUD: Auron, 200, 350 ; Isola 2000, 275, 310 ; Montgenèvre, 180, 260 ; Pralognan, 114, 220 ; Les Deux-Alpes, 100, 180 ; Valberg, 210, 300 ; Vars, 130, 250.

PYRENEES: Barèges, 160, 300 ; Font-Romeu, 145, 185 ; Courmayeur-Baux-Bonnes, 180, 360 ; La Mongie, 200, 300 ; Saint-Léary, 180, 300.

Le Monde ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 12 mois. Includes contact information for subscriptions and a small advertisement for 'Le Monde' magazine.

ALLEMAGNE: Alpe bavaroise : Bayerischzell-Budafeld, 40, 80 ; Berchtesgaden-Jenner, 20, 100 ; Garmisch-Partenkirchen, 5, 340 ; Oberstdorf-Schöllenen, 70, 120 ; Forêt Noire : Feldberg, 80 ; Schönwald-Schonach, 110.

AUTRICHE: Saalbach, 30, 105 ; Saalbach, 85 ; Zell-am-See, 70, 170 ; Voralberg : Gargellen, 100, 160 ; Lech-Ährberg, 140, 210 ; Zbraschtal, 5, 340 ; Oberstdorf-Schöllenen, 55 ; Ischgl, 85, 170 ; Kirchbühl, 50, 95 ; Lerchmoos, 60, 130 ; Oberperg, 110, 180 ; Sankt-Anton-am-Arberberg, 85, 360 ; Sankt-Christoph-am-Arberberg, 210 ; Seefeld, 80, 90 ; Sölden, 50, 160.

PROBLEME N° 1989. A crossword puzzle grid with clues in French. Includes horizontal and vertical clues.

Solution du problème n° 1986. Horizontallement: I. Parvenu. II. Omar. III. Lida. IV. Et. V. Sic. VI. Taïl. VII. Lupa. VIII. Lina. IX. Rucès. X. Ose. XI. Elia. XII. Tutu. Verticallement: I. Pôles. II. Akros. III. Cuites. IV. Vras. V. Atiles. VI. Ananas. VII. Usine. VIII. Sorel. IX. Tys. X. Réveur.

AIR AFRIQUE advertisement. Text: '95 fois par semaine... Les jets d'Air Afrique s'envolent. Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique. Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 Etats d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.' Includes image of a man's face and the AIR AFRIQUE logo.

ENVIRONNEMENT

Les décisions du comité interministériel

- M. Jean-François Saglio est nommé délégué à la qualité de la vie
- Une « agence de l'air » est installée à Metz

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé, mercredi 15 février, la création de la délégation à la qualité de la vie. Ce nouvel organisme résulte, en réalité, du regroupement de la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), de la cellule d'aménagement du temps et du service des études du tourisme.

Disposant d'environ cent quarante fonctionnaires il aura pour mission de lutter contre le bruit, de faciliter l'accès aux loisirs, d'aménager le temps et de développer la vie associative. Ce sera donc le troisième « grand » service de l'environnement avec celui de la protection de la nature et celui de la prévention des nuisances.

Le délégué à la qualité de la vie est M. Jean-François Saglio — jusqu'ici directeur de la prévention des nuisances — qui, provisoirement, cumulera les deux fonctions.

Cette mini-réforme interne est dans plus une clarification qu'une réelle extension de compétences du ministère de la culture et de l'environnement. Elle ne s'accompagne en effet d'aucun accroissement des moyens, ni en personnel ni en crédits. Cependant, selon M. d'Ornano, le nouveau délégué aura plus de poids qu'un simple chef de service pour coordonner l'action des divers ministères qui concourent à la qualité de la vie.

Le ministre a, d'autre part, présenté les décisions du comité interministériel d'action pour la

nature et l'environnement (CIANE) qui s'est réuni le mardi 14 février. Le comité a réparti entre soixante-huit opérations la première tranche 1978 des crédits du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), soit 81 millions de francs. On y relève notamment les mesures suivantes :

● **Pollution atmosphérique** : une agence de l'air dotée d'un crédit de démarrage de 5 millions de francs sera installée à Metz dans le courant de cette année. Elle aidera les industriels à s'équiper, surveillera la pollution de l'air et informera le public. Avec quels moyens ? M. d'Ornano a indiqué que l'agence disposerait en 1979 d'une ligne budgétaire dotée de 30 à 50 millions de francs. Abandonnerait-on le principe « qui pollue paie » ? En fait, il n'est pas impossible que plus tard, malgré les réserves des sociétés concernées, on recoure finalement à une taxe sur les combustibles.

● **Pollution des eaux** : le comité a approuvé les grandes lignes d'un plan de quinze ans pour la reconquête de la qualité des eaux de rivière et des eaux continentales. Il y a affecté, pour 1978, 16 millions de francs.

● **Lutte contre le bruit** : différentes actions bénéficieront d'une dotation de 4 millions de francs, dont l'établissement avec trois villes de plans d'action communaux de lutte contre le bruit.

● **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

gées à lancer des expériences d'aménagement du temps.

● **Protection de la faune** : un contrat va être signé avec les scientifiques du Muséum d'histoire naturelle pour qu'ils dressent l'inventaire des espèces menacées et qu'ils organisent un système de surveillance continue. La galerie des rapaces du Jardin des plantes de Paris sera rénovée, première étape d'un réaménagement complet de la ménagerie.

● **Milieu rural** : plusieurs expériences d'aménagement écologique de rivières vont être financées dans le Gers, les Vosges et les Landes. Vingt départements seront encouragés à se doter d'un réseau de chemins ruraux ouverts aux randonneurs.

● **Espaces verts** : l'ouverture au public de jardins privés, la signature de contrats verts d'agglomérations, l'aide aux jardins familiaux bénéficieront de 11 millions de francs.

● **Vie associative** : la formation des responsables d'association, l'information du public et l'aide aux chantiers de jeunes reçoivent 11 millions de francs.

Enfin, M. d'Ornano a présenté le premier rapport français sur l'état de l'environnement (1). Ce rapport annuel, qui avait été demandé par le président de la République à l'instar de ce qui

(1) L'Etat de l'environnement, rapport annuel 1976-1977, 2 tomes. La documentation française, 29, quai Voltaire, 75296 Paris Cedex 07.

se fait aux Etats-Unis et en Allemagne, se présente sous la forme d'un gros ouvrage en deux tomes de cinq cents pages au total.

Il s'agit non pas d'une description scientifique de l'écosystème France — tâche pour l'instant impossible à mener — ou même d'une évaluation du patrimoine « nature » de l'Hexagone, mais d'un bilan des actions menées par les pouvoirs publics en faveur de l'environnement. Le document, illustré de graphiques, de tableaux et de cartes, a été rédigé par les agents de l'administration. Sa première livraison n'évite pas le piège de l'auto-satisfaction. Cependant, il est amélioré et publié chaque année, comme on l'a promis. Il peut devenir un utile instrument de contrôle du public sur les actions du pouvoir en faveur de la qualité de la vie.

MARC AMBROISE-RENDU.

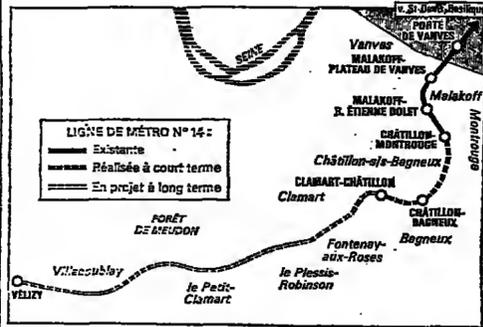
M. Jean-François Saglio, quarante et un ans, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole des mines, a été directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse pendant deux ans, avant de devenir, de 1968 à 1972, chargé de mission auprès du président Pompidou. En 1971, il fut nommé directeur de la prévention des nuisances au ministère de l'environnement.

Compétent, méthodique, persévérant, disposant d'appuis politiques non négligeables (il est le suppléant de M. Maurice Lemaire, député R.P.R. des Vosges), M. Saglio est devenu un « Monsieur ambulation » particulièrement efficace. C'est à son service — et à l'action des six agences de l'eau dont il a la tutelle — que l'on doit, entre autres, l'amélioration de la qualité des rivières, ainsi que la multiplication des contrats et programmes de branches passés avec les industriels.]

Ile-de-France

LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE MÉTRO N° 13

La station Châtillon est déplacée



La R.A.T.P. vient de modifier le projet de prolongement de la ligne n° 13 (Saint-Denis-Basilique - Châtillon-Montrouge) dans les Hauts-de-Seine, en direction de Vélizy.

La nouvelle ligne n° 13 a été créée en novembre 1976 par la jonction des anciennes lignes n° 13 et 14; elle doit être prolongée au nord vers Stains, au sud vers Vélizy. Or, si ces deux projets ne sont pas encore programmés, le prolongement jusqu'à Châtillon avec deux stations nouvelles (Bagneux-Voie des Saisses et Châtillon) était considéré comme « engagé » par la Régie.

La décision de commencer les travaux était néanmoins suspendue à la « définition des projets d'urbanisme de Châtillon ».

La station qui portait ce nom devait desservir un grand centre intercommunal où l'on devait

trouver 100 000 mètres carrés de bureaux, 5 000 logements et 20 000 mètres carrés de commerces. Ce projet, trop ambitieux, a finalement dû être abandonné et la R.A.T.P. a modifié ses projets en conséquence. La ligne sera plus longue d'un kilomètre environ; la station Bagneux-Voie des Saisses sera déplacée afin de mieux desservir les centres de Bagneux et de Châtillon et prenant le nom de ces deux communes sera construite au-dessus du carrefour de Chartrès, à Châtillon.

Le ligne sera ensuite prolongée d'un kilomètre en direction de Clamart et se terminera par une seconde station : Clamart-Châtillon, située au-dessus de la RN 306.

Le coût total du projet est estimé à 215 millions de francs, dont 60 ont déjà été affectés par la Régie. En 1978, la R.A.T.P. devra mener une enquête d'utilité publique et une étude d'impact. Les travaux (qui seront financés à 40 % par la Régie, à 30 % par l'Etat et à 30 % par la région) ne pourront commencer qu'en 1980. Ils devraient être terminés en 1982.

Baste à savoir si le conseil régional d'Ile de France inscrira — et à quelles conditions — sa participation dans ses prochains budgets.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Languedoc-Roussillon

UNE CHARTE CULTURELLE POUR L'AVEYRON

La charte culturelle du département de l'Aveyron a été signée le mercredi 15 février dans les locaux du ministère de la culture et de l'environnement. Selon ce document, l'Etat versera dès cette année une somme de 100 000 francs destinée à la restauration de l'ancienne maison d'arrêt d'Espalion et de la filature de Saïles-la-Source; ces bâtiments abriteront des expositions d'art traditionnelles. Les travaux prévus pour d'autres monuments historiques du département seront financés à 50 % par des subventions nationales. Enfin, une semaine culturelle de l'Aveyron sera organisée au mois de juillet 1978.

● **Paris au secours des oiseaux**. — Le service des parcs et jardins de la Ville de Paris et la Ligue de protection des oiseaux viennent de mettre en place deux cent cinquante mangeoires dans les squares de la capitale. Mobilisés les passereaux sont particulièrement affectés par les rigueurs de l'hiver. On estime qu'il leur faudra jusqu'à 1 500 kg de graines pour tenir jusqu'au printemps. La Ligue lance un appel pour l'aider à financer cette opération survie. (L.P.O., 29, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.)

Français, qui pollue votre région?

Le cuir c'est Hermès.
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le rasoir c'est Gillette.
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le verre c'est Saint-Gobain.
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le commerce franco-chinois

apparences et la réalité

Le commerce franco-chinois... (Detailed text about trade relations, including statistics and analysis of market trends.)

ARCHÉ INTERBANCANQUE DES DEV

Dev	1977	1978
USA	100	100
FRANCE	65,5	65,5
ALLEMAGNE	136,0	136,0
ITALIE	136,0	136,0
ESPAGNE	166,7	166,7
GRÈCE	136,0	136,0
PORTUGAL	200,0	200,0
BRÉSIL	200,0	200,0
ARGENTINE	200,0	200,0
CHILI	200,0	200,0
PEROU	200,0	200,0
VENEZUELE	200,0	200,0
COLOMBIE	200,0	200,0
ECUADOR	200,0	200,0
PAYS-BAS	100,0	100,0
ROYAUME-UNI	100,0	100,0
IRLANDE	100,0	100,0
ISRAËL	100,0	100,0
JAPON	100,0	100,0
TAÏWAN	100,0	100,0
HONG-KONG	100,0	100,0
TAÏPEI	100,0	100,0
PHILIPPINES	100,0	100,0
THAÏLANDE	100,0	100,0
VIETNAM	100,0	100,0
INDONÉSIE	100,0	100,0
MALAISIE	100,0	100,0
SINGAPOUR	100,0	100,0
TAÏVAN	100,0	100,0
HONG-KONG	100,0	100,0
TAÏPEI	100,0	100,0
PHILIPPINES	100,0	100,0
THAÏLANDE	100,0	100,0
VIETNAM	100,0	100,0
INDONÉSIE	100,0	100,0
MALAISIE	100,0	100,0
SINGAPOUR	100,0	100,0

TAUX DES EURO-MONNAIES

Dev	1977	1978
USA	100	100
FRANCE	65,5	65,5
ALLEMAGNE	136,0	136,0
ITALIE	136,0	136,0
ESPAGNE	166,7	166,7
GRÈCE	136,0	136,0
PORTUGAL	200,0	200,0
BRÉSIL	200,0	200,0
ARGENTINE	200,0	200,0
CHILI	200,0	200,0
PEROU	200,0	200,0
VENEZUELE	200,0	200,0
COLOMBIE	200,0	200,0
ECUADOR	200,0	200,0
PAYS-BAS	100,0	100,0
ROYAUME-UNI	100,0	100,0
IRLANDE	100,0	100,0
ISRAËL	100,0	100,0
JAPON	100,0	100,0
TAÏWAN	100,0	100,0
HONG-KONG	100,0	100,0
TAÏPEI	100,0	100,0
PHILIPPINES	100,0	100,0
THAÏLANDE	100,0	100,0
VIETNAM	100,0	100,0
INDONÉSIE	100,0	100,0
MALAISIE	100,0	100,0
SINGAPOUR	100,0	100,0

Handwritten Arabic text: سكرتيرت الامانة

économie

ÉTRANGER

APRÈS LA DÉGRADATION DE LA BALANCE ANGLAISE EN JANVIER

<Achetez britannique>, conseille le gouvernement aux milieux d'affaires

De notre correspondant

la balance des paiements. L'ajustement saisonnier tenant compte des vacances de fin d'année, des mauvaises conditions générales du commerce mondial, l'accroissement exceptionnel (17 %) des importations alimentaires — en anticipation de la dévaluation de la livre verte — l'augmentation de 27 % des importations de produits chimiques, ne peuvent entièrement expliquer la mauvaise performance commerciale de janvier. « Le pire est peut-être encore à venir », estime-t-on dans les milieux officiels où l'on note que les effets de l'appréciation de la livre (L) ne se feront sentir que plus tard dans l'année.

recommandant une « injection » de 4 milliards de livres dans l'économie, alors que M. Healey n'envisage pas d'aller au-delà d'un maximum de 2 milliards.

HENRI PIERRE.

LA DETTE EXTÉRIÈRE DU PORTUGAL REPRÉSENTE PRÈS DE 28 % DU PRODUIT NATIONAL

« Le gouvernement portugais cherchera à maintenir l'équilibre politique de dépréciation graduelle de l'escudo en tenant compte des différences de taux d'inflation au Portugal et chez nos principaux partenaires commerciaux aussi bien que de l'évolution dans le temps de la situation des réserves d'or et de devises », a déclaré à la fin de la semaine dernière M. Vítor Constancio. Le nouveau ministre de l'économie et des finances paraît aussi écarter une brutale dépréciation de la monnaie portugaise dont la valeur — flottante mais contrôlée par les autorités monétaires — continuera à perdre 0,5 % à 1 % chaque mois.

La dette extérieure du Portugal atteint 4,5 milliards de dollars, a précisé M. Constancio, ce qui représente 27,7 % du produit national. La réduction du déficit de la balance des paiements (1,3 milliard de dollars) « devra s'accompagner de sacrifices », a conclu le ministre.

France
Le Monde
Le commerce franco-chinois
Les apparences et la réalité

Le commerce franco-chinois

Les apparences et la réalité

1977 a été une année catastrophique pour les échanges franco-chinois. Ou quatrième rang fin 1976, le France a régressé au quinzième. Cette phrase est revenue sans cesse dans la presse tout pendant le voyage de Li Ching, ministre du Commerce extérieur, en France, en décembre 1977, comme pendant celui de Raymond Barre en Chine, en janvier. C'est un fait statistiquement, mais non sur le terrain des contacts. Il y a toujours un décalage entre les prises de commandes et les livraisons. La durée varie suivant le bien concerné, le décalage étant évidemment plus grand en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation. Ce premier poste représente 95 % des exportations françaises vers la Chine. Il y a, en l'occurrence, un ou deux ans d'écart.

qu'elle ne soit pas encore parvenue dans les chiffres. Elle se manifestera en 1978. Ce qui pourrait reprendre cette année — mais ne serait comptabilisé qu'en 1979 ou en 1980, — ce sont les achats d'usines complètes. La France a présenté plusieurs offres. Certaines ont été discutées ou vont l'être. Les premiers d'achat de 1974 (notamment pendant la grande exposition française à Pékin). On les croyait enterrées. Elles pourraient resurgir. Elles concernent principalement l'énergie (centrales de différents types) et le pétrochimie (produits chimiques de base, engrais, fibres synthétiques). D'autres demandes sont nouvelles ou plutôt concernent les mêmes secteurs en s'appuyant sur des techniques plus nouvelles. Plusieurs explications peuvent être données aux retards constatés.

Si l'année 1977 est mauvaise statistiquement, cela signifie qu'en 1976 et en 1978 les contacts en vue d'éventuelles négociations se sont espacés. La baisse des échanges, disent les Chinois, est due à la « bande des quatre ». Ce groupe préconise un développement plus lent, mais chinois, un recours moins grand à la technologie étrangère. Depuis juillet 1977, avec la conférence sur le commerce extérieur à Pékin et le retour de M. Teng Heiao-ping, la position chinoise a changé sur la base des principes suivants : il faut accélérer le développement économique ; il existe un patrimoine de connaissance technique de l'humanité, il n'y a pas de raison que la Chine n'y accède pas.

Le plan quinquennal qui couvre la période 1976-1980 a dû être revu. Ce sera un plan intérimaire 1978-1980 dont les grands objectifs devraient être mis au point fin 1977 (les plans chinois sont toujours confidentiels). D'autre part, la première série d'usines achetées en 1973-1974 commencent à peine à fonctionner. Il paraît logique d'attendre leur entrée en service définitive avant de se lancer dans une deuxième série d'achats massifs.

Depuis 1977, les contacts et les missions dans les deux sens se sont développés. Des contrats ont été signés (électronique, machine-outil). Ceux qui vont régulièrement en Chine et qui suivent les affaires au jour le jour notent une reprise, bien

On peut supposer que ces différents problèmes étant résolus, on verra en 1978 se poursuivre la reprise des échanges franco-chinois de 1977.

MARTINE FRANCE, chargée de cours à Paris-VII.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DÉVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
U.S. ...	4,250	+ 110	+ 180	+ 230	+ 320	+ 730
DM ...	4,324	+ 53	+ 120	+ 210	+ 300	+ 630
YEN ...	2,000	+ 94	+ 140	+ 200	+ 250	+ 630

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	3/6	6/12	1/18	3/18	6/18	12/18
U.S.	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
DM	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
YEN	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8

Vous donnez ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

Manufactures. — Le conseil d'administration de Manufactures, doit désigner le nouveau G. de l'entreprise après la mort de M. Henri Fontaine le 17 février et le 18 comme il était initialement prévu.

Cent dix-sept licenciements aux établissements Caillat-Havre. — Un projet de

ÉTATS UNIS

● L'excédent de la balance commerciale des États-Unis en matériel informatique a été de 3 milliards de dollars en 1977 (32 milliards d'exportations pour 29 milliards d'importations).

SUEDE

● Les trois partis de la coalition gouvernementale suédoise sont convenus, le 15 février, de ne pas accorder de nouveaux crédits pour la construction de la troisième tranche de la centrale nucléaire de Forsmark. Le Parlement devra décider dans quelques mois lors du débat sur les orientations de la politique énergétique, si les travaux doivent être définitivement interrompus ou non. Les crédits engagés jusqu'ici devraient permettre, selon le gouvernement, la poursuite des travaux « au volant » jusqu'à la fin de l'année. — (A.F.P.)

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVÉES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'écartere aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité : — les limitations de vitesse — l'installation de la ceinture de sécurité.

UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 5 h du matin — et sur les voies rapides de ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouler équipent la plupart des voitures neuves.

POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

LES FRANÇAIS ET LA CEINTURE DE SECURITE

Plus de 80 % des Français sont convaincus de l'utilité de la ceinture de sécurité, 61 % d'entre eux sont également favorables à ce qu'elle soit rendue obligatoire en ville, de jour comme de nuit.

Parmi les usagers impliqués dans un accident sur route en 1976, 79,4 % portaient leur ceinture. Boucler sa ceinture de sécurité est donc devenu un réflexe. Un bon réflexe.

De 1972 à 1977, alors que le trafic augmentait de 28 %, le nombre des tués a diminué de 20 % et celui des blessés de 15 %. Devant ces résultats, la progression des accidents de la route ne peut plus être considérée comme une fatalité.

En 1978, les conducteurs français ne se comportent plus comme en 1972. En effet, un nouvel état d'esprit commence à apparaître sur nos routes. C'est grâce à lui et à l'effort de tous que nous pourrions atteindre le prochain objectif que se sont fixés les pouvoirs publics : ramener à moins de 10 000 morts par an le lourd bilan des accidents de la route.



20 000 VIES SAUVÉES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse

Le cair d'est Hore
L'ambassadeur commercial
C'est Prime.

PRIME

Le verre c'est Gilet
L'ambassadeur commercial
C'est Prime.

PRIME

Le verre c'est Saint-Gobain
L'ambassadeur commercial
C'est Prime.

PRIME

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

SOCIAL

La grève à la Sécurité sociale est surtout suivie à Paris, à Lyon et à Toulouse

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. une grève de trois jours — du 15 au 17 février inclus — est partiellement et inégalement observée dans les caisses de sécurité sociale pour appuyer les revendications des techniciens (150 000 sur 160 000 employés). L'ordre de grève concerne les seuls techniciens, qui réclament une qualification et une rémunération supérieures, bien que la C.F.D.T. seule ait appelé tous les employés à cesser le travail.

Selon l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (UNANSS), organisme paritaire chargé de la gestion du personnel, 15 % seulement des employés étaient en grève, mercredi 15 février ; mais le taux des grévistes, chez les seuls techniciens, variait de 0 à 3 % dans l'Est et en Normandie jusqu'à 50 % à Paris et

80 % à Lyon et à Toulouse. Pour ces dernières régions, la C.G.T. parle d'un « mouvement de grande ampleur » avec des taux de participation de 80 % à 100 %.

Séquestration d'un président F.O.

Ce conflit a éclaté à la caisse d'allocation familiale de la région parisienne et depuis deux semaines les techniciens occupent le centre informatique. Des incidents de sont produits mardi dernier : des cadres ainsi que le président, M. Jean Brisson (F.O.), et le vice-président, M. Maurice Paris (C.N.F.P.), ont été bloqués, cinq heures, dans leurs bureaux. Le C.N.F.P., dans un communiqué, dénonce cette « séquestration » et ces « procédés intolérables ».

Une nouvelle dénonciation par la C.G.T. des milices patronales

Dans la nuit du 5 juin 1977, à Reims, un commando attaque des ouvriers en grève aux Verrières mécaniques champenoises. M. Pierre Maître, un syndicaliste de la C.G.T., est mortellement blessé d'un coup de carabine. Son meurtrier, Léonotte appartenant à la C.G.T., est entouré de ce thème qu'une milice patronale a été créée, a déclaré M. Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T.

Après les *Triants du patronat* et *Henri Rolin*, militant chez *Simca-Chrysler*, voici donc, tout aussi explosif et bourré de noms, d'accusations précises, le troisième volet de cette trilogie qui entend dénoncer les milices patronales et en révéler, a déclaré M. Marcel Caille, les véritables raisons et les principaux responsables de l'escalade de la violence et de la mise en cause de la liberté en France.

L'ouverture d'une procédure pour association de malfaiteurs s'est révélée nécessaire. C'est pourquoi la veuve de M. Pierre Maître et deux ouvriers blessés lors de l'incident des Verrières mécaniques champenoises ont porté plainte avec constitution de partie civile contre Léonotte et ses autres. Cette plainte a été déposée lundi 15 février contre les milices de M. Michel Jeannotot, à Reims.

JEAN BENOIT.

* *L'assassin d'Henri Rolin*, chez *Citroën*, par Marcel Caille, Editions sociales, 255 pages, 36 F.

AFFAIRES

En 1977

Le groupe Rhône-Poulenc a obtenu de meilleurs résultats

Malgré un environnement défavorable et de multiples difficultés, le groupe Rhône-Poulenc est parvenu en 1977 à dégager des résultats moins mauvais que ceux de l'année précédente.

D'après les premières estimations fournies par son vice-président-directeur général, M. Jean Gandois, le 15 février, son chiffre d'affaires consolidé sera de 23,5 milliards de francs en 1977, marquant ainsi à structure comparables, une progression de 10 % d'une année sur l'autre, dont 4 % en volume, alors que le plan des grands établissements allemands ont enregistré une croissance à peu près nulle.

Fait plus remarquable, 1977 pourrait être marqué par un retour à l'équilibre des comptes. Selon M. Gandois, en effet, le résultat consolidé, avant déduction des impôts évalués à une centaine de millions de francs, devrait se situer au-dessus de 200 millions de francs (contre une perte de 364 millions en 1976).

Le dauphin du président Gillet ne pavait pas pour autant, jugeant ce résultat encore très insuffisant dans le secteur II, a été obtenu en grande partie grâce aux plus-values de cession réalisées l'an passé par la vente de la participation dans IVECO-Laboratoires (290 millions de francs environ).

En outre, deux points méritent d'être soulignés : les textiles et les polymères, deux divisions très déficitaires, suront la première (790 millions de francs environ). Les progrès sont néanmoins manifestes puisque le résultat net d'exploitation avant frais financiers passe de 1 863 à 2 290 millions de francs, cette amélioration étant largement imputable aux économies d'énergie et aux gains

de productivité. A moyen terme, le groupe entend poursuivre ses efforts dans trois directions : élargissement des activités « hémisphériques » (il s'agit essentiellement des textiles chimiques dont le plan de restructuration a été annoncé avant Noël) ; consolidation des points forts de la grande chimie (malgré les risques, M. Gandois parle sur les engrais et table sur une « coordination » entre les grands producteurs européens) ; développement européen (S.A.F., I.C.I. et pourquai pas ? (S.K.F.), développement de secteurs à forte valeur ajoutée, principalement celui de la santé. Son budget recherche va être porté en 1978. Ce montant de 300 millions de francs à plus de 350 millions (soit 300 millions pour la France). Un Institut de biopharmacie sera créé, qui sera financé par le groupe Rhône-Poulenc et des investisseurs américains. Ce dernier a l'intention de renforcer de 4,8 % sa participation dans la firme chimique Marton-Norwich en acquérant huit cent mille actions émises à son intention au prix unitaire de 31 Colliers. Rhône-Poulenc détient ainsi 10,5 % du capital de Marton-Norwich et compte, dans un proche avenir, porter cette participation à 20,5 %.

Cette opération devrait permettre un groupe français de commercialiser ses médicaments aux Etats-Unis, ce qui permettra de bénéficier de la réglementation de la Federal Drug Administration. Rhône-Poulenc avait déjà tenté, en 1964, de lancer ses produits pharmaceutiques aux Etats-Unis. Dans ce but, le groupe avait acquis 49 % de l'American Home Products (51 %). Si sur un plan financier, cette tentative de percée avait donné de bons résultats, elle était restée incomplète en raison de la commercialisation des produits Rhône-Poulenc contre-Atlantique et le groupe français avait renoncé à l'automne dernier sa participation pour 100 millions de dollars.

L'an dernier, Marton-Norwich a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 620 millions de dollars (soit un peu plus de 29 % se rapportent à son activité pharmaceutique).

Les dirigeants des groupes automobiles ont également souhaité que les centres de sauvetage démantés par le GATT deviennent sélectifs.

AGRICULTURE

LA CRISE ALIMENTAIRE EST PLUS GRAVE QUE PRÉVU AU SAHEL, déclare le directeur général de la FAO

Rome. — M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), vient de révéler que la crise alimentaire au Sahel est plus grave que des estimations antérieures le dénomment à penser.

Le directeur général a confirmé que la Haute-Volta, le Mali et le Tchad devraient être ajoutés à la liste des pays gravement touchés par la sécheresse de l'été dernier, qui comptait, jusqu'à présent, la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert et la Gambie.

« Selon les dernières estimations, a-t-il dit, une aide alimentaire de quelque 430 000 tonnes est désormais jugée comme le minimum nécessaire pour les pays sahéliers. En outre, il est recommandé qu'au moins 124 000 tonnes soient sur place avant la prochaine saison des pluies, afin de pouvoir faire face à des situations d'urgence qui vont vraisemblablement se présenter dans des régions éloignées. »

Jusqu'à présent, a relevé M. Saouma, quelque 335 000 tonnes de vivres ont été promises.

LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES APPLICABLES PAR LA FRANCE SONT PORTÉS À 21,5 %

Bruxelles (Communautés européennes). — Les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) applicables par la France dans les échanges agricoles seront relevés, à compter de lundi prochain 20 février, de 17 à 21,5 % afin de tenir compte de la récente dépréciation du franc.

Voici une semaine, la Commission européenne, estimant que la chute du franc sur le marché des changes était « peut-être de nature spéculative, et par conséquent, les M.C.M. (montants compensatoires) ne devaient pas être « gelés » sur les montants compensatoires. La Commission, après avoir constaté que la situation du franc, dans l'intervalle, ne serait pas améliorée, considère qu'il n'y a plus de raison pour retarder davantage l'augmentation des M.C.M.

Rappelons qu'en France, comme dans tous les pays à monnaie faible, les M.C.M. fonctionnent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation.

LES AIDES AUX RÉGIONS SINISTRÉES

La Commission de Bruxelles a annoncé, le 15 février, que, sur un budget de 1977, elle a décidé de compléter (1 U.C. = 5,95 F) destiné à aider les victimes de catastrophes, elle a décidé d'affecter un million d'U.C. à l'Angleterre, 400 000 U.C. à l'Espagne, et 400 000 U.C. à la France, pour les dégâts causés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest par les tempêtes et les chutes de neige du début de l'année.

De son côté, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, a indiqué, au cours de la réunion mensuelle de concertation avec les dirigeants paysans, que 735 millions de francs seraient finalement dégagés pour indemniser les agriculteurs du Sud-Ouest sinistrés en raison des inondations de l'été passé. La moitié de ces indemnités aurait été versée, et le solde parviendrait d'ici à la fin du mois, selon le ministre.

LA COMMISSION DE BRUXELLES A REÇU LES DIRIGEANTS DES FIRMES AUTOMOBILES EUROPÉENNES

Le Comité des constructeurs du Marché commun (C.C.M.C.), qui regroupe les représentants des firmes automobiles européennes, s'est réuni mardi 14 février à Bruxelles devant le commissaire européen chargé des affaires industrielles. Les constructeurs ont remis à la commission un document qui, dans la perspective des négociations menées au sein du GATT, résume les perspectives de concurrence internationale (notamment japonaise et américaine) dans le secteur automobile. Il propose un certain nombre d'actions communes en matière notamment de réglementation technique, de politique économique et de recherche visant à renforcer les liens entre les constructeurs européens pour lutter contre cette concurrence.

Les dirigeants des groupes automobiles ont également souhaité que les centres de sauvetage démantés par le GATT deviennent sélectifs.

BRITISH LEYLAND VA FERMER UNE DE SES USINES

La direction de British Leyland, premier constructeur automobile britannique nationalisé, a annoncé la fermeture prochaine de son usine de Speke, près de Liverpool, et la suppression de trois mille emplois. L'usine qui construisait les modèles TR-7, se trouvait depuis seize semaines par une grève.

La fermeture de cette usine, qui ne fonctionnait que 50 % de ses capacités, était envisagée de longue date, a précisé la direction du groupe, la grève n'a fait qu'accélérer la décision. La production des TR-7 sera transférée dans les Midlands.

TRANSPORTS

● **Transports routiers :** mauvaise volonté britannique. — La Commission européenne envisage des poursuites contre la Grande-Bretagne et l'Irlande, si elles n'introduisent pas de tachygraphes sur leurs camions. Les ministres des transports des Neuf avaient décidé, en 1974, l'installation d'un appareil de contrôle (tachygraphe) mesurant les heures de travail des conducteurs de camions, dans le but de limiter le temps de travail.

La Commission a décidé d'accorder un délai de deux mois au Royaume-Uni avant de le traduire éventuellement devant le Cour de justice européenne de Luxembourg.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées (1), du groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé en 1977, après élimination des ventes internes, à 16 200 millions de francs hors taxes (20 838 millions de francs T.T.C.), en augmentation de 13 % par rapport au montant comparable de l'exercice précédent (15 909 millions de francs).

Le chiffre d'affaires hors taxes divers secteurs d'activité, établi à la structure actuelle du groupe, évolué de la manière suivante par rapport aux données comparables de l'exercice précédent (15 909 millions de francs).

	1976	1977	Variation 1977/76 en %
Entreprise électrique	2 433	2 777	+ 14
Entreprises et ingénierie	3 284	4 129	+ 26
Télécommunications et électronique	4 293	5 039	+ 17
Câbles	1 425	1 850	+ 30
Accumulateurs et piles	1 235	1 221	- 1
Matériaux	673	772	+ 15
Grand public	544	621	+ 14
Autres activités	1 500	1 457	- 3
Total	15 909	18 300	+ 15

Le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1977. Le chiffre d'affaires, déjà publié, s'élève à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparable de l'exercice précédent (12 543 millions de francs).

Pour l'ensemble du groupe, le total des chiffres d'affaires des sociétés contrôlées et des sociétés liées s'élève ainsi en 1977 à 33 973 millions de francs hors taxes ; ce chiffre est en augmentation de 14,8 % par rapport au montant comparable de l'exercice précédent (29 454 millions de francs).

(1) Sociétés dont le groupe contrôle 50 % ou moins du capital.

FRANCE ÉPARGNE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET	M.F.	M.P.
Répartition :		
— Act. Françaises	18,8	18
— Act. étrangères	29,1	31,8
— Obligations françaises	2,7	2,9
— Obligations étrangères	31,6	32,9
— Oblig. étrang.	6,3	5,4
— Liquidités	11,3	9
Nombre d'actions en circulation	100	100
Vol. de l'action (F)	208 196	214 538
Vol. de l'action (F)	145,82	154,94

FRANCE CROISSANCE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET	M.F.	M.P.
Répartition :		
— Act. Françaises	9,6	14,2
— Act. étrangères	37,6	37,6
— Obligations françaises	4,1	4
— Obligations étrangères	34,8	34,8
— Oblig. étrang.	2,6	2,2
— Liquidités	7,9	7,3
Nombre d'actions en circulation	100	100
Vol. de l'action (F)	194 995	194 099
Vol. de l'action (F)	153,85	162,45

SÉLECTION CROISSANCE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET	M.F.	M.P.
Répartition :		
— Actions françaises	23,8	22,1
— Actions étrangères	39,7	39,7
— Obligations françaises	6,7	6,6
— Obligations étrangères	24,7	25,1
— Oblig. étrang.	1,7	2,4
— Liquidités	1,4	2,1
Nombre d'actions en circulation	100	100
Vol. de l'action (F)	100 975	89 839
Vol. de l'action (F)	323,82	312,71

SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'exercice 1977 s'élève à 88 250 144 F contre 84 002 493 F pour les quatre trimestres de l'exercice 1976. Ce montant ne tient pas compte des sommes à recevoir au titre de la garantie en raison du blocage des loyers pour les quatre trimestres estimée à 2 820 600 F environ.

BURROUGHS

Pour le quatrième trimestre 1977 le chiffre d'affaires s'est élevé à 679 134 000 F, soit une progression de 15 % par rapport au quatrième trimestre 1976.

Pour l'année 1977, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 128 882 000 F, soit une augmentation de 13 % par rapport à l'année 1976 (1 901 849 000 F).

Le bénéfice de l'année 1977 est passé à 219 000 000 F, soit une progression de 10 % par rapport à l'année 1976.

cedis

Le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1977. Le chiffre d'affaires, déjà publié, s'élève à 2 milliards de francs hors taxes, en progression de 13,9 %.

Le bénéfice net, après paiement de 23 millions d'impôts, est de 106 665 817 F contre 85 113 093 F l'an dernier.

Une cotisation supplémentaire non déductible, de 3,3 millions de francs pour l'exercice 1977, a été prélevée sur le bénéfice net. Les provisions de 6,58 millions de francs participent des bénéfices nets de 23,15 millions de francs.

La marge brute d'autofinancement s'établit comme suit (en millions de francs) :

— Provisions : 6,58

— Amortissements : 4,2

— Résultat net : 106,67

— Bénéfice net : 117,45

INTERBAN

Réuni le 9 février 1978 sous la présidence de M. Martineau, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1977 dont les caractéristiques sont les suivantes :

— Après 61 864 900 F d'engagement supplémentaire acceptés en 1977, les engagements du groupe s'élèvent à 536 320 000 F pour 209 opérations et 181 de crédit-bail immobilier et 18 de location simple.

— Les recettes totales hors taxes de l'exercice se sont élevées à 106 665 817 F contre 85 113 093 F l'an dernier.

— Après imputation des frais généraux et des frais financiers, le bénéfice net s'élève à 106 665 817 F contre 85 113 093 F l'an dernier.

La masse globale distribuée au titre de l'exercice 1977 (30 870 312 F) correspond à un dividende unitaire de 30,87 F.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 23 mars 1978 et le dividende sera mis en paiement le 31 mars 1978 sur la présentation du coupon n° 11.

PIERREFITTE - AUBY

Lors de sa séance du 13 février 1978, le conseil d'administration de la société Pierrefitte-Auby a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977.

En ce qui concerne les chiffres définitifs, le bénéfice net de l'exercice sera de 1 801 849 000 F.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée des actionnaires qui se tiendra le 21 juin 1978 de fixer à 6 F par action le dividende au titre de l'exercice 1977 formant avec l'impôt de 3 F déjà payé au Trésor (avoir fiscal) un revenu global de 9 F.

Cette distribution absorbera une somme de 20 249 000 F et le report à nouveau sera maintenu à son niveau antérieur de 18 800 000 F environ.

LES MARCHÉS

PARIS LONDRES

Tableau des cours de bourse de Paris et Londres, incluant les valeurs des actions et obligations de diverses sociétés.

COURS DE PARIS - 15 F

Tableau des cours de bourse de Paris, incluant les valeurs des actions et obligations de diverses sociétés.

Royaume Hachémite de Jordanie SOCIÉTÉ DES EAUX

Projet d'approvisionnement en eau de la région d'Akaba

Préqualification des entrepreneurs

La Société des Eaux invite les entrepreneurs de Génie Civil expérimentés à soumettre les formulaires d'inscription pour la pré-qualification des soumissionnaires en vue d'un contrat de travaux faisant partie du projet sus-mentionné.

Ce contrat de travaux comportera les rubriques de travaux suivantes :

1. Bâtiment d'une centrale électrique de 3 MW, bâtiment administratif, logements, sites de puits et routes ;
2. Réservoirs en ciment ;
3. Canalisation principale d'écoulement 92 km de long et de 450 à 800 mm de diamètre ;
4. Canalisation de collecte sur les champs de puits représentant une longueur totale de 23 km, de 250 à 700 mm de diamètre ;
5. Lignes aériennes de transport d'électricité de 11 kV d'une longueur totale de 23 km.

Les soumissionnaires seront appelés à la fin mai 1978 et le contrat devra être entièrement réalisé en juin 1980.

Le gouvernement jordanien négocie un emprunt auprès du Fonds Arabe pour le Développement Social et Economique ; seuls seront retenus les soumissionnaires acceptables par les dirigeants de ce Fonds.

Les entrepreneurs doivent réclamer les formulaires d'inscription aux adresses suivantes :

soit : The Director General The Water Supply Corporation P.O. Box 1912, Amman, Jordanie

soit : The Consulting Engineers, Howard Humphreys Ltd., Essex House, 119, rue de la Paix, Paris, France

et les imprimés remplis doivent être retournés aux Ingénieurs-Conseils le 1er avril 1978 au plus tard.

The Director General Société des Eaux (Water Supply Corporation) Jordanie.

سكوتات الاموال

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

IS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS... COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ... Encore bien orienté... Les valeurs françaises sont restées bien orientées ce mercredi...

PARIS 15 FÉVRIER

Encore bien orienté
Les valeurs françaises sont restées bien orientées ce mercredi à la Bourse de Paris, l'indicateur général enregistrant une nouvelle progression de 0,3 % en fin de séance.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Pérols E.P., Pierrefitte-Audy et Pédalié T.E.T. et surtout par Prévost et Laffont qui ont enregistré les plus fortes pertes (-2,5 à -3 %).

Les violentes critiques faites par le parti communiste et la majorité sur le chômage et le programme socialiste ont contribué à déstabiliser l'atmosphère au Palais National. A tort ou à raison, les milieux financiers estiment que ce chômage n'est pas de nature à favoriser une victoire de l'opposition aux élections.

LONDRES

Le marché des valeurs étrangères a été orienté à la hausse ce mercredi. L'indice général a progressé de 0,2 % à 102,2.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Dollar (en yen) 248 37 24,9

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
A.T.T. - Relevement du dividende trimestriel payable le 27 avril prochain, qui passe de 1,05 à 1,15 dollar l'action.

NEW-YORK

Nouveau repli
Le marché américain a subi un nouveau repli ce mercredi. L'indice général a baissé de 0,2 % à 135,6.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Indices quotidiens: Cote 100 = 36,02 (1977), Cote 100 = 29,02 (1961)

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 15 FÉVRIER - COMPTANT

Table of stock values for Paris Comptant with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table of stock values for Paris Terme with columns: Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns: Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours

PARIS-TELE... COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ... PARIS-TELE... COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ...

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES — FEMMES : « Ne pas se tromper d'adversaire », par Maurice T. Maschino; « Revue des revues », par Yves Florenne.
- 3. ÉTRANGER — La guerre de l'Ogaden. — La Mauritanie prise en piège (11), par D. Juraque.
- 4. EUROPE — CHYPRE : les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'« Etat fédéré turc ». — La conférence de Belgrade.
- 5. ASIE
- 6. AMÉRIQUES
- 7. DIPLOMATIE
- 7 à 10. POLITIQUE — LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : La candidature de Mme d'Horcourt à Neully. — EN ILE-DE-FRANCE (11). — SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain.
- 12. SOCIÉTÉ — Les associations contre Mlle Guemenn. — « L'obèse », par Casamayor.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 13 A 20

LE PEULLETON de Bertrand Poirot-Delpech; « Sabatier le vrai ».

HISTOIRE : L'odyssée de Jacques Baudouin.

LETTRES ÉTRANGÈRES : Vasilikos et la diaspora grecque.

POLÉMIQUE : Jean-Marie Benoist dans l'art.

PHILOSOPHIE : Vladimir Jankélévitch, professeur de dénuement.

ESSAIS : L'éros selon Scherer et Hocquenghem.

- 21. ÉDUCATION — L'aide à l'enseignement privé et le scrutin du 12 mars.
- 22 à 25. ARTS ET SPECTACLES — MUSÉES : pour l'archéologie industrielle.
- 30. RÉGIONS — ENVIRONNEMENT : les décisions du comité interministériel.
- 31-32. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25) — Annonces électorales (26 à 28); Aujourd'hui (29); Bulletin d'enseignement (30); Carnet (31); Journal officiel (32); Lettres nationales et Loto (33); Météorologie (34); Mots croisés (35); Bourne (36).

Attentats en Corse. — Deux attentats à l'explosif ont été commis, pendant la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 février, à Ajaccio. Ils ont causé des dégâts peu importants. Le premier, vers 1 h 30, était dirigé contre les locaux de la C.F.D.T. situés dans l'ensemble immobilier les Jardins de l'Empereur. Le second visait les bureaux de la société de construction S.C.G.T.M. qui a pour président, M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.C. dans la circonscription de Sartène.

du 1^{er} au 18 février
offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle **990 F**
avec gilet 1150 F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET/PARIS 8^e

Investissement immobilier
oca 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

LE PROJET DE LIVRAISON D'AVIONS AMÉRICAINS A DES PAYS ARABES

Jérusalem et Washington s'appliquent à minimiser leur différend

Après l'appel lancé mercredi 15 février devant la Knesset par le premier ministre israélien, M. Menachem Begin, au président Carter pour lui demander de revenir sur sa décision de vendre des avions perfectionnés à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite (nos dernières éditions du 16 février), le porte-parole du département d'État a affirmé mercredi soir à Washington qu'il n'y avait pas de « crise » dans les relations entre les États-Unis et Israël, même si les deux pays ont des divergences d'opinion. Le porte-parole a ajouté que les États-Unis se félicitaient de l'acceptation par le premier ministre israélien de la suggestion américaine concernant la date de sa visite aux États-Unis. Initialement prévue pour avril, elle aura lieu fin février ou début mars. Le porte-parole officiel a ajouté : « Il ne s'agit pas d'une visite de crise. A notre avis, elle n'a aucun rapport avec la déci-

Au Liban

DEUX SOLDATS SYRIENS TUÉS À BEYROUTH

Beirut. — Deux soldats syriens ont été tués et un troisième a été grièvement blessé, mercredi 15 février, au cours d'un nouvel incident survenu dans le secteur conservateur chrétien de Beyrouth, à Furn-el-Chebak, au lendemain du vote de la loi instituant un tribunal militaire mixte libano-syrien pour juger les responsables des affrontements de la semaine dernière. Chaque partie a rejeté sur l'autre la responsabilité du déclenchement des tirs, mais tout le monde s'est employé à limiter les conséquences de l'incident : les chefs de la droite chrétienne, qui se sont tout de suite rendus sur les lieux, ont délivré le soldat syrien qui avait été emmené par leurs partisans, et ont déclaré qu'ils coopéreraient avec les autorités pour faire arrêter les responsables; la Force arabe de dissuasion (FAD) avait fixé un ultimatum à mercredi 18 heures pour la livraison des coupables, puis l'a renoué à jeudi. — L. G.

A Milan

UN DIRIGEANT D'ALFA ROMEO VICTIME D'UN ATTENTAT

Milan (A.F.P.). — M. Domenico Scatena, cinquante-cinq ans, chef du personnel des usines automobiles Alfa Romeo, dont le siège est à Milan, a été blessé de plusieurs balles aux jambes dans la matinée du 15 février. Un commando de plusieurs hommes armés, visage caché, a bloqué sa voiture un peu après 8 heures, en pleine ville, et a aussitôt ouvert le feu, malgré la présence de nombreux passants. Un gazon de seize ans a également été légèrement blessé.

Le numéro du « Monde » daté 16 février 1978 a été tiré à 543 788 exemplaires.

Au Tchad

LE FROLINAT ANNONCE LA PRISE D'UNE LOCALITÉ

Le Front de libération du Tchad a annoncé, mercredi 15 février, dans un communiqué publié à Paris, la prise, la veille, par ses combattants, de Fada, localité située à 900 kilomètres au nord-est de N'Djamena. Le bilan « provisoire » de la bataille serait de quarante-sept tués et de cinq cents prisonniers du côté des forces régulières tchadiennes, et de dix tués et treize blessés dans les rangs des guérilleros.

Selon le Frolinat, la ville de Faya-Largeau, capitale du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti) est encerclée par deux mille maquisards et son aéroport aurait été rendu inutilisable. La chute de la ville ne serait plus qu'une « question de jours ».

Dans un discours prononcé lundi pour l'ouverture des travaux de la trentième session du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, le colonel Kadhaïf, chef de l'Etat libyen, a « démenti catégoriquement » à Tripoli « les supputations impudiques » de la Libye et ne s'est guère intéressé à propos du Tchad.

Le problème que connaît ce pays est strictement intérieur et ne regarde que les Tchadiens », a-t-il ajouté.

Les parents de M. Christian Masse, le jeune Français enlevé dans la région du lac Tchad le 18 janvier, viennent de recevoir une lettre de leur fils, datée du 21 janvier. Elle leur est parvenue par le canal de l'ambassade de France à Lagos, au Nigeria (nos dernières éditions du 16 février). Ce message ne fait aucune allusion à un quelconque ultimatum. Selon les représentants du Frolinat à Paris, le jeune Français a été ressassé en Libye. M. André Kummerling, auparavant été capturé en territoire nigérian par une « bande de brigands » et serait retenu en otage à Maltriti, au Nigeria.

« L'Éthiopie devra mener une guerre « difficile et meurtrière » pour chasser les « envahisseurs » somaliens de l'Ogaden, estime, dans la Pravda du 15 février, Valentin Korovikov, envoyé spécial du quotidien soviétique. Il ajoute qu'une visite du front « permet de constater que le peuple éthiopien a la volonté et la force de défendre sa souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie ». — (Reuter).

Le dollar recommence à s'affaiblir

Après un répit de quelques semaines, le dollar a recommencé à s'affaiblir sur les marchés des changes. Son mouvement de baisse, amorcé mardi 14 février au lendemain de l'échec de la mission de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor américain, qui réclamait une relance de l'économie ouest-allemande, s'est accéléré sous l'impact de quelques événements : prolongation de la

grève des mineurs de charbon aux États-Unis et forte baisse des ventes de détail en janvier outre-Atlantique.

A New-York, la Réserve fédérale n'est guère intervenue mercredi après-midi 15 février pour freiner la baisse; de sorte qu'à Francfort le cours du dollar est retombé au-dessous de 2,08 DM. A Paris, il est resté stable, jeudi 16 février, aux alentours de 2,04 F, ce qui correspond à un nouvel effritement du franc par rapport aux monnaies fortes. Le cours du deutschemark, poursuivant sa lente montée, s'inscrit à environ 2,33 F, tandis que celui du franc suisse établit un nouveau record à 2,330 F. A Londres, on a enregistré une nouvelle progression du prix de l'once d'or qui, à 178,25 dollars, retrouve son niveau de mars 1974.

A New-York, M. Wittvegen, directeur général du Fonds monétaire international, a adjuré l'Allemagne fédérale et le Japon de compenser la valorisation de leur monnaie par l'adoption de programmes économiques plus incitatifs. Il a stigmatisé la douce insouciance des États-Unis vis-à-vis de l'aggravation de leur déficit commercial.

En Belgique

LES TROIS MEURTRES DE SŒUR GODFRIDA

Bruxelles. — Pour ne plus être dérangés pendant la nuit par les visiteurs qu'elle solennise, l'infirmière en chef de la clinique catholique de Wetteren (près de Gand) a supprimé au mois de mars de ses patients en leur injectant des doses massives d'insuline : saur Godfrida, quarante-quatre ans, a évoué trois meurtres commis pendant le premier semestre de 1977, mais, sept autres décès survenus dans la clinique demeurant inexpliqués, le parquet a donné l'ordre de procéder à plusieurs autopsies.

Sœur Godfrida (Mlle Cécile Bombeek) avait été opérée, il y a quatre ans, d'une tumeur au cerveau. Depuis, elle était devenue morphinomane et on l'avait relevée de ses fonctions en août 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient pu travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était « absédée sexuelle. Mis au courant de la situation, le directeur de l'hôpital catholique avait demandé, à l'époque, aux infirmières de ne pas ébruiter le chose, « pour sauver la réputation de la clinique ». Il faut, avait-il dit, « apprendre à vivre avec la situation ». — P. de V.

A Marseille

DES COLLEURS D'AFFICHES DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES TROUVÉS EN POSSESSION D'ARMES

Trois colleurs d'affiches opérant pour le compte de M. Henri Roche, candidat du Mouvement des démocrates dans la 7^e circonscription de Marseille, ont été interpellés par une patrouille de police, mardi soir 14 février, alors qu'ils se trouvaient dans un bar du boulevard Garibaldi (4^e arr.). Cette interpellation est intervenue après que les policiers eurent été alertés par le bruit de plusieurs coups de feu dont on ignore à la fois la raison et la provenance. Produisant à des contrôles, les policiers devaient constater que l'un des trois colleurs d'affiches avait en sa possession un fusil de calibre 12, fusil qui n'avait pas servi récemment.

D'autre part, sous une voiture en stationnement située à une centaine de mètres du débit de boissons, deux autres armes, un fusil et un pistolet, n'appartenant pas aux colleurs d'affiches, ont été retrouvées. D'après les explications fournies par les militants du Mouvement des démocrates, dont l'identité n'a pas été communiquée, c'est après les coups de feu tirés par des inconnus que l'un des colleurs d'affiches serait allé chez lui pour prendre un fusil afin de se défendre en cas de besoin. Conduites à l'hôtel de police, ces trois personnes ont été entendues puis remises en liberté.

« En marge de l'enlèvement du magistrat lyonnais Noël Datz, M. Michel Lamouret, trente-trois ans, seule personne détenue sur parquet au terme des opérations de police, déclenchées après le rapt, a été condamné, mercredi 15 février, par le tribunal correctionnel de Lyon, en audience de quarante-cinq jours de prison pour détention d'armes.

Les policiers, au cours d'une perquisition à son domicile, avaient trouvé une carabine de type 44-Magnum, arme de quatrième catégorie que M. Michel Lamouret n'avait pas déclarée. M. Michel Lamouret est une des trois personnes dont le nom avait été avancé à propos du meurtre du juge Renaud, sans preuve policière réelle ni événement conséquence judiciaire, ainsi que l'a rappelé à l'audience son avocat, M^{re} Joannès Ambre.

PROTOTYPE
le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38 (près des Halles)

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS

phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S^o TROPEZ

“Si vous voulez encore faire un excellent achat diamants je vous conseille de ne pas trop tarder.”

Le Directeur
hevain

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

Important déficit de la balance commerciale française en janvier

LIBRE PAGE 24

LES BASQUES ESPAGNOLS

Autonomie

Les Basques espagnols ont obtenu le statut d'autonomie le 30 septembre 1977. Le statut leur donne une large autonomie dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture, de la langue, de la littérature, de la musique, de la danse, de l'art, de la sport, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapés, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de l'administration, de la police, de la justice, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la recherche scientifique, de la culture